

RADICES

Interdisciplinary Journal for the Study
of Terrorism & Extremism



NUMÉRO 3 JUIN 2023
NUMMER 3 JUNI 2023



Coördinatieorgaan voor de dreigingsanalyse
Organe de Coordination pour l'Analyse de la Menace



INHOUDSTAFEL

TABLE DES MATIÈRES

- P. 3 |** Voorwoord (*Wim Hardyns*)
- P. 4 |** Radicalisation des jeunes : Menaces et opportunités depuis la crise sanitaire liée au coronavirus
(*Cyprien Ponciau*)
- P. 14 |** Learning from the enemy?
Jihadist power in Mali, and implications for security and development agendas
(*Gianfabrizio Ladini*)
- P. 36 |** À la droite de la droite : Longévité et hybridité du mouvement Nation
(*Benjamin Biard & Yves Rogister*)
- P. 53 |** Entre radicalisme et extrémisme :
Le Vlaams Belang et Le Rassemblement national en période de crise sanitaire
(*Anthony Ricotta*)
- P. 71 |** Gouvernamentalité de la guerre d'invasion russe en Ukraine :
De la définition de l'état de guerre permanent comme nouvelle « raison d'État » en Russie
(*Nicolas Gosset*)

VOORWOORD

Beste lezer,

Het is mij een waar genoegen dit derde nummer van het tijdschrift Radices te mogen openen. Ik heb de eer gehad te mogen toetreden tot de redactieraad van dit tijdschrift als allereerste lid. Toen mij de vraag werd gesteld, heb ik geen seconde getwijfeld: een interdisciplinair tijdschrift binnen het domein van P/CVE, dat bovendien door iedereen gratis kan worden geraadpleegd, dat is een schot in de roos. Mijn oprechte felicitaties aan de initiatiefnemers!

De interdisciplinariteit die aan de basis ligt van dit tijdschrift dient ook een vertaalslag te krijgen op het terrein, waar samenwerking over verschillende actoren en diensten heen noodzakelijk is en blijft. Voorbeeld bij uitstek zijn de sinds 2015 opgerichte lokale Integrale Veiligheidscellen inzake radicalisme, extremisme en terrorisme (LIVC-R) waarin veiligheidsdiensten en sociaal-preventieve diensten elkaar vinden. In het eerste nummer van Radices heb ik, samen met enkele collega's, daarover een bijdrage geschreven ("Multi-Agency Working to prevent violent radicalisation"). We mogen de meerwaarde van deze multi-agency netwerken niet onderschatten. Om de werking ervan te optimaliseren heb ik, samen met een aantal partners, een zelfevaluatietool ontwikkeld die elke LIVC-R kan gaan gebruiken om over de eigen werking te reflecteren en bij te sturen waar nodig (de EMMASCAN kan geraadpleegd worden via <https://emmascan.eu/>). Deze zelfevaluatietool zal beschikbaar worden gesteld voor heel Europa.

Lokale besturen staan vandaag voor grote uitdagingen op vlak van P/CVE. Zij hebben nood aan een ondersteuningsaanbod, zeker wanneer zij op het terrein geconfronteerd worden met acute of escalerende, problematische situaties. Sinds de coronacrisis worden zij in toenemende mate geconfronteerd met fenomenen zoals de opmars van gewelddadige rechtsgeoriënteerde/linksgeoriënteerde radicalisering, anti-overheidsstemmingen en anti-vaxxers, maar ook (online) haatspraak, haatzaaiende uitlatingen ten opzicht van minderheidsgroepen zoals de LGBTQIA+ gemeenschap, en desinformatie via onder meer diverse sociale media kanalen.

Aangezien de lokale besturen dikwijls zelf niet de benodigde expertise in huis hebben om hier een antwoord op te bieden, en er ook snel en adequaat moet worden ingespeeld op deze acute of escalerende lokale problematieken, dient de nodige expertise te worden samengebracht en aangeboden. Samen met enkele collega's van de Universiteit Gent heb ik daarom het initiatief genomen tot de oprichting van een interdisciplinair expertisecentrum, genaamd RadiLab (UGent Impact Lab for Preventing and Countering Violent Extremism (P/CVE)). Dit expertisecentrum zal niet alleen kennis bijeenbrengen en bundelen, maar ook inzetten op onderwijs, training, onderzoek en ontwikkeling.

Een tijdschrift zoals Radices is in die optiek van groot belang en een belangrijke partner om goede praktijken te kunnen delen en uitwisselen, en kennisvermeerdering te stimuleren. Ik kijk er dan ook naar uit onze samenwerking te intensiveren, en te blijven streven naar nieuwe nummers met maatschappelijke impact.

Wim Hardyns,
Professor criminologie, Universiteit Gent



RADICALISATION DES JEUNES :

Menaces et opportunités depuis la crise sanitaire liée au coronavirus

Une expérience de prévention de la radicalisation violente à Sambreville

Article écrit en avril 2023

Directement concernée par les attentats terroristes de Paris et Bruxelles, Sambreville a dû, en plus de la création d'une CSIL-R, construire un réseau d'acteurs de terrain formés à regarder la radicalisation comme un phénomène en constante mutation. Avec la crise sanitaire liée au covid, les partenaires locaux du secteur de la jeunesse ont très vite fait le constat que la santé mentale des jeunes s'était dégradée et pourrait, à terme, amener certains jeunes vers des comportements violents pour eux-mêmes et pour les autres, y compris en termes de risque d'entrée dans un processus de radicalisation violente qui est, peut-être, plus difficile à détecter depuis le covid.

A Sambreville, les actions mises en place au niveau local en faveur du bien-être mental des jeunes permettent aux intervenants sociaux d'agir chacun dans leur sphère de compétence en associant la cohésion sociale, la prévention des problèmes généraux mais aussi des risques spécifiques comme le processus de radicalisation.

.....
Cyprien PONCIAU est licenciée en sociologie et anthropologie ainsi qu'en criminologie de l'U.L.B. Il est le Fonctionnaire de prévention de la Commune de Sambreville. Depuis 2019, il coordonne la CSIL-R pluricommunale et interzonale composée des Communes de Sambreville, Jemeppe-sur-Sambre et Sombreffe et des Zones de police de SAMSOM et de Jemeppe-sur-Sambre.

Petite histoire de la lutte contre le radicalisme dans le Val de Sambre

Naissance d'une cellule de sécurité et d'un réseau de prévention

En novembre 2015, les 28.000 habitants de Sambreville découvraient, avec épouvante, l'existence d'une cache terroriste dans un quartier habituellement paisible de la commune. Par la suite, l'enquête nous apprendra qu'une villa avait été louée par un groupe d'individus ne provenant pas de la région afin de servir de base arrière à la préparation d'explosifs utilisés lors des attentats de Paris et Bruxelles.

Très vite, les autorités communales ont mis en place une Cellule de Sécurité Intégrale Locale en matière de radicalisme, d'extrémisme et de terrorisme (CSIL-R) et l'échange d'informations entre partenaires travaillant avec la population. Ce dernier point aura été, en 2016, une source de résistance à la participation à cette cellule, dans le chef de plusieurs partenaires, avec évidemment, comme source de cristallisation de cette collaboration limitée, la question du secret professionnel.

C'est à la faveur d'un appel à projet de la Wallonie, en 2018, qu'un programme complet de formations est proposé aux acteurs de terrain et socio-préventifs de première ligne. Celui-ci, réalisé avec l'aide de partenaires institutionnels spécialisés tels que l'Organe de Coordination pour l'Analyse de la Menace (OCAM), la Radix TEAM du S.P.F. Intérieur, le Centre d'Aide et de Prise en charge de toute personne

Mots clés :

Processus de radicalisation ;
 terrorisme ;
 polarisation sociale ;
 cohésion sociale ;
 réseau de prévention ;
 jeunesse ;
 crise sanitaire ;
 santé mentale ;
 CSIL-R.

concernée par les Radicalismes et Extrémismes Violents (CAPREV) et le Centre d'action interculturelle de Namur (CAI Namur) traitait, bien évidemment, des bases conceptuelles et théoriques du processus de radicalisation violente mais était aussi parsemé de discussions ouvertes sur des thématiques satellites telles que : les phénomènes migratoires, l'organisation des Cultes et l'interculturalité, ...

L'actualité nous offrait aussi l'occasion de montrer l'apparition de nouveaux phénomènes de radicalisation violente, par exemple, en marge de certaines manifestations de gilets jaunes ainsi que la montée des extrémismes de droite comme de gauche et de la propagande de haine véhiculée sur les réseaux sociaux. La vertu de la proposition d'élargissement du champ d'observation des acteurs sociaux au-delà de l'extrémisme religieux aura été de nature à détendre certaines postures d'opposition de principe.

C'est aussi en 2018 que le législateur décidait de donner un cadre réglementaire aux CSIL-R et nous accordait, de cette manière, la possibilité de compléter le programme de formations par une information formelle de ce qui était attendu, principalement en termes d'échange d'informations et de participation dans le cadre de la CSIL-R mais aussi d'entamer sereinement un travail de restauration de la confiance des parties prenantes de notre politique locale de prévention et de suivi. En 2019, conforté et consolidé par les premiers résultats encourageants du travail en réseau, Sambreville propose aux communes de Jemeppe-sur-Sambre et Sombreffe de s'associer dans la lutte contre le processus de radicalisation et les extrémismes violents. L'originalité wallonne de cette initiative tient au fait que cette communauté de communes s'étend sur deux Zones de police abritant, à présent, 56.000 habitants.

Avec cette évolution de taille, nous avons pu élargir substantiellement le nombre de partenaires formés et poser les premières pierres à la mise en place d'un réseau de prévention dans le Val de Sambre.

Ce sont finalement 260 participants qui ont été entraînés à la réalisation d'un diagnostic partagé sur les causes et les conditions de la radicalisation violente et à imaginer collectivement des actions de prévention localisées.

Une attention prédominante a également été accordée au principe de responsabilisation des travailleurs sociaux dans le contexte de la radicalisation violente au travers de discussions sur les concepts essentiels de « secret professionnel », « secret de la table » et concertation de cas et enfin sur le rôle que chaque partenaire pouvait jouer dans la mise en place d'une véritable chaîne de sécurité et de prévention.

Il n'aura pas fallu attendre longtemps pour que le réseau sambrevillois soit confronté à une situation problématique pratique sur son territoire. En effet, depuis 2018, un groupe d'individus mineurs se faisait remarquer sur la voie publique comme sur les réseaux sociaux par des comportements qui empruntaient beaucoup aux codes et aux narratifs produits par l'Etat Islamique ainsi qu'à l'esthétique des vidéos de propagande de Daesh. En tout cas, c'est comme cela que nous avons reconstruit, dans un premier temps, ce qui semblait être la perception de la population locale, à l'époque, et celle de certains professionnels de l'intervention sociale.

Nous observions des jeunes tournant un clip vidéo mettant en scène, dans le décor du centre-ville, en pleine journée, des rodéos de quads, brandissant des armes blanches ou à feu, factices ou non. Certains jeunes étaient connus de la justice, d'autres pas mais tous voulaient bâtir leur « Empire »¹. Il y avait à la fois des craintes réelles de risques de radicalisation de certaines personnes et des craintes exacerbées par la dimension ostentatoire du phénomène et le contexte de menaces terroristes du moment qui s'étaient concrétisées peu de temps avant avec la découverte de la présence, dans la commune, de terroristes.

.....
1 "Empire" est le titre du clip vidéo visible sur Youtube réalisé par un groupe de jeunes Sambrevillois

Quoi qu'il en soit, il y avait matière à entamer un travail socio-éducatif de fond et de restauration de la tranquillité publique. L'approche socio-éducative et préventive, préférée dans un premier temps, par les autorités communales et dans ce cas précis, à celle plus policière, s'était bâtie grâce à l'engagement d'un éducateur pratiquement exclusivement affecté au suivi du groupe et de plusieurs de ses membres mais aussi avec l'aide de plusieurs partenaires actifs dans le secteur de la jeunesse. Après plusieurs mois d'organisation d'ateliers collectifs de rap, de réalisation de clips vidéo avec le groupe et de suivis individuels de jeunes plus vulnérables, le regard du groupe sur lui-même et ensuite celui de l'extérieur sur ce dernier avait changé.

Un membre du groupe interviewé par un journal local expliquait : « **qu'en fait, ce qui nous a déçu, c'est que les gens n'ont vu que les armes et non le côté artistique du travail** »². Les jeunes du groupe ne s'attendaient pas du tout à ce que le clip soit considéré comme radical-violent. « **Ce n'était pas le message que nous voulions faire passer ! Cette comparaison n'a pas lieu d'être. C'est comme si vous tentiez de rapprocher deux montagnes. Ce n'était qu'un clip de jeunes de la rue** »³. Le groupe a appris à ses dépens qu'une œuvre artistique peut être interprétée différemment en fonction du contexte et de l'expérience vécus par le récepteur.

Jusqu'ici, tout le travail que nous avons réalisé suivait un cheminement rationnel et attendu. Nous étions dans un schéma classique d'identification d'une situation problématique visible et de personnes vulnérables, à risques, par rapport à une entrée possible dans un processus de radicalisation. Notre approche ciblée et socio-préventive collective et individuelle permettait, avec l'aide d'un réseau, d'atteindre des résultats tangibles au niveau du groupe et au niveau du sentiment de sécurité de la population.

Et puis...le covid est arrivé!

Les conséquences économiques et sociales de la pandémie pourraient alimenter la radicalisation d'individus quelles que soient leurs convictions idéologiques. C'est, en substance ce que disait, Catherine de Bolle, directrice d'Europol, dans son rapport « Situation et tendances du terrorisme » au mois de juin 2020⁴.

Lors du premier confinement lié à la situation de la pandémie mondiale du coronavirus au début de l'année 2020, nous avons pu constater, dans un premier temps, sur le terrain un manque global d'information sur l'impact que pouvait avoir une telle mesure, parmi d'autres, sur la population en général et en particulier sur le risque de radicalisation d'un public jeune. Intéressons-nous justement à cette catégorie de la population et remettons-nous dans la situation de l'époque.

Les lieux d'éducation et de socialisation étaient soit complètement fermés soit considérablement rendus inaccessibles. Les jeunes ne fréquentaient plus du tout ou de manière limitée les clubs de sport, les associations culturelles, les mouvements de jeunesse, etc...Les contacts familiaux et sociaux étaient fortement freinés. Il était en effet demandé à la population de ne pas sortir de chez elle. Par la suite, les adultes ont progressivement été invités à reprendre le chemin du travail tandis que leurs enfants n'avaient pas encore repris celui de l'école.

C'est bien ce qui s'est passé en substance lors du premier confinement. Les jeunes avaient littéralement disparu des radars. Ils n'étaient plus visibles sur la voie pu-

2 Jérôme Noël, « Le regard de zone T a changé », *lavenir.net*, 5 juin 2019, <https://www.lavenir.net/regions/basse-sambre/sambreville/2019/06/05/le-regard-de-zone-t-a-change-NCNVBEPPrZBBLET477UUTIWJEY/> (14 avril 2023)

3 Noël, « Le regard de zone T a changé », 2019.

4 AFP, « Le confinement pourrait nourrir la radicalisation, alerte l'agence européenne de police », *ouest-France.fr*, 23 juin 2020, <https://www.ouest-france.fr/sante/virus/coronavirus/confinement/le-confinement-pourrait-nourrir-la-radicalisation-alerte-l-agence-europeenne-de-police-6880199> (14 avril 2023).

blique ou dans les lieux de réunion. Ce phénomène de perte de visibilité et/ou d'une certaine forme de contrôle social des jeunes était démultiplié par le fait qu'au tout début du premier confinement, le personnel des services socio-préventifs et éducatifs étaient lui-même confiné et que, par conséquent, la possibilité de contacts avec la population jeune, de manière bienveillante, fondaient à chaque fois que les mesures sanitaires étaient renforcées.

De plus, se posait la question du risque de radicalisation en ligne. Sans donnée objectivable, nous ne pouvions que partir du présupposé que le temps passé sur les réseaux sociaux avait globalement augmenté et on ne voyait pas pourquoi cela aurait été différent pour les jeunes sambrevillois, que les occasions de tomber sur des personnes malveillantes ou de s'auto-radicaliser croissaient également. Il y avait donc beaucoup trop de doutes et d'inconnues liés à cette situation exceptionnelle. Il fallait donc réagir. Cette réaction passa, dans un premier temps, par la remobilisation du réseau de professionnels spécialisés dans le secteur de la jeunesse au travers de la création, à l'initiative du service de Cohésion Sociale de la commune, d'une Plateforme Prévention et Cohésion sociale composée d'acteurs issus du Réseau de prévention. Les objectifs de cette plateforme étaient d'une part, de réaliser un diagnostic de la situation de terrain et de rassembler le plus d'informations possible sur l'état de santé, de manière générale, de la jeunesse au niveau local mais aussi de coordonner les « zonages » et une présence bienveillante sur le terrain des intervenants socio-préventifs et les activités et actions en faveur de la jeunesse pouvant être remises progressivement en place afin de faciliter et accélérer la « normalisation » de la situation.

Très vite, les acteurs du secteur de la jeunesse étaient d'accord sur le diagnostic de la situation. Une partie de la jeunesse souffrait mentalement et peut être physiquement aussi des mesures liées à la crise sanitaire et des conséquences de celles-ci sur leur famille et leur environnement. Des études commençaient à rejoindre notre analyse de la situation, notamment le Diagnostic social 2020 du Conseil de prévention de Namur.

Ce Diagnostic est très riche d'instructions car alimenté, bien entendu, par les constats des services d'aide à la jeunesse mais aussi d'autres acteurs locaux qui appartiennent à de secteurs différents. Pointons, dans le domaine de la santé mentale, le Réseau Santé Kirikou⁵ (R.S.K.) nous mettant en garde, en 2020 déjà, sur le fait que la crise du COVID 19 « ***n'avait pas encore fini de modifier les conditions de notre vivre ensemble et peut-être les soubassements présents dans de nombreuses analyses*** »⁶. Conscient de cette réalité et de l'impossibilité de faire autrement, le R.S.K. souligne néanmoins que cette crise inédite n'est actuellement pas vécue de la même manière par tout le monde, notamment au sein de familles fragilisées. Il conviendra dès lors, le moment venu, de reprendre les différentes pistes de cet avis à la lumière des différentes conséquences, y compris socio-économiques, engendrées par le confinement et le post-confinement.

Comme nous l'avons déjà indiqué, à Sambreville, la situation n'était pas différente. Mais cette crise, sans précédent, a entraîné, selon notre point de vue, un glissement sensible dans la manière de mettre en place la politique locale de prévention du processus de radicalisation et des extrémismes violents concrétisée par la juxtaposition d'une approche centrée sur des facteurs de vulnérabilité, avec le suivi spécifique de groupes et de jeunes à risques, à une approche préventive, plus générale basée sur la cohésion sociale et le bien-être de la population. C'est ce que nous allons voir à présent.

.....
5 Le Réseau Santé Kirikou est un réseau intersectoriel et collaboratif qui vise à mettre en œuvre la nouvelle politique en santé mentale pour enfants et adolescents sur les 38 communes de la province de Namur.

6 Fédération Wallonie-Bruxelles, Conseil de prévention de Namur, *Diagnostic Social*, 2020, p.282.

Grande histoire de la Prévention et de la Cohésion sociale dans le Val de Sambre

Nous avons vu que le réseau d'acteurs de terrain et socio-préventifs sambrevillois avait été formé à ne pas se limiter à regarder la radicalisation comme étant uniquement une dérive du phénomène religieux. Aussi, lors du cycle de formations organisé par la commune de Sambreville, les partenaires s'étaient entraînés à identifier les causes psychologiques, sociales, mentales et familiales qui pourraient, de manière cumulative ou non, avoir une incidence sur le processus de radicalisation. Dès lors, une fois ces facteurs de vulnérabilité⁷ identifiés, des actions préventives et pluridisciplinaires pouvaient être mises en place afin de renforcer les facteurs de protection du public vulnérable. Cette manière de traiter la problématique du processus de radicalisation reste, à notre sens, tout à fait fonctionnelle et suffisante lorsqu'il s'agit de suivre des cas identifiés par les services de sécurité comme engagés dans ce processus, notamment dans le cadre des taskforces locales et donc d'une prévention tertiaire. Mais ce qui, à notre sens, a changé pendant et depuis le covid-19, c'est que le processus d'identification des personnes « à risques » de se radicaliser est peut-être devenu plus difficile à opérer qu'avant pour les services socio-préventifs et de sécurité. Pourquoi ? Il y a eu, nous l'avons observé sur le terrain, un effet « confinement » lié aux diverses mesures prises durant la pandémie et qui avaient eu un impact sur différentes parties de la population, notamment chez les jeunes et sur les plus fragiles d'entre eux. A Sambreville, ce phénomène avait fait l'objet de constats de terrain de nombreux partenaires du secteur de la jeunesse adhérant à la Plateforme Prévention et Cohésion sociale mise en place par le service de Cohésion sociale de la commune. Dans un premier temps, une « disparition » des jeunes de la sphère publique au plus fort de la pandémie avait été rapportée. Dans un deuxième temps, l'impact économique de la crise sanitaire a atteint, de manière variable, la population. La Banque nationale de Belgique⁸ relève des pertes de revenus conséquentes pour des groupes déjà en situation précaire, disposant de peu d'épargne ou n'ayant pas accès à la sécurité sociale.

Aujourd'hui, les crises énergétiques et climatiques que nous vivons cumulées au fait que l'extrémisme et le terrorisme occupent moins souvent le devant de la scène médiatique font que la population a peut-être tendance à considérer que la menace à disparu.

Nous pensons, comme le soulignait Eric Snoeck dans un article de presse⁹ que « *la menace terroriste n'a pas disparu...Elle a sans doute évolué dans un monde géopolitique instable* ».

Comme le coronavirus, nous pourrions dire que le phénomène mute pour prendre des formes différentes au gré des crises internationales qui ont un impact en Belgique, dans nos communes, dans nos quartiers, sur notre jeunesse. Si nous pouvons encore continuer, avec ses limites, à emprunter la métaphore du processus de radicalisation comme un virus qui se propage dans un organisme « jeune » par exemple, nous pourrions dire que nous ne savons pas, à l'avance, quel sera le résultat de la phase d'infection ou de rencontre entre le virus et une cellule saine et comment se fera la réponse immunitaire et se présenteront les symptômes de cette infection. Ici aussi, cela dépend de nombreux facteurs.

Afin de lutter contre ce « virus » qu'est l'extrémisme violent, la Wallonie, qui définit la

7 Voir à ce sujet les publications du Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence du Canada : <https://info-radical.org/fr/processus-de-radicalisation/>.

8 Banque nationale de Belgique, *THE BELGIAN ECONOMY IN THE WAKE OF THE COVID-19 SHOCK* (Economic Review, 2021).

9 Belga, "La menace terroriste en Belgique n'a pas disparu", *lalibrebelgique.be*, le 24-03-2023, <https://www.lalibre.be/belgique/judiciaire/2023/03/24/la-menace-terroriste-na-pas-disparu-confesse-le-directeur-general-de-la-police-judiciaire-belge-XKOZVWP6CNAYNLZT3X3POTG6UY/>.

radicalisation menant à la violence comme un phénomène complexe et pluridimensionnel et pour qui, il n'existe pas de parcours type de radicalisation violente, pas de cause ou de facteur unique et pour qui le phénomène n'a pas cessé d'évoluer ces dernières années¹⁰, considère qu'il est de sa compétence de soutenir les Plans de cohésion sociale qui sont identifiés comme les dispositifs les plus appropriés pour mener une politique de prévention des risques de radicalisation d'individus.

En se reposant sur les Plans de cohésion sociale, la stratégie de la Wallonie part de l'idée que l'amélioration du quotidien des citoyens, leur bien-être, leur niveau d'accès aux droits fondamentaux et un haut degré de « vivre ensemble » dans une communauté permettraient de diminuer de manière globale les facteurs de vulnérabilité (au niveau social, économique, de la santé, etc..) d'une population et donc de prévenir la possibilité que des individus plus vulnérables passent à l'acte violent dans le cadre d'un processus de radicalisation violente.

Et en même temps, la Wallonie semble indiquer qu'à côté de cette politique de cohésion sociale, la mise en place d'actions concrètes, de terrain, préventives et ciblées par rapport à des groupes ou individus « à risques » sont nécessaires afin de lutter contre toute forme de radicalisme et d'extrémisme. La stratégie locale de prévention vise alors à renforcer cette cohésion sociale. C'est assez nouveau comme point de vue en ce qui concerne la cohésion sociale car ici on assiste à l'intégration d'une politique de prévention des risques dans le cadre d'actions liées au « vivre ensemble » et en même temps les politiques devant permettre un plus grand accès aux droits fondamentaux dans la population doivent servir à agir sur les populations les plus vulnérables. La cohésion sociale est alors considérée comme un outil de prévention parmi d'autres.

Nous faisons l'hypothèse que ce sont les actions conjointes et coordonnées, labellisées comme « préventives de risques de radicalisation violente » et les actions liées à un meilleur accès aux droits fondamentaux, faisant partir de la prévention générale, qui permettent d'être le plus efficace, sur le terrain, dans le travail socio-préventif de lutte contre la radicalisation et aussi, de dépasser la difficulté de la relativité du concept d'accès au droit fondamental qui pourrait sinon servir de « prétexte » à l'alimentation de ce processus.

Si la Wallonie fait entrer la prévention comme outil de maintien de la cohésion sociale entre les citoyens, le Fédéral désigne les actions renforçant la cohésion sociale comme des « *moyens de prévention, primaire, visant l'ensemble de la population via, par exemple, des activités visant à favoriser l'éducation, l'inclusion sociale, professionnelle, politique, économique, ainsi que la participation au vivre-ensemble égalitaire* »¹¹. Cet enchaînement de deux politiques de lutte différentes contre la radicalisation à différents niveaux de pouvoir tient certainement au fait que deux visions coexistent dans la manière de considérer l'apparition du phénomène de radicalisation violente. Une première vision qui associe la radicalisation à des formes de violences, de militantisme et à des groupes d'actions concrets et une deuxième vision qui la considère comme un processus social d'aliénation et de privation. Dans ce dernier cas, l'accent sera mis sur le mécontentement social, ce qui entraîne le rejet de, voire l'attaque contre la société actuelle¹².

10 Circulaire du Ministre wallon des Pouvoirs locaux, du logement et de la Ville du 15 septembre 2021 relative à la mise en œuvre socio-préventive en matière d'extrémisme et de radicalisme dans le cadre du Plan de cohésion sociale.

11 S.P.F. Intérieur – Direction générale Sécurité et Prévention – Direction Sécurité Locale Intégrale, *Prévention des processus de radicalisation pouvant mener à la violence : Guide des initiatives et outils locaux à destination des acteurs de terrain*, 2018, p.10.

12 Silke Jamine, Nadia Fadil, *Entre prévention et sécurité, les politiques de lutte contre la radicalisation en Belgique*, (KU LEUVEN, 2019, p.71).

Dépasser la difficulté liée à la relativité recherchée du concept d'accès à un droit fondamental dans la cohésion sociale

Au moment où nous écrivons ces lignes, des centaines de personnes s'opposent violemment aux forces de l'ordre, en France, dans le cadre du projet d'implantation de « bassines » à Sainte-Soline dans le Département des Deux-Sèvres.

En effet, à Sainte-Soline, il ne s'agit pas uniquement d'une opposition entre groupes violents et C.R.S.¹³ mais aussi entre des groupements de citoyens et des agriculteurs aux intérêts divergents qui ne sont pas d'accord sur la manière d'avoir accès et de gérer une ressource fondamentale qui est l'eau. Nous pouvons très certainement parler, en partie, d'un phénomène de la radicalisation menant à la violence si l'on suit la définition donnée, par exemple par le Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence pour qui il s'agit : « *d'un processus selon lequel des personnes adoptent un système de croyances extrêmes – comprenant la volonté d'utiliser, d'encourager ou de faciliter la violence – en vue de faire triompher une idéologie, un projet politique ou une cause comme moyen de transformation sociale* »¹⁴.

Sans entrer dans le débat technique des anti ou pro « bassines » ou dans celui de la gestion policière du maintien de l'ordre public, nous voyons bien, avec cet exemple d'actualité, qu'une politique publique mise en place afin de répondre à certains besoins d'accès à un droit fondamental qu'est celui de l'eau peut servir de catalyseur à un processus d'affaiblissement de la cohésion sociale et à une extériorisation de la violence, comme nous la voyons dans les Deux-Sèvres, pour un groupe de manifestants violents venus se greffer à d'autres exprimant leur désaccord de manière plus pacifiste.

C'est pourquoi, nous pensons qu'à côté d'une politique centrée sur la cohésion sociale et le bien-être de la population et de l'accès aux droits fondamentaux, qui peut être utile dans la lutte contre la radicalisation violente, une démarche préventive et ciblée reste nécessaire afin de prévenir les passages à l'acte violents. C'est-à-dire une politique de prévention, au plus proche des citoyens, basées sur une analyse de risques et un diagnostic du territoire avec des partenariats pluridisciplinaires permettant de dépasser le débat possible autour de la relativité du concept de droit fondamental et des enjeux de groupes ou de communautés d'intérêts et de remettre la simple prévention du passage à l'acte violent au cœur des projets de prévention.

C'est la raison pour laquelle, la Plateforme Prévention et Cohésion sociale a été créée à Sambreville dès mai 2020, au début de la crise sanitaire liée au Coronavirus. La charpente de cette Plateforme, qui n'est pas liée à la CSIL-R, est constituée d'un continuum (prévention-sécurité-suivi) reposant sur deux piliers. Le premier pilier est celui de « cohésion sociale » qui permet de travailler à l'accès aux droits fondamentaux de la population en général et donc aussi des jeunes et des plus éloignés de ces droits en particulier. Le deuxième pilier est celui de la prévention.

Quand il est utilisé par le secteur de l'aide à la jeunesse, qui est présent à cette Plateforme, le concept de prévention s'applique forcément à un public « jeune » et est défini comme: « *un ensemble d'actions, de type individuel et de type collectif, au bénéfice des jeunes vulnérables, de leur famille et de leurs familiers, qui favorise l'émancipation, l'autonomisation, la socialisation, la reconnaissance, la valorisa-*

13 Compagnies Républicaines de Sécurité.

14 Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence, <https://info-radical.org/fr/definition/> (11 avril 2023).

tion, la responsabilisation, la participation et l'acquisition ou la reprise de confiance en soi des jeunes, de leur famille et de leurs familiers en vue de réduire les risques de difficultés et les violences, visibles ou non, exercées à l'égard du jeune ou par le jeune. Les actions de Prévention s'inscrivent dans un territoire où elles sont articulées aux autres actions sociales existantes et résultent principalement du plan d'action triennal, élaboré sur la base d'un diagnostic social de la zone déterminée. La Prévention se compose d'une Prévention éducative et d'une Prévention sociale. « On parle bien de prévention primaire, celle qui doit agir sur les causes des inégalités »¹⁵ Il nous semble qu'avec cette définition du Conseil de prévention de Namur dans le cadre de son Diagnostic de prévention 2020, cette prévention est une charnière entre des politique d'émancipation sociale et de lutte contre les inégalités mais en même temps de prévention des risques de violence dont pourraient être victimes ou se rendre coupables des jeunes.

Le rôle de la Plateforme Prévention et Cohésion sociale, à laquelle participe la Zone de police est bien de dresser et de mettre à jour les constats, par les acteurs de terrain, des « problématiques jeunesse » qui ne sont pas nécessairement liés à des faits de risque de radicalisation violente mais qui pourraient, dans certaines conditions, le devenir et qu'il faut donc suivre.

La coexistence de ces deux piliers qui soutiennent notre Plateforme permet la réalisation d'actions très concrètes en faveur de la jeunesse et de partenariats inédits entre des acteurs de l'aide à la jeunesse ou d'organismes de jeunesse, des services de prévention et de cohésion sociale. Certains projets de prévention mis en place par ces acteurs sambrevillois ont été échafaudés suite aux constats directement tirés par les partenaires lors des réunions de la Plateforme. En effet, les acteurs de terrain ont, dans leur analyse précoce de l'impact de la mise en place des mesures sanitaires liées à la crise du coronavirus, rapporté des éléments factuels leur faisant penser à une dégradation de la santé mentale chez certains jeunes fréquentant les activités qu'ils organisaient ou lors de rencontres avec des jeunes en rue, par exemple. Très concrètement, des moyens humains, matériels et financiers ont été mis en commun par la commune et des opérateurs d'aide à la jeunesse locaux pour développer un projet de rénovation d'aires de jeux avec des jeunes de différents quartiers de Sambreville ainsi que des rencontres sportives et culturelles autour de cinq agoras sport de la commune. Les jeunes sélectionnés pour effectuer le job étudiant étaient identifiés par les partenaires du secteur de la jeunesse comme « vulnérables » au regard des critères déterminés par la cohésion sociale, la prévention générale et celle des risques.

Ce type d'initiative en faveur de la santé mentale des jeunes présente un double intérêt. Le premier et non des moindre est celui d'être présent sur le terrain afin de prendre le pouls de la vie des jeunes dans leur milieu de vie, être à l'écoute de leurs difficultés et tenter d'apporter des solutions concrètes en facilitant l'accès à des droits fondamentaux que sont, notamment, l'emploi, la culture ou le sport. Nous nous situons clairement sur le pilier de la cohésion sociale et de la prévention générale. Le second tient au « pari » qu'en prévenant la dégradation de la santé mentale des jeunes, principalement des plus « à risques » d'entre eux, nous agissons sur une cause possible pouvant être, selon notre contexte, déterminante pour l'entrée dans un processus de radicalisation violente. Il s'agit d'inclure la thématique de la radicalisation dans une perspective plus large : celle du renforcement de la cohésion sociale et de la prévention des « problèmes » sociaux (drogue, décrochage scolaire, délinquance juvénile)¹⁶ mais aussi dans l'expérience qui nous occupe, celle de la santé mentale des jeunes. A Sambreville, les acteurs de terrain de la Plate-

¹⁵ Fédération Wallonie-Bruxelles, Conseil de prévention de Namur, *Diagnostic social 2020*, p.3.

¹⁶ Silke Jamine, Nadia Fadil, *Entre prévention et sécurité, les politiques de lutte contre la radicalisation en Belgique*, (KU LEUVEN, 2019, p.42).

forme ont donc mis la priorité sur la problématique de la santé mentale des jeunes. En effet en Belgique, la part de jeunes de 18 à 29 ans souffrant de dépression est en constante augmentation¹⁷ depuis le covid et touche, à plus forte raison, les plus précarisés d'entre eux. Ce phénomène pourrait constituer une bombe à retardement en termes de santé physique et de comportements violents pour les jeunes envers eux-mêmes et envers les autres. Et c'est bien ce que nous voulons prévenir, des formes de légitimation de la violence en épousant une cause extrémiste. ●

.....
¹⁷ Sciensano, "La santé mentale après la crise du covid-19 : premières conclusions de l'étude BELHEALTH", 9 février 2023, <https://www.sciensano.be/fr/coin-presse/la-sante-mentale-apres-la-crise-du-covid-19-premieres-conclusions-de-letude-belhealth> (14 avril 2023).

BIBLIOGRAPHIE

- AFP, « Le confinement pourrait nourrir la radicalisation, alerte l'agence européenne de police. », *Ouest-France.fr*, 23 juin 2020.
- Banque nationale de Belgique, *The belgian economy in the Wake of the COVID-19 shock*. Economic Review, 2021.
- Belga, "La menace terroriste en Belgique n'a pas disparu", *lalibrebelgique.be*, le 24-03-2023. <https://www.lalibre.be/belgique/judiciaire/2023/03/24/la-menace-terroriste-na-pas-disparu-confesse-le-directeur-general-de-la-police-judiciaire-belge-XKOZVWP6CNAYNLZT3X3POTG6UY/> (1 avril 2023).
- Fédération Wallonie-Bruxelles, Conseil de prévention de Namur, *Diagnostic social*, 2020.
- Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence. <https://info-radical.org/fr/definition/> (11 avril 2023).
- Circulaire du Ministre wallon des Pouvoirs locaux, du logement et de la Ville du 15 septembre 2021 relative à la mise en œuvre socio-préventive en matière d'extrémisme et de radicalisme dans le cadre du Plan de cohésion sociale.
- Jamine Silke, Fadil Nadia, *Entre prévention et sécurité, les politiques de lutte contre la radicalisation en Belgique*. KU Leuven, 2019.
- Noël Jérôme, « Le regard de zone T a changé. », *L'avenir*, 5 juin 2019.
- Sciensano, "La santé mentale après la crise du covid-19 : premières conclusions de l'étude BELHEALTH", 9 février 2023. <https://www.sciensano.be/fr/coin-presse/la-sante-mentale-apres-la-crise-du-covid-19-premieres-conclusions-de-letude-belhealth> (14 avril 2023).
- S.P.F. Intérieur – Direction générale Sécurité et Prévention – Direction Sécurité Locale Intégrale, *Prévention des processus de radicalisation pouvant mener à la violence : Guide des initiatives et outils locaux à destination des acteurs de terrain*, 2018.

LEARNING FROM THE ENEMY?

Jihadist power in Mali, and implications for security and development agendas

Article written: April 2023

This article explores how violent jihadist groups structure and expand their presence in Mali, and it suggests some policy implications for security and development. A theoretical framework is presented that combines rebel governance literature, with special reference to so-called jihadist proto-states, with an analysis of power revolving around three dimensions: cultural hegemony, political dominion, and force. This framework is applied to Mali. The complex galaxy of militant groups operating in the country is briefly introduced, with their coalitions and fragmentation, and the consequences of their activities on community security and livelihoods are outlined. An embryonic theory follows, that accounts for how militants project power and exert control over communities: not only with violence, but also through ideological struggles and service delivery. Jihadist successes, in Mali and beyond, largely result from skilful applications of these 3 dimensions of power, different yet mutually reinforcing. Policies aimed at countering violent jihad should likewise target all the 3 dimensions by going beyond armed counterterrorism, by engaging jihadists in ideological debates, and by promoting better forms of governance.

Key words:

Jihadism;
insurgency;
rebel governance;
power;
security & development;
Mali;
Sahel.

.....

Gianfabrizio Ladini is an independent consultant with over 10 years of experience in development projects focussing on fragile and conflict-affected contexts. He holds MAs in Peace Studies and EU policy making, and a recently completed M.Sc. in Governance and Development at the Institute of Development Policy and Management (University of Antwerp).

1. Introduction

In the last 10 years, Mali has become a hotspot of violent jihad. At the crossroads between North and West Africa, the country imported instability from Algeria and Libya between the early 2000s and 2012, and it has exported instability across the region ever since. Defeated in the Algerian civil war (1991-2002), the most radical elements of the disbanded 'Armed Islamic Group' (*Groupe Islamique Armé*, GIA) fled to Northern Mali, founded the 'Salafist Group for Preaching and Combat' (GSPC) and declared allegiance to Al-Qaeda in 2007 under the new name of 'Al-Qaeda in the Islamic Maghreb' (AQMI). A few years later, in October 2011, Muammar Gaddafi was killed in Libya. The fall of his regime sent shock waves through the region. To the surprise of many, it was not Niger, Libya's southern neighbour, that faced the harsher consequences, but Mali. Tuareg groups had been in Libya for decades in the aftermath of three main uprisings against the Malian government between 1963 and 2006. They benefitted from Gaddafi's support and oil largesse, and they were integrated in his army. When he was overthrown, they decided to move back to the land they had historically claimed in Northern Mali under the name of Azawad, bringing military training and equipment along.

The Tuareg formed the 'National Movement for the Liberation of Azawad' (MNLA),

allied with AQMI and two other jihadist groups: the Movement for Oneness and Jihad in West Africa (MUJAO) and the home-grown Ansar Dine. The secular-jihadist coalition attacked a garrison base in Aguelhok in January 2012, declared Azawad independence in April, then descended to Central Mali and came dangerously close to the capital Bamako. Urged by the government and backed by the UN, France intervened in January 2013 with Operation Serval, pushed the insurgents back to the north, then out of urban areas. The significance of the 2012 crisis is that the Malian state had reached a point of near collapse in less than a year, and even though a peace deal was signed in 2015, the country is still mired in persisting instability; this instability has also expanded beyond Mali's borders, from Niger and Burkina Faso (the new epicentre of violence) to West African coastal states like Togo and Benin. Senegal is also getting worried because jihadist groups have been trying to set foot in Mali's south-western region of Kayes, known for their gold reserves.¹

Figure 1 Map of Mali, districts



Source 1: Wikimedia Commons

The context in the Sahel is now characterised by a “persistent, expanding, and escalating instability.”² This comes on top of significant investment in counterterrorism and security, that bilateral and multilateral donors – like France, the US, the European Union (EU), the UN and others – have undertaken in the last 10 years. In the aftermath of the 9/11 terrorist attacks, the US had enlisted the states in the region in security cooperation programmes. They set up the Pan-Sahel Initiative in 2002, followed in 2005 by the Trans-Saharan Counter-Terrorism Initiative, re-branded Partnership in 2009. The EU, pushed by France, adopted a first strategy for security and development in the Sahel in 2011, reviewed in 2021. The EU has also

- 1 Clionadh Raleigh, Héni Nsaibia and Caitriona Dowd, “The Sahel crisis since 2012,” *African Affairs* 120, no. 478 (2021); Susanna D. Wing, “Mali’s enduring crisis,” *Current History* 116, No. 790 (2017); Boubacar Ba and Morten Boas, “Mali: A political economy analysis,” *Norwegian Institute of International Affairs*, November 2017, https://nupi.brage.unit.no/nupi-xmlui/bitstream/handle/11250/2468085/NUPI_rapport_Mali_Ba_B%C3%B8%C3%A5s.pdf?sequence=2 (accessed December 28, 2022); The Defence Post, “Senegal uncovers jihadist cell in East of country”, *The Defence Post*, February 09, 2021, <https://www.thedefensepost.com/2021/02/09/senegal-uncovers-jihadist-cell/> (accessed November 19, 2022).
- 2 Héni Nsaibia, “10 conflicts to worry about in 2022. The Sahel. Persistent, expanding, and escalating instability”, *Armed Conflict Location & Event Data (ACLED)*, 2022. <https://acleddata.com/10-conflicts-to-worry-about-in-2022/sahel/> (accessed December 28, 2022).

deployed 2 missions to Mali (EUTM Mali, since 2013, and EUCAP Sahel Mali, since 2014) and another to Niger (EUCAP Sahel Niger, since 2011). France was a major security provider between January 2013 and August 2022, first with Operation Serval, then with Barkhane. The pull-out of Operation Barkhane forces in 2022 followed tensions with the Malian military junta, who took power in Bamako through two coups in August 2020 and May 2021. Other security partners of the Malian government include the Russian mercenary Wagner group and MINUSMA, the UN stabilisation mission deployed since 2013. Security and counterterrorism aside, Mali has also been a significant recipient of development aid since the overthrow of the autocratic regime of Moussa Traoré in 1991.³

Military action against jihadist groups in Mali was clearly successful in removing them from urban centres in 2013, in disrupting their mobility afterwards, and in eliminating some of their leaders, like the founder of the 'Islamic State in the Greater Sahara' (ISGS or EIGS), Adnan Abu Walid al-Sahraoui, in November 2021.⁴ However, military action has so far contributed with little success to the strategic outcomes of eradicating jihadism and preventing radicalisation.⁵ Quite the contrary, if the expanding instability is of any indication, then the jihadists seem on a winning streak. There is now a widespread consensus that militarised approaches of "hard" counterterrorism are simply not enough to defeat jihadist insurgents in the Sahel. However, while new approaches are urged and needed, their contours and characteristics are far from clear. In the meanwhile, the dominant mindset – in Mali and elsewhere – still favours hard, militarised, enemy-focussed approaches against jihadist groups.⁶

The aim of this article is to contribute to these reflections with the overarching idea (i) that jihadism is a complex social phenomenon, including but extending beyond military aspects; and (ii) that appropriate responses to terrorism require an appreciation of sophisticated strategies used by jihadist groups for political control, which include local bargains for order, peace and governance. The productive capacity of jihadist groups – used here to indicate so-called violent extremist organisations – to generate order and stability should not be seen in isolation from their confrontation against the state. Rather, their strategies aim at replacing the state and its claims to jurisdiction with opposite jurisdiction claims and governance frameworks. Seen from this angle, violence is a means to outbid the state as rule-maker, rule-enforcer and governance provider in the eyes of the population. Against this backdrop, the first question I try to answer is: how do jihadist groups structure and expand their presence in territories and among communities? Answering this question seems interesting for scholars but for practitioners and policy makers too, in particular those working across security and development. Explaining the title of this article, my second question is: which implications can be drawn from jihadist strategies, that can inform security and development policies?

3 Edoardo Baldaro, "Dalla War on Terror alla stabilizzazione: l'evoluzione delle dottrine internazionali di gestione dei conflitti nel laboratorio saheliano" [From the War on Terror to stabilisation: the evolution of international doctrines of conflict resolution in the Sahel laboratory], in *Jihad in Africa. Terrorismo e controterrorismo nel Sahel*, ed. Edoardo Baldaro and Luca Raineri (Bologna: Il Mulino, 2022); Catriona Craven-Matthews and Pierre Englebert, "A Potemkin state in the Sahel? The empirical and the fictional in Malian state reconstruction," *African Security* 11, no.1 (2017).

4 For an overview, see Camillo Casola and Giovanni Carbone, "The Sahel crisis at 10," in *Sahel: 10 years of instability. Local, regional and international dynamics*, eds. Giovanni Carbone and Camillo Casola, (Milan: ISPI, Ledizioni LediPublishing, 2022), <https://www.ispionline.it/en/pubblicazione/sahel-10-years-instability-local-regional-and-international-dynamics-36174> (accessed December 12, 2022).

5 Baldaro, 2022, Camillo Casola, "Controterrorismo e rivalità strategiche: una lettura della cooperazione di sicurezza nel Sahel" [Counterterrorism and strategic rivalry: an analysis of security cooperation in the Sahel] in *Jihad in Africa. Terrorismo e controterrorismo nel Sahel*, ed. Edoardo Baldaro and Luca Raineri (Bologna: Il Mulino, 2022).

6 *Ibid.*; Camillo Casola and Giovanni Carbone, "The Sahel crisis at 10."

The theoretical framework used in this study relies on rebel and hybrid governance literature, and on an analysis of power that relies heavily on the thinking of Antonio Gramsci (1891-1937).⁷ My methodology uses key informant interviews, conducted in Bamako between June and July 2022, and followed by online communication with some of these informants; these primary data are combined with an extensive literature review of academic and grey research on Mali. The article is structured as follows: the next section two introduces rebel and hybrid governance literature, and a power analysis combining the three dimensions of hegemony, dominion and force; section three provides an overview of jihadist groups in Mali; section four examines these groups in their efforts towards political domination and population control through power projection. The last section 5 concludes with reflections and policy recommendations.

2. Rebel governance, jihadist proto-states, and power

The production and delivery of public goods and services in contexts of limited state reach and capacities has attracted significant scholarly attention in the last two decades. Hybrid governance research, in particular, has investigated “arrangements in which non-state actors take on functions classically attributed to the state and, in the process, become entangled with formal state actors and agencies.”⁸ In different contexts and circumstances, these dynamics can be cooperative and bring stability or, on the contrary, they can reproduce violence and abuse. Marleen Renders⁹ and Ken Menkhaus,¹⁰ for instance, show how coalitions of customary authorities, businesses, civil society actors and armed groups helped produce order and peace in Somaliland and Northern Kenya, respectively. Conversely, Adam¹¹ examines how elites in the Philippines subverted customary rules for exploitative practices, and Benjamin¹² points towards uneasy interactions between state and traditional authorities in Mali’s decentralisation reforms. Differences aside, these cases lay bare the “contested nature of the state,” that Hagmann and Péclard regard not as a given political or juridical unit but as an empirical arena, where multiple “power poles” – government officials, customary authorities, professional associations and trade unions, NGOs and multinational corporations, warlords and militias, foreign governments, etc. – coexist, bargain, clash.¹³

Interested in clarifying the conditions where hybridity generates order and peace, or instability and conflict, Goodfellow and Lindemann propose to distinguish between hybridity and multiplicity of institutions.¹⁴ Hybridity denotes essentially cooperative arrangements between state and non-state rules and actors, for instance when the administration of customary justice is recognised by law. Multiplicity occurs instead when state and non-state processes remain on a parallel course, each claiming separate jurisdiction on issues, areas or communities without recognising the other. The conditions for violence become apparent not in multiplicity itself, but in

7 Antonio Gramsci, *Quaderni del carcere* (Torino: Giulio Einaudi Editore, 2014).

8 Francesco Colona and Rivke Jaffe, “Hybrid governance arrangements,” *The European Journal of Development Research* 28 (2016), p.2.

9 Marleen Renders, *Consider Somaliland. State-building with traditional leaders and institutions* (Leiden: Brill, 2012).

10 Ken Menkhaus, “The rise of a mediated state in northern Kenya: The Wajir story and its implications for state-building,” *Afrika Focus* 21, no. 2 (2008).

11 Jeroen Adam, “If you are in government, you can still implement traditional law. Hybridity and justice delivery in Lanao, The Philippines,” *Stability: International Journal of Security and Development* 7, no. 1 (2018).

12 Charles E. Benjamin, “Legal pluralism and decentralization: Natural resource management in Mali,” *World Development* 36, no. 11 (2008).

13 Tobias Hagmann and Didier Péclard, “Negotiating statehood: Dynamics of power and domination in Africa,” *Development and Change* 41, no. 4 (2010).

14 Tom Goodfellow and Stefan Lindemann, “The clash of institutions: traditional authority, conflict and the failure of ‘hybridity’ in Buganda,” *Commonwealth & Comparative Politics* 51, no. 1 (2013).

the overlapping of these jurisdiction claims, i.e. when they clash and compete in defining and enforcing rules of behaviour in a given context. Goodfellow and Lindemann analyse Uganda, and the conflict between the state and the Buganda kingdom, but their findings extend to other anti-state rebellions.

In fact, insurgencies can be seen as extreme efforts at challenging the state jurisdiction with parallel claims to rule, aimed precisely at replacing the authority of the state in given areas. Successful insurgencies, then, result *ipso facto* in situations of competing institutional multiplicity that are linked to their confrontation against the state. In the aftermath of the Cold War, research on civil wars tended to focus on economic motives and criminal networks, typified in the greed vs grievances debate.¹⁵ Moving away from simplistic characterisations of insurgents as warlords or criminals, and reading insurgency theorists like Mao Tse Tung or Ernesto “Che” Guevara, scholars started to appreciate rebel groups as governance actors. In fact, for ideological or practical reasons, insurgents in protracted conflicts need to engage with the civilian population: the provision of public goods and services – security, justice, welfare – often responds to strategic considerations aimed at fostering broader military and political objectives in the rebellion.¹⁶

Rebel governance has been defined as “the creation of institutions and practices by rebels that intend to shape the social, political, and economic life of civilians during civil war.”¹⁷ It bears noting how, in the process of setting up parallel governance frameworks, rebels interact indeed with a variety of local actors, or “power poles,”¹⁸ who are active and influential in civilian life. The definition, then, correctly looks at both insurgent and civilian agency in the production of governance. It is interesting to mention here the work of Svensson and Finnbogason on civilian bargaining and contestation of jihadist impositions, including in Mali.¹⁹ Also, Bouhel and Guichaoua find different levels of restraint in jihadist violence in Northern Mali, in Gao and Kidal in particular, based on various negotiated outcomes between two armed groups and local actors.²⁰ The rebel-civilian focus, however, risks overlooking the state as key actor, if not in rebel-civilian negotiations, certainly in the context where these negotiations occur. In this respect, the above definition should be complemented by an attention to “the ways in which armed non-state actors govern as a *direct component of their challenge to the state*”.²¹ Putting together these concerns, Mampilly²² argues that successful insurgents become *counter-state sovereigns*, defined both by their competition against the state and by their capacity to adopt governance functions that sovereign states typically undertake in providing public goods and services.

Rebel governance scholars have produced a rich variety of case studies from Africa, Asia, Latin America and Europe, analysing insurgents with different motives, constraints, and ideological backgrounds.²³ A sub-field in rebel governance, “jihadist proto-states” received overnight impulse in June 2014, when Abu Bakr al Baghdadi, the leader of the ‘Islamic State in Iraq and Syria’ (ISIS), declared that a new

15 Mats Berdal and David M. Malone, eds., *Greed and grievance: Economic agendas in civil war* (Boulder and London: Lynne Rienner, 2000); Karen Ballantine and Jake Sherman, eds., *The political economy of armed conflicts: beyond greed and grievance* (Boulder and London: Lynne Rienner, 2003).

16 Zachariah C. Mampilly, *Rebel rulers: Insurgent governance and civilian life during civil war* (Ithaca: Cornell University Press, 2011).

17 Ana Arjona, Nelson Kasfir and Zachariah Mampilly, “Introduction,” in *Rebel governance in civil war*, eds. Ana Arjona, Nelson Kasfir and Zachariah Mampilly (New York: Cambridge University Press, 2015), 3.

18 Tobias Hagmann and Didier Péclard, “Negotiating statehood: Dynamics of power and domination in Africa.”

19 Isak Svensson and Daniel Finnbogason, “Confronting the caliphate? Explaining civil resistance in jihadist proto-states,” *European Journal of International Relations* 27, no. 2 (2021), 572-595.

20 Ferdaous Bouhel and Yvan Guichaoua, “Norms, non-combatants’ agency and restraint in jihadi violence in Northern Mali,” *International Interactions* (2021).

21 Cyanne E. Loyle et al., “New directions in rebel governance research,” *Cambridge University Press*, September 8, 2021), 2. <https://www.cambridge.org/core/journals/perspectives-on-politics/article/new-directions-in-rebel-governance-research/8096447B63AA59CD27C6382D22B888A7> (accessed August 14, 2022).

22 Zachariah Mampilly, *Rebel rulers*.

23 Zachariah Mampilly, *Rebel rulers*; Arjona, Kasfir and Mampilly, eds., *Rebel governance in civil war*.

caliphate was born, stretching from areas in Syria to Iraq. The experiment came to an end in 2017: it was short lived, but long enough to set up and maintain a structured and relatively effective administration. In his analysis of jihadist proto-states – defined as “emirates” according to Islamic traditions, or political entities ruled by an Islamic commander – Brynjar Lia includes very different examples, with major variations in size and territorial presence. He argues, however, that those organisations share four essential features: (i) heavy ideological imprint; (ii) internationalist outlook; (iii) aggressive behaviours towards the state and the international community; and (iv) commitment to effective governance.²⁴

To a large extent, the literature on rebel and jihadist governance shares the view that territorial control varies according to conflict dynamics, yet it is a precondition for the structuring of governance arrangements between insurgents and civilians.²⁵ This assertion may reflect the historical examples of early Taliban rule in Afghanistan, ISIS in Syria and Iraq, or Al-Shabaab in Somalia. However, its validity has been criticised in other cases, most notably in the Sahel, where insurgents implement de-territorialised forms of governance and control.²⁶ This point is particularly relevant in the case of Mali, especially after the fall of the Islamic Emirate of Azawad (2012-2013). Regrouping from military defeat, the insurgents scattered across the territory and started using Central Mali as the new epicentre of their operations, in particular with the formation of the group Katiba Macina in 2015. Katiba Macina quickly rose to prominence in the area, challenged since 2020 by the ‘Islamic State in the Greater Sahara’ (ISGS, or EIGS). Despite their differences, both groups use “immaterial” forms of governance that, as a rule, do not foresee large-scale and permanent physical presence; rather, they are largely managed “from the bush,” with a light footprint in villages.²⁷ This suggests that jihadist groups rule through *population control*, rather than territorial occupation, which makes their relations with local communities and power poles even more critical to study.

Against this backdrop, answering the question of how jihadist groups structure and expand calls for an analysis of how they project power and authority over targeted populations. In his research on rebel groups, Zachariah Mampilly employs the distinction between dominance and hegemony, proposed by Antonio Gramsci (1891-1937).²⁸ The former includes force and coercion, while the latter involves the ability to shape beliefs, sense of self and perceptions of legitimacy. Hegemony is a form of manufactured consent that serves to legitimise rebel order as right and natural, and that can be pursued by delivering public goods but also through narratives and symbolic actions, such as flags or anthems. I find this concept of cultural hegemony extremely useful to analyse jihadist strategies in Mali and the Sahel. Indeed, as I show below, jihadists build and struggle for legitimation on doctrinal grounds and against competing visions of Islam. The dichotomy hegemony/dominance, however, seems inadequate to account for political arrangements that are not always, or not only, maintained by violence. In other words, power can be exercised by more than violence and coercion, on the one hand, and cultural hegemony, on the other

24 Brynjar Lia, “Understanding jihadi proto-states.” *Perspectives on Terrorism* 9, no. 4 (2015).

25 Nelson Kasfir, “Rebel governance – Constructing a field of inquiry: Definitions, scope, patterns, order, causes,” in *Rebel governance in civil war*, eds. Ana Arjona, Nelson Kasfir and Zachariah Mampilly (New York: Cambridge University Press, 2015).

26 Loyle et al. “New directions in rebel governance research;” Rida Lyammouri, “Literature paper: Jihadist armed governance in Mali,” *Policy Center for the New South*, November 2021. <https://www.policycenter.ma/publications/literature-paper-jihadist-armed-governance-mali> (accessed December 6, 2022); Natasja Rupesinghe et al., “Reviewing jihadist governance in the Sahel,” *Norwegian Institute of International Affairs*, May 12, 2021, <https://www.nupi.no/en/publications/cristin-pub/reviewing-jihadist-governance-in-the-sahel> (accessed December 2, 2022).

27 Rida Lyammouri, “Literature paper: Jihadist armed governance in Mali,” 4.

28 Zachariah Mampilly, *Rebel rulers*; Zachariah Mampilly, “Performing the nation-state: Rebel governance and symbolic processes,” in *Rebel governance in civil war*, eds. Ana Arjona, Nelson Kasfir and Zachariah Mampilly (New York: Cambridge University Press, 2015); Antonio Gramsci, *Quaderni del carcere* (Torino: Giulio Einaudi Editore, 2014).

hand. In her study of mafia organisations, for instance, Letizia Paoli²⁹ argues that these differ from regular criminal actors in their ability to maintain rules and governance systems for their members and in their areas, in what she calls “political dominion.” In this perspective, dominion and violence are intertwined yet distinct, the former allowing an analysis of power focussing on rules and governance. Also, manufactured consent through hegemony seems less relevant in this context because the objectives of mafia and insurgent groups differ.

John Gaventa offers further nuances in his analysis of power and social movements.³⁰ He distinguishes between *visible power* (observable actors and processes in decision-making), *hidden power* (agenda setting, i.e. negotiation topics and who has access to the negotiation table) and *invisible power* (the influence over people's beliefs and on the legitimacy of the *status quo*). Gaventa does not address violent or criminal organisations, but his insights are useful to analyse rebel governance too. For the purpose of this paper, I will consider his concept of visible power as connected to acts or threats of violence; hidden power basically as synonym of political dominion through anti-state governance (i.e. as a sort of extreme exercise in agenda setting and stakeholder selection in defining rules of behaviour); and invisible power as cultural hegemony. The following sections will show how jihadist groups employ these 3 forms of power in sophisticated and integrated manners, using force and pursuing dominion and hegemony according to contexts and circumstances. An account of structural factors linked to insecurity and discontent will also complement the focus on jihadist agency, and I will argue that jihadists are constrained by these factors, which they also shape at the same time.³¹

3. Jihadist groups in Mali: an overview of an evolving galaxy

The galaxy of militant groups in Mali has been in constant evolution in the last 20 years. Coalition and fragmentation among different movements follow not only ideology (e.g. so-called defensive vs offensive jihad), but also pragmatic needs, personal loyalties, and economic considerations. Local groups access funding and visibility through their allegiance to the global brands of Al-Qaeda and the Islamic State; these global actors, for their part, need local power brokers to expand their activities and compete against each other for the leadership of global jihad.³² Also, an insecure environment creates commercial incentives for armed groups, including jihadists, to entertain illicit traffics (like smuggling in Northern Mali, or cattle theft and kidnapping in the centre) and to set up protection rackets much like ordinary criminal groups.³³ For a bit of context, in the early 2000s Algerian militants of the ‘Salafist Group for Preaching and Combat’ (GSPC) set foot in poorly monitored Northern Mali after their defeat in their country's civil war. They were more or less tolerated by the government in Bamako, who bet on stability through quiet and tacit acceptance of a few radicals in some far-flung provinces. This bet turned into a disaster when Gaddafi was killed in Libya in October 2011. Several thousand Tuareg moved back to their original land in Northern Mali, that they call Azawad, with the

29 Letizia Paoli, “What makes mafias different?” *Crime and Justice* 49, no. 9 (2020).

30 John Gaventa, *Power and Powerlessness: Quiescence and Rebellion in an Appalachian Valley* (Urbana: University of Illinois Press, 1980); John Gaventa, “Finding the spaces for change: A power analysis,” *IDS Bulletin* 37, no. 6 (2006).

31 In this sense, structure and agency are mutually constitutive. See Deepa Narayan, “Conceptual framework and methodological challenges,” in *Measuring empowerment. Cross-disciplinary perspectives*, ed. Deepa Narayan (Washington DC: The World Bank, 2005).

32 Edoardo Baldaro and Yida Seydou Diall, “The end of the Sahelian exception: Al-Qaeda and Islamic State clash in Central Mali,” *The International Spectator* 55, no. 4 (2020); International Crisis Group, “Mali: Enabling dialogue with the jihadist coalition JNIM,” Africa Report no 306 (2021), <https://www.crisisgroup.org/africa/sahel/mali/306-mali-enabling-dialogue-jihadist-coalition-jnim> (accessed May 16, 2022).

33 Morten Boas and Francesco Strazzari, “Governance, fragility and insurgency in the Sahel: A hybrid political order in the making,” *The International Spectator* 55, no. 4 (2020).

weapons and military training they had received in Libya.³⁴

They allied with the radicals, who in the meantime had evolved into 3 main groups: 'Al-Qaeda in the Islamic Maghreb' (the successor of GSPC, known as AQMI in French), the more Sahel-focussed 'Movement for Oneness and Jihad in West Africa' (MUJAO) and Ansar Dine. The latter was created by Iyad ag Ghaly, a historic Tuareg leader from the dominant Ifoghas clan who had fought and negotiated with the state since the early 1990s, had significant access to intelligence networks, and had radicalised in the 2000s. He is now a key figure in Mali's jihad as the leader of the 'Support Group for Islam and Muslims' (JNIM): formed in 2017, JNIM is an umbrella organisation including several Al-Qaeda affiliates. Among these JNIM groups, it is worth mentioning Katiba Macina. Amadou Kouffa, an ethnic Fulani preacher from Central Mali, set up the group in 2015 after fighting in the north with ag-Ghaly. Kouffa is currently ag-Ghaly's deputy in JNIM. Katiba Macina is extremely interesting for our purposes for the ways it structures its territorial penetration and population control, which have made it one of the most successful insurgents in Mali and the region. We will see below how the group employs sophisticated forms of domination through coercion, co-optation, dialogue and service delivery in targeted communities.³⁵

Reflecting the global struggle for dominance between Al-Qaeda and the Islamic State, in Mali too the key fault line in the jihadist galaxy is between JNIM, affiliated to Al-Qaeda, and the ISGS. The latter developed under the leadership of Adnan Abu Walid al-Sahraoui. A refugee from Western Sahara, he rose to commander rank in MUJAO before setting up his own group in 2015, then declaring allegiance to the Islamic State. Not without hurdles and setbacks, like the killing of al-Sahraoui himself in November 2021 by French forces, ISGS has established its presence in North-Eastern Mali, around the Ménaka region and the "3-border area" between Mali, Niger and Burkina Faso, also known as Liptako-Gourma region. The relations between JNIM and ISGS have evolved from more or less tacit cooperation towards a violent competition for power.³⁶ At the time of writing, heavy fighting is reported in the Liptako-Gourma region, with victims on both sides, unspecified numbers of civilian casualties and large-scale cattle theft.³⁷ ISGS staged a show of force and a communication coup in November 2022, when a large group of armed militants was filmed declaring allegiance to the new ISIS leader, Abu al-Hussein al-Husseini al-Qurashi.³⁸

4. Jihadist power: hegemony, dominion, and force

In his analysis of jihadist mobilisation and radicalisation processes, Raineri considers jihadist ideologies as "a horizon of meaning and a toolbox for action to articulate widespread, pre-existing discontent in a unitary front."³⁹ This definition allows to view violent jihad both as a demand-side and as a supply-side phenomenon:

.....
34 For a background analysis, see Laurance Aidar Ammour et al., *Sahel : Éclairer le passé pour mieux dessiner l'avenir* (Brussels: GRIP, 2013).

35 JNIM associates employ joint governance frameworks to foster internal cohesion too. See Troels Burchall Henningsen, "The crafting of alliance cohesion among insurgents: The case of al-Qaeda affiliated groups in the Sahel region," *Contemporary Security Policy* 42, no. 3 (2021).

36 Edoardo Baldaro and Yida Seydou Diall, "The end of the Sahelian exception: Al-Qaeda and Islamic State clash in Central Mali."

37 Online communication, Bamako-based researcher, November 22, 2022.

38 RFI, "Mali: démonstration de force en vidéo de l'État islamique au Grand Sahara," *RFI*, December 14, 2022. <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20221214-mali-d%C3%A9monstration-de-force-vid%C3%A9o-de-l-etat-islamique-au-grand-sahel> (accessed December 20, 2022).

39 Luca Raineri, "La crisi che non c'era: analisi dei fattori di radicalizzazione e mobilitazione jihadista in Sahel" [A brand new crisis: An analysis of jihadist radicalisation and mobilisation factors in the Sahel], in *Jihad in Africa. Terrorismo e controterrorismo nel Sahel*, eds. Edoardo Baldaro and Luca Raineri (Bologna: Il Mulino, 2022), 52, author's translation.

on the one hand, discontent offers jihadist propagandists a breeding ground for rebellion, a sort of untapped demand that insurgent narratives can try to capture in legitimization and recruitment strategies; on the other hand, the success of such narratives in meeting this demand is no easy task, as other suppliers compete to capture this discontent (e.g. jihadist rivals), or to counter jihadist narratives, for example advocating Islamist doctrines and jurisprudence that do not justify Salafist revolutions.

A situation of “widespread, pre-existing discontent” has been measured very clearly in opinion polls, recording a drastically poor reputation of the state across groups and communities. A recent *Mali-Mètre* – a survey active since 2012 – showed that 82% of Malians perceive corruption in the country as high or very high, especially in their relations with the police (42%), the formal justice (37%), health (29%), customs (25%) and the local government (24%). Also, 66% of respondents thought of impunity as frequent or very frequent.⁴⁰ Another survey, conducted in 2017, targeted the perceptions of public services and recorded a “duality of expectation and suspicion.”⁴¹ On the one hand, respondents expected the state to provide security, justice, education, healthcare and sanitation; on the other hand, their satisfaction with public services and their trust in the state as service provider was very low. Likewise, the Afrobarometer finds lack of trust in the presidency, the National Assembly, political parties and local authorities.⁴² Two separate survey experiments are also worth mentioning. They both asked respondents who they would turn to for help in case of a land dispute. Allowing more than one answer, Winters and Conroy-Krutz found that 68% of respondents would go to the village chief and 60% to friends, while only 12% considered the formal justice system.⁴³ The Centre for Humanitarian Dialogue conducted a similar survey among community representatives from Burkina Faso, Chad, Mali, Mauritania and Niger: 77% of overall respondents, and 91% of Malians, chose customary authorities over public officials.⁴⁴ Reflecting on state-citizen relations, a governance NGO spoke of a “disconnection between a visible and a deep Mali” today, in which Bamako elites are poorly aware of what happens in communities and villages. “What people call multidimensional crisis is the result of a badly centralised governance, where the state has been unable to follow changes in society, has delivered poor services, and has responded to grievances with repression.”⁴⁵

Jihadist groups are of course not only witnesses and passive beneficiaries of this crisis, but its committed promoters as well. In the aftermath of the 2012 crisis, the military retreated south and the civilian administration went along. The retreat of the state left communities to fend for themselves and cast further blow to its legitimacy and credibility. Feelings of abandonment were indeed recorded in large scale research by the Institut Malien de Recherche Action pour la Paix.⁴⁶ They emerged as a constant theme in my interviews too. Two informants pointed out how disillusion

40 Friedrich Ebert Stiftung, *Mali-Mètre. Enquête d'opinion. "Que pensent les Malien(ne)s"* (Enquête: Avril 2022. Publication : Mai 2022), Friedrich Ebert Stiftung, May 2022, <https://library.fes.de/pdf-files/bueros/mali/10100/2022-13.pdf> (accessed July 17, 2022).

41 Aurélien Tobie and Grégory Chauzal, “State services in an insecure environment: Perceptions among civil society in Mali,” *SIPRI*, December 2018, 9, <https://www.sipri.org/publications/2018/sipri-insights-peace-and-security/state-services-insecure-environment-perceptions-among-civil-society-mali> (accessed April 28, 2022).

42 Afrobarometer, *Résumé des résultats. Enquête Afrobarometer Round 8 au Mali*, 2020, https://www.afrobarometer.org/wp-content/uploads/2022/02/afrobarometer_sor_mli_r8_fr_2020-10-21.pdf (accessed July 18, 2022).

43 Matthew S. Winters and Jeffrey Conroy-Krutz, “Preferences for traditional and formal sector justice institutions to address land disputes in rural Mali,” *World Development* 142 (2021).

44 Centre for Humanitarian Dialogue, *Gestion des ressources naturelles au Sahel : les us et coutumes au services de la résolution des conflits. Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger & Tchad*, Centre for Humanitarian Dialogue (2021), <https://hdcentre.org/insights/natural-resources-management-in-the-sahel-uses-and-customs-at-the-service-of-conflict-resolution/> (accessed November 15, 2022).

45 Interview, governance NGO, Bamako, June 20, 2022.

46 Institut Malien de Recherche Action pour la Paix, *Autoportrait du Mali. Les obstacles à la paix*. IMRAP, Interpeace (2015). <https://www.interpeace.org/resource/self-portrait-obstacles-topeace-in-mali/> (accessed March 4, 2022).

towards the state could quickly turn into anger and resentment, that jihadist groups could exploit with messages like “the state works for the money, not for the people. We’re going to get rid of this administration.”⁴⁷ And indeed, Katiba Macina has become the dominant force in Central Mali by capturing deep seated grievances of pastoralist communities against the state, in particular related to (i) decades of land policies that favoured industrialised farming, (ii) a predatory Forestry Service, and (iii) a corrupt justice administration. Moreover, while the state acted against the insurgents in 2012, Katiba Macina systematically sided with the herders in land conflicts, and protected them against the attacks of criminal and armed groups. In combination with these actions, the group has skilfully employed righteous and egalitarian narratives to present the jihadist project in liberating terms, that resonate among disadvantaged groups.⁴⁸

Interestingly, researchers have spoken of 2 phases in Katiba Macina’s rise to dominance in Central Mali.⁴⁹ The first one was marked by outright violence and assassination campaigns against government officials, customary authorities and opposition voices to their Salafist maximalism. The President of a pastoralist Fulani association – highly critical of his community’s collective identification with jihadism – explained that “people forget that Fulani are the first victims of the jihadists. Fulani leaders and marabouts [religious scholars] who opposed jihadist ideas were taken prisoners, killed, or had to move south.”⁵⁰ The objective of this assassination campaign, in the words of Henningsen, is “to shape the existing power structures and marginalise non-Salafist understanding of Islam.”⁵¹ A researcher in Bamako added that not only did Katiba Macina eliminate competitors with less radical positions on religion and politics: they also control market access of books and literature wherever they operate.⁵² Once their hegemony was somehow established in Central Mali, they started to nuance their revolutionary zeal and narratives, and they started co-opting local customary authorities more decisively in their own governance system. They also allowed some public services to be carried out by local authorities. This softening of their revolutionary stance created a window of opportunity for the Islamic State in the Greater Sahara (ISGS) to challenge Katiba Macina on doctrinal and ideological grounds. More and more violently since 2020, they criticise the group for their collaboration with traditional and state elites against the “right” interpretations of Salafism, and against the interest of the poor.⁵³

Henningsen shows that Katiba Macina and their JNIM coalition associates employ two different yet integrated communication strategies to spread their ideology and reinforce their position as jihadist leaders: one targeting a local audience with oral means; the other online, meant for a global audience. In both cases, local conflicts and grievances are framed in global jihadist narratives, and JNIM members are presented as righteous alternatives to a corrupted state. This explains the attention to governance that Lia found across different jihadist proto-states:⁵⁴ challenging

47 Interview, governance NGO, Bamako, June 21, 2022.

48 Natasja Rupesinghe and Morten Boas, “Local drivers of violent extremism in Central Mali,” *Norwegian Institute of International Affairs*, September 30, 2019, <https://www.nupi.no/en/publications/cristin-pub/local-drivers-of-violent-extremism-in-central-mali> (accessed April 7, 2022); Boubacar Ba and Morten Boas, “Mali: A political economy analysis;” Tor A. Benjaminsen & Boubacar Ba, “Why do pastoralists in Mali join jihadist groups? A political ecological explanation,” *The Journal of Peasant Studies* 46, no. 1 (2019); Giovanni Zanoletti, “Violenza politica e (ri)strutturazione sociale: il ‘jihad bovino’ in Mali,” in *Jihad in Africa. Terrorismo e controterrorismo nel Sahel*, eds. Edoardo Baldaro and Luca Raineri (Bologna: Il Mulino, 2022).

49 Edoardo Baldaro and Yida Seydou Diall, “The end of the Sahelian exception: Al-Qaeda and Islamic State clash in Central Mali.”

50 Interview, Bamako, June 28, 2022.

51 Troels Burchall Henningsen, “The crafting of alliance cohesion among insurgents: The case of al-Qaeda affiliated groups in the Sahel region,” *Contemporary Security Policy* 42, no. 3 (2021), 14.

52 Interview with researcher, Bamako, July 8, 2022.

53 Edoardo Baldaro and Yida Seydou Diall, “The end of the Sahelian exception: Al-Qaeda and Islamic State clash in Central Mali;” Signe Marie Cold-Ravnkilde and Boubacar Ba, “Jihadist ideological conflict and local governance in Mali,” *Studies in Conflict & Terrorism* (2022).

54 Brynjar Lia, “Understanding jihadi proto-states.”

the state is not only done on the battlefield but on people's mind too, that is by targeting popular beliefs and sense of legitimacy of political rule. In the word of a human rights NGOs, "jihadists are fine psychologists. They want to prove that the state is useless."⁵⁵ To demonstrate this point, state governance frameworks, perceived and presented as corrupted and unfair, are replaced by jihadist governance frameworks, shown as pious, fairer and more effective. Even though the type of jihadist governance services in Mali may seem quite basic and rudimentary at first sight, they have to be compared to those previously delivered by a state administration seen as absent and self-serving.⁵⁶

Jihadist governance in Mali corroborates Mampilly's hypothesis that rebel governance is both less structured and more innovative in contexts where the state was poorly present before the conflict.⁵⁷ In fact, jihadists in Mali employ largely de-territorialised and "immaterial" forms of governance,⁵⁸ together with significant innovations in service delivery. For instance, in 2012, AQMI set up a helpdesk in Timbuktu to report harassments and abuses by armed groups and criminals; in Central Mali, Katiba Macina offers justice administration through mobile courts, moving from village to village on motorbikes; Katiba Macina also brought electricity generators in villages suffering from power outages.⁵⁹ Much like mafia organisations, jihadists are both sources of insecurity and security providers in protection rackets, that they entertain as part of their political dominion.⁶⁰ The Katiba Macina acted as peace broker in farmer-herder conflicts in 2020.⁶¹ Jihadist groups also negotiate humanitarian access in their areas.⁶² A humanitarian NGO explained how these talks typically occur through intermediates at the sidelines of public meetings in nearby villages. Jihadists tend to value the health and nutrition focus of humanitarian aid "because they also get sick," even though NGOs can sometime extend their programmes to social cohesion sectors, "that jihadists see as abstract." Once access is agreed, communications seem to cease with the jihadists, unless NGOs are seen as stepping out of line, "for example in a sport tournament we organised and we had to cancel, which received a categorical no."⁶³ The overall objective of all these initiatives is to foster and preserve a "counter-state sovereign"⁶⁴ – both in reality and in perceptions – in the form of a competing system of governance that is accepted by the population instead of the state-linked one.

Dialogue and services are among the tools in the struggle for ideological hegemony and political dominance. However, jihadist groups remain deeply violent organisations for which force and credible threats of violence underpin the other two dimensions of power. In fact, not only is military strength necessary to fight the state, militias and rival jihadist groups, but it is also directly employed against non-combatants, especially when these are perceived as breaching out of jihadist

55 Interview, Bamako, July 15, 2022.

56 Troels Burchall Henningsen, "The crafting of alliance cohesion among insurgents: The case of al-Qaeda affiliated groups in the Sahel region;" Natasja Rupesinghe et al., "Reviewing jihadist governance in the Sahel."

57 Zachariah Mampilly, *Rebel rulers*.

58 Rida Lyammouri, "Literature paper: Jihadist armed governance in Mali," 4.

59 Interview, humanitarian NGO, Bamako, July 5, 2022; Isak Svensson and Daniel Finnbogason, "Confronting the caliphate? Explaining civil resistance in jihadist proto-states;" International Crisis Group, "Speaking with the "Bad Guys": Toward Dialogue with Central Mali's Jihadists," Africa Report no 276 (2019), <https://www.crisis-group.org/africa/sahel/mali/276-speaking-bad-guys-toward-dialogue-central-malis-jihadists> (accessed May 16, 2022); International Crisis Group, "Mali: Enabling dialogue with the jihadist coalition JNIM," Africa Report no 306 (2021), <https://www.crisisgroup.org/africa/sahel/mali/306-mali-enabling-dialogue-jihadist-coalition-jnim> (accessed May 16, 2022); Boubacar Ba and Signe Marie Cold-Ravnkilde, "When jihadists broker peace. Natural resource conflict as weapons of war in Mali's protracted crisis," Danish Institute for International Studies, January 20, 2021, <https://www.diis.dk/en/research/when-jihadists-broker-peace> (accessed April 23, 2022); Boubacar Ba and Morten Boas, "Mali: A political economy analysis."

60 Letizia Paoli, "What makes mafias different?," *Crime and Justice* 49, no. 9 (2020).

61 Rida Lyammouri, "Literature paper: Jihadist armed governance in Mali."

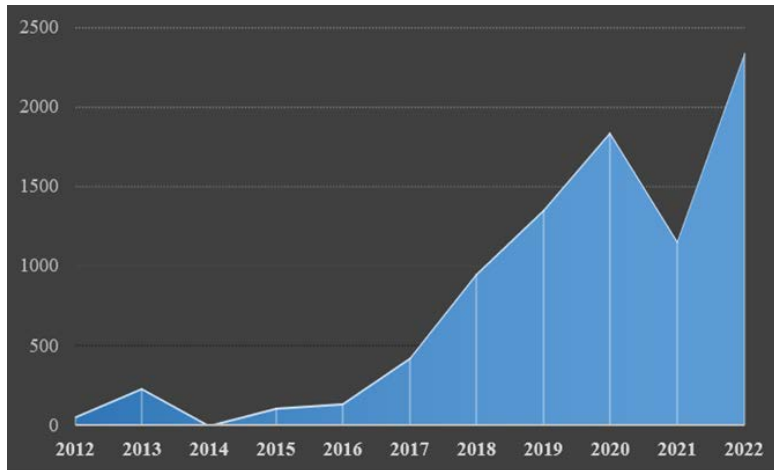
62 International Crisis Group, "Speaking with the "Bad Guys": Toward Dialogue with Central Mali's Jihadists;" International Crisis Group, "Mali: Enabling dialogue with the jihadist coalition JNIM."

63 Interview with a humanitarian NGO worker, Bamako, July 5, 2022.

64 Zachariah Mampilly, *Rebel rulers*; Troels Burchall Henningsen, "The crafting of alliance cohesion among insurgents: The case of al-Qaeda affiliated groups in the Sahel region."

frameworks. Figure 2 offers a glimpse into the spiralling scale of violence that has engulfed the two central regions of Mopti and Segou, which account for over 50% of all fatalities recorded in Mali between 1 January 2012 and 9 December 2022. Adding to this, the first semester 2022 recorded a 273.5% increase in fatalities in those regions compared to the same period in 2021 indicating, once again, a worsening state of instability and insecurity.⁶⁵

Figure 2 Fatalities, Mopti and Segou, January 2012 - December 2022



Source 2 Author's graph created from data extracted from ACLED's database

With a view to providing a more general picture, these figures do not disaggregate between jihadist and non-jihadist acts of violence; however, the extent to which the jihadists are key drivers of insecurity emerges from the way they generate both violence and opportunities to escape from it. In fact, actual and structural violence lead to loss of life, but also large-scale displacement and food insecurity: out of a population of approximately 20 million, UN figures record 7.5 million Malians are in need of humanitarian assistance, 1.8 million are food-insecure and 370,548 are internally displaced.⁶⁶ Livelihoods and socio-economic opportunities are of course heavily impacted too. The secretary for conflict issues of an ethnic Dogon association explained how all economic sectors and communities in Central Mali have been suffering from the fighting, tensions and blockades, from traditional sectors of farming and herding to the tourism industry, which used to be a key source of revenue across ethnic groups.⁶⁷ In these circumstances of permanent disruption, it is not surprising to observe jihad as a vector for status and socio-economic advancement.⁶⁸ In fact, researchers and informants found that jihadist recruits receive a weapon and FCFA 500,000 (EUR 780) when they enrol, then FCFA 50,000/month; also, successful improvised explosive devices lead to payments of up to EUR 6,000.⁶⁹ Finally, ISGS attracts recruits and defectors from other groups (mostly

65 Héni Nsaibia, "10 conflicts to worry about in 2022. The Sahel. Persistent, expanding, and escalating instability."

66 OCHA, Mali: *Rapport de situation*, June 13, 2022, <https://reports.unocha.org/fr/country/mali/> (accessed July 4, 2022).

67 Interview with a Dogon association member, Bamako, June 30, 2022.

68 Aly Tounkara and Bassirou Gaye, *Le Djihad à Ké-Macina dans le centre du Mali. Prosélytisme religieux ou enjeux socio-économiques ?* (Paris: L'Harmattan, 2019).

69 Interview, with a Dogon association member, Bamako, June 30, 2022; Interview with a human rights NGO worker, Bamako, June 23, 2022; Emmanuel Tronc, Rob Grace and Anaïde Nahikian, "Realities and myths of the 'Triple nexus.' Local perspectives on peacebuilding, development, and humanitarian action in Mali," Harvard Humanitarian Initiative, Jun 2019, https://hhi.harvard.edu/sites/hwpi.harvard.edu/files/humanitarianinitiative/files/haf_-_mali.pdf?m=1606247448 (accessed July 22, 2022).

Katiba Macina) by allowing its militants to keep loot.⁷⁰ Akin to their protection racket, jihadist groups profit here from a political economy of insecurity, in which they disrupt livelihoods and offer socio-economic opportunities at the same time. This illustrates the extent to which jihadist agency and the broader structure where they operate are mutually constitutive, as the rebels are constrained by structural conditions of conflict, tensions and insecurity that they also directly shape.

Local peace deals between militants and villages, mostly represented by village chiefs, provide another area in which jihadist groups project actual force or credible threats of violence. In these agreements, the jihadists exchange non-aggression against the payment of *zakat* (Islamic tax), the respect of Islamic laws, and the commitment to refrain from collaborating with the state.⁷¹ The structural imbalance of power is obvious here, as chiefs are forced to negotiate with armed actors from fragile, unarmed positions. Researchers have underlined how civilian actors do possess some leverage in these negotiations.⁷² However, the consequences of the underlying power imbalance can be brutal: during my fieldwork in Bamako, on 18-19 June 2022, jihadist groups – linked to JNIM or ISGS in different accounts – entered Diarrassagou and other villages in the Bankass district and massacred 200 people.⁷³ Researchers and NGO informants, with programmes in the area, said that the villages had not agreed to jihadist deals, and were used to avenge the killing of 300 villagers in Moura – an area under jihadist influence – by the military and Russian mercenaries in March 2022.⁷⁴

The Diarrassagou massacre is unfortunately not an isolated case and is symptomatic of how jihadists see local communities as instrumental in their violent designs and operations. Also, even when non-aggression pacts do result in local peace and stability, the significance of these deals should not be overstated. A religious leader, with experience in facilitating these talks in Central Mali, explained that these agreements are short-term in nature.⁷⁵ A researcher pointed out that, even when the deals achieve some kind of peace locally, they move the violence elsewhere. Besides, jihadists tend to renegotiate the deals towards stricter rules of behaviour: "If the deal says you will pray five times a day, then why don't you cut your trousers too, and why don't your women cover more? They go on progressively."⁷⁶ Force and violence, in sum, remain intrinsically linked to the way jihadist groups pursue ideological and political objectives of hegemony and dominion.

Figure 3 below summarises the discussion and shows the 3 dimensions of force, dominion and hegemony as distinct yet mutually reinforcing. Following the analysis in this section, the figure disaggregates the 3 dimensions according to their respective areas, targets, and the modalities in which jihadist power is projected. The combination of these dimensions gives a joint framework of power, executed using material, human, and financial resources available for the jihadist project. This focus on jihadist agency is complemented by structural factors of insecurity and discontent, that jihadists both use and shape. The key argument of this article

70 Edoardo Baldaro and Yida Seydou Diall, "The end of the Sahelian exception: Al-Qaeda and Islamic State clash in Central Mali."

71 Philip Kleinfeld and Mamadou Tapily, "We accept to save our lives: How local dialogues with jihadists took root in Mali," *The New Humanitarian*, May 4, 2022, <https://www.thenewhumanitarian.org/2022/05/04/we-accept-save-our-lives-how-local-dialogues-jihadists-took-root-mali> (accessed June 2, 2022).

72 See e.g. Isak Svensson and Daniel Finnbogason, "Confronting the caliphate? Explaining civil resistance in jihadist proto-states," and Ferdaous Bouhlel and Yvan Guichaoua, "Norms, non-combatants' agency and restraint in jihadi violence in Northern Mali," mentioned above.

73 MINUSMA, *La MINUSMA enquête après le massacre de Diarrassagou*, June 27, 2022, <https://minusma.unmissions.org/la-minusma-enqu%C3%AAt-apr%C3%A8s-le-massacre-de-diarrassagou> (accessed July 2, 2022).

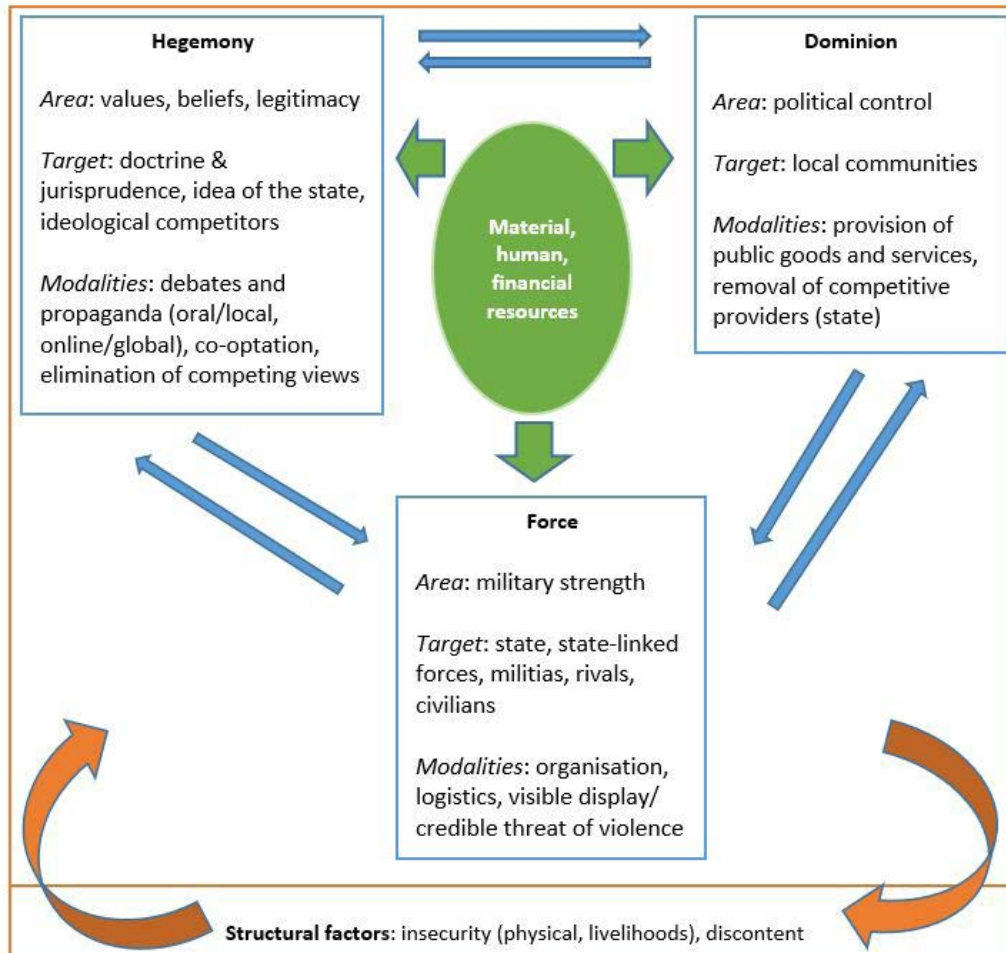
74 Interviews with researchers and NGOs, Bamako, June-July 2022; Human Rights Watch, "Mali: Massacre by army, foreign soldiers," April 5, 2022, <https://www.hrw.org/news/2022/04/05/mali-massacre-army-foreign-soldiers> (accessed May 1, 2022).

75 Phone interview with a religious leader in Central Mali, July 5, 2022.

76 Interview with a researcher, Bamako, July 3, 2022.

is that such an integrated form of power projection largely explains how jihadist groups have been able to transform Mali into a jihadist hotspot, with consequences for neighbouring states and the broader region.

Figure 3 Jihadist power in Mali: hegemony, dominion, force



5. Conclusion and policy implications

This article addressed the question of how jihadist groups structure and expand their presence in Mali's communities and territories. The interest of this topic goes beyond research alone. In fact, there is a widespread consensus that hard, militarised counterterrorism is not enough to fight jihadism in Mali and the Sahel; however, the nature and trappings of different approaches are far from clear. The article offered these reflections and debates some food for thought. After an introduction on the context, section 2 presented a theoretical framework informed by rebel and hybrid governance literature, with special reference to so-called jihadist proto-states, and by a power analysis revolving around 3 key dimensions: hegemony, dominion, and force. Section 3 outlined a complex and evolving galaxy of militant groups in Mali, including their coalitions and fragmentation; it also linked these actors to the global competition between Al-Qaeda and the Islamic State, on the one hand, and to local dynamics, on the other hand. Section 4 delved into the research question, and it applied the theoretical framework to the case of Mali. Groups were seen as struggling on doctrinal grounds and for ideological hegemony, both among themselves and against the state. They also nurture their political dominion by offering governance and service delivery in opposition to those associated to the state. While these dimensions of power do underline rebel capacity for order and stability, force and violence remain key components of their power too, used not only against the state and rival groups, but also against civilians. The article argued that the success of jihadism in Mali and the region largely rests on the skilful application of these 3 dimensions of power: hegemony, dominion and force. Moreover, structural factors of insecurity, widespread discontent and lack of socio-economic opportunities stand in a binary and mutually constitutive relation with jihadist agency, in the sense that these structural factors both constrain and are very deliberately shaped by jihadists.

In this account, jihadist power offers a complex and sophisticated picture of jihadism that contrasts with limited, time-bound, enemy-focussed approaches of hard counterterrorism. This analysis does not discard counterterrorism programmes as useless in their aims to curtail jihadist mobility, to eliminate militant commanders or to disrupt terrorist finance. In fact, these operations tackle the material, human and financial resources that jihadists employ in all the 3 dimensions of power. However, the limits of hard counterterrorism alone emerge in its overreliance on the force dimension of power in countering violent jihad, with insufficient regard to the other 2 dimensions. What should also be a source of concern, is that jihadist propagandists can use this overreliance by state or state-linked forces in their own legitimisation strategies based on anti-state narratives. They can use human rights abuses by the military to stir up grievances and discontent, or they can show the state as absent and self-serving in its lack of attention to public goods and services. Militarised counterterrorism without a broader political agenda can then not only be limited in its effects, but counterproductive as well.

This article suggests that a broader agenda should target the same dimensions used by jihadist rebels in their power projection, that is cultural hegemony and political dominion. These dimensions are intertwined because political institutions are often legitimised with reference to values, and on doctrinal or ideological grounds. Jihadist narratives should be challenged on these grounds that address values, beliefs and sense of legitimacy. Actual and online audiences should be targeted with different interpretations of Islam, jihad preven Salafist ideologies, that share doctrinal sources but differ in their political implications, in particular when it comes to the use of violence. Mauritania offers very interesting experiences of doctrinal dialogue that helped the de-radicalisation of prisoners and potential recruits: the independence and moral authority of the scholars who engaged militants in this

dialogue was a key factor in what is generally regarded as a success.⁷⁷ Comparing differences and similarities with Mali seems very promising for policy and programmatic purposes, including on a possible role for the Malian High Islamic Council.

The dominion dimension of power is probably the hardest to tackle, as it extends to large and complex governance and developmental gaps. In fact, jihadist narratives capture deep seated discontent against a state system of governance seen as systemically corrupted, absent, poorly interested in the livelihoods and well-being of the population. Changing these perceptions cannot be achieved overnight, especially after decades of neopatrimonialism and institutional dysfunction. However, long-term strategies of jihadist legitimation should be matched by long-term state building strategies that address good governance, development, and state-citizen relations. This is a daunting task in a context that has been heavily fragmented by more than 10 years of war, which underlines the primacy of local analysis and design in the delivery of local solutions to development and governance gaps. What's more, political realities in Mali cannot be grasped by state building models built on large-scale public administration, that delivers uniform public goods and services across the national territory. A more modest, yet, more useful mindset to approach state building and development in Mali is one of an emerging hybrid political order, where the state coexists and is forced to interact with a variety of non-state actors and power poles, once again on a local level.⁷⁸

In this respect, security and development should not abandon the objectives of responsive and inclusive governance to meet the interests and needs of the population, but they will adapt these objectives to hybrid governance realities. Negotiated statehood and governance will then include non-state authorities, such as traditional and religious leaders, and will address the local needs and circumstances at community and village level, more than as by-products of large, nation-wide programmes and reforms. The hybrid nature of this form of security and development is of course full of risks and dilemmas. First of all, in a context affected by violence, non-state authorities can be governance partners, but they can be linked to human rights abuses or to violent militia. Secondly, they can become the target of jihadist groups who pursue radical governance objectives, and who may see any collaboration with anti-jihadist forces as a threat to their dominion strategies. Development partners may also be reluctant to engage with non-state actors due to fiduciary risks in insecure environments.

Finally, the question of whether and how to engage jihadist groups in governance and development talks appears here in the context of hybrid governance and its stakeholders. The perspective of these talks is shocking to Western capitals and to the current government in Bamako, much less elsewhere in Mali. Not only did my informants advocate pragmatic and prospective approaches in these talks with JNIM (not ISGS), but these talks had already been explored by the High Islamic Council in 2020 before the military coup, with presidential blessing.⁷⁹ Moreover, informal talks with militants have never stopped at the local level, and they seem currently more structured in the north.⁸⁰ This article lends credit to those who, in

77 Hassane Koné and Ornella Moderan, "Dialoguer avec les djihadistes : enseignements mauritaniens pour le Sahel," Institute for Security Studies, March 28, 2022, <https://issafrica.org/fr/iss-today/dialoguer-avec-les-djihadistes-enseignements-mauritaniens-pour-le-sahel> (accessed May 4, 2022); Ferdaous Bouhlel, "Al-Tawba, expérience mauritanienne de redéfinition de la violence légitime," in *Sahel : Éclairer le passé pour mieux dessiner l'avenir*, Laurance Aidar Ammour et al. (Brussels: GRIP, 2013).

78 Morten Boas and Francesco Strazzari, "Governance, fragility and insurgency in the Sahel: A hybrid political order in the making."

79 For an overview, see Ferdaous Bouhlel, "(Ne pas) dialoguer avec les groupes « djihadistes » au Mali ? Entre contradictions normatives, « manqués » de la médiation... et nécessité heuristique," Rapport d'étude de cas, *Berghof Foundation*, May 7, 2020 (Berlin : Berghof, 2020), <https://berghof-foundation.org/library/ne-pas-dialoguer-avec-les-groupes-jihadistes-au-mali-%C3%A9tude-de-cas> (accessed November 11, 2022). erghof

80 Africa Intelligence, "Northern Mali: the junta's secret dealings with jihadists and local kingpins," December 23, 2022, www.africaintelligence.com (accessed December 29, 2022).

Mali and elsewhere, advocate to explore dialogue with some militant movements, without any naïve expectation on the motivations and reliability of heavily ideological groups.⁸¹ Standard tools like power sharing agreements, or the transformation of rebels into politicians, may not succeed with Salafist maximalists. However, common grounds should at least be explored in the interest of peace, livelihoods and the well-being of ordinary Malians, who are suffering the most in current conditions. These talks should not be seen in isolation to fighting violent jihad on the hegemony, dominion and force dimensions; on the contrary, jihadist setbacks in these dimensions could create some leverage in talks for peace and governance. Akin to jihadist power, security and development actors should adopt an integrated and evolving approach: such an approach will balance the 3 dimensions of power according to circumstances and opportunities, and it will invest decisively on local governance and livelihoods to shape structural conditions for peace and development. ●

.....
81 E.g. International Crisis Group, "Speaking with the "Bad Guys": Toward Dialogue with Central Mali's Jihadists;" International Crisis Group, "Mali: Enabling dialogue with the jihadist coalition JNIM."

BIBLIOGRAPHY

- Adam, Jeroen, "If you are in government, you can still implement traditional law. Hybridity and justice delivery in Lanao, The Philippines," *Stability: International Journal of Security and Development* 7, no. 1 (2018), 1-14
- Africa Intelligence, "Northern Mali: the junta's secret dealings with jihadists and local kingpins," December 23, 2022. www.africaintelligence.com (accessed December 29, 2022).
- Afrobarometer, *Résumé des résultats. Enquête Afrobarometer Round 8 au Mali, 2020*, https://www.afrobarometer.org/wp-content/uploads/2022/02/afrobarometer_sor_mli_r8_fr_2020-10-21.pdf (accessed July 18, 2022).
- Ammour, Laurance Aïdar, Berghezan, Georges, Bouhel, Ferdaous, Grémont, Charles, Rouppert, Berangère and Tisseron, Antonin. *Sahel : Éclairer le passé pour mieux dessiner l'avenir*. Brussels: GRIP, 2013.
- Arjona, Ana, Kasfir, Nelson and Mampilly, Zachariah. "Introduction," in *Rebel governance in civil war*, edited by Ana Arjona, Nelson Kasfir and Zachariah Mampilly, 1-20. New York: Cambridge University Press, 2015.
- Ba, Boubacar and Boas, Morten. "Mali: A political economy analysis," *Norwegian Institute of International Affairs*, November 2017. https://nupi.brage.unit.no/nupi-xmlui/bitstream/handle/11250/2468085/NUPI_rapport_Mali_Ba_B%C3%B8%C3%A5s.pdf?sequence=2 (accessed December 28, 2022).
- Ba, Boubacar and Cold-Ravnkilde, Signe Marie. "When jihadists broker peace. Natural resource conflict as weapons of war in Mali's protracted crisis," *Danish Institute for International Studies*, January 20, 2021. <https://www.diis.dk/en/research/when-jihadists-broker-peace> (accessed April 23, 2022).
- Baldaro, Edoardo. "Dalla War on Terror alla stabilizzazione: l'evoluzione delle dottrine internazionali di gestione dei conflitti nel laboratorio saheliano, in *Jihad in Africa. Terrorismo e controterrorismo nel Sahel*, edited by Edoardo Baldaro and Luca Raineri, 127-144. Bologna: Il Mulino, 2022.
- Baldaro, Edoardo and Diall, Yida Seydou. "The end of the Sahelian exception: Al-Qaeda and Islamic State clash in Central Mali," *The International Spectator* 55, no. 4 (2020), 69-83.
- Ballantine, Karen and Sherman, Jake, eds., *The political economy of armed conflicts: beyond greed and grievance*. Boulder and London: Lynne Rienner, 2003.
- Benjamin, Charles E., "Legal pluralism and decentralization: Natural resource management in Mali," *World Development* 36, no. 11 (2008), 2255-2276.
- Benjaminsen, Tor A. and Ba, Boubacar. Why do pastoralists in Mali join jihadist groups? A political ecological explanation," *The Journal of Peasant Studies* 46, no. 1 (2019): 1-20.
- Berdal, Mats and Malone, David M., eds., *Greed and grievance: Economic agendas in civil war*. Boulder and London: Lynne Rienner, 2000.
- Boas, Morten and Strazzari, Francesco. "Governance, fragility and insurgency in the Sahel: A hybrid political order in the making," *The International Spectator* 55, no. 4 (2020), 1-17.

- Bouhlel, Ferdaous. "Al-Tawba, expérience mauritanienne de redéfinition de la violence légitime," in *Sahel : Éclairer le passé pour mieux dessiner l'avenir*, Laurance Aidar Ammour et al., 95-119. Brussels: GRIP, 2013.
- Bouhlel, Ferdaous. "(Ne pas) dialoguer avec les groupes « djihadistes » au Mali ? Entre contradictions normatives, « manqués » de la médiation... et nécessité heuristique." Rapport d'étude de cas, *Berghof Foundation*, May 7, 2020. Berlin : Berghof, 2020. <https://berghof-foundation.org/library/ne-pas-dialoguer-avec-les-groupes-jihadistes-au-mali-%C3%A9tude-de-cas> (accessed November 11, 2022).
- Bouhlel, Ferdaous and Guichaoua, Yvan. "Norms, non-combatants' agency and restraint in jihadi violence in Northern Mali," *International Interactions* (2021): 1-18.
- Casola, Camillo. "Controterrorismo e rivalità strategiche: una lettura della cooperazione di sicurezza nel Sahel," in *Jihad in Africa. Terrorismo e controterrorismo nel Sahel*, edited by Edoardo Baldaro and Luca Raineri, 145-132. Bologna: Il Mulino, 2022.
- Casola, Camillo and Carbone, Giovanni. "The Sahel crisis at 10," in *Sahel: 10 years of instability. Local, regional and international dynamics*, edited by Giovanni Carbone and Camillo Casola, 13-30. Milan: ISPI, Ledizioni LediPublishing 2022. <https://www.ispionline.it/en/pubblicazione/sahel-10-years-instability-local-regional-and-international-dynamics-36174/> (accessed December 12, 2022).
- Centre for Humanitarian Dialogue, *Gestion des ressources naturelles au Sahel : les us et coutumes au services de la résolution des conflits. Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger & Tchad*, Centre for Humanitarian Dialogue (2021), <https://hdcentre.org/insights/natural-resources-management-in-the-sahel-uses-and-customs-at-the-service-of-conflict-resolution/> (accessed November 15, 2022).
- Cold-Ravnkilde, Signe Marie and Ba, Boubacar. "Jihadist ideological conflict and local governance in Mali," *Studies in Conflict & Terrorism* (2022): 1-16.
- Colona, Francesco and Jaffe, Rivke. "Hybrid governance arrangements." *The European Journal of Development Research* 28 (2016), 175-183.
- Craven-Matthews, Catriona and Englebert, Pierre. "A Potemkin state in the Sahel? The empirical and the fictional in Malian state reconstruction," *African Security* 11, no.1 (2017): 1-31.
- Friedrich Ebert Stiftung, "Mali-Mètre. Enquête d'opinion. "Que pensent les Maliens(ne)s" (Enquête: Avril 2022. Publication : Mai 2022)," *Friedrich Ebert Stiftung*, May 2022. <https://library.fes.de/pdf-files/bueros/mali/10100/2022-13.pdf> (accessed July 17, 2022).
- Gaventa, John. *Power and Powerlessness: Quiescence and Rebellion in an Appalachian Valley*. Urbana: University of Illinois Press, 1980.
- Gaventa, John. "Finding the spaces for change: A power analysis," *IDS Bulletin* 37, no. 6 (2006): 23-33.
- Goodfellow, Tom and Lindemann, Stefan. "The clash of institutions: traditional authority, conflict and the failure of 'hybridity' in Buganda." *Commonwealth & Comparative Politics* 51, No. 1 (2013), 3-26.
- Gramsci, Antonio. *Quaderni del carcere*. Torino: Giulio Einaudi Editore, 2014.

- Haggmann, Tobias and Péclard, Didier. "Negotiating statehood: Dynamics of power and domination in Africa," *Development and Change* 41, no. 4 (2010): 539-562.
- Henningsen, Troels Burchall. "The crafting of alliance cohesion among insurgents: The case of al-Qaeda affiliated groups in the Sahel region," *Contemporary Security Policy* 42, no. 3 (2021), 371-390.
- Human Rights Watch, *Mali: Massacre by army, foreign soldiers*, April 5, 2022, <https://www.hrw.org/news/2022/04/05/mali-massacre-army-foreign-soldiers> (accessed May 1, 2022).
- Institut Malien de Recherche Action pour la Paix (IMRAP). *Autoportrait du Mali. Les obstacles à la paix*. IMRAP, Interpeace (2015). <https://www.interpeace.org/resource/self-portrait-obstacles-topeace-in-mali/> (accessed March 4, 2022).
- International Crisis Group. "Speaking with the "Bad Guys": Toward Dialogue with Central Mali's Jihadists," *Africa Report* no 276 (2019).
- <https://www.crisisgroup.org/africa/sahel/mali/276-speaking-bad-guys-toward-dialogue-central-malis-jihadists/> (accessed May 16, 2022).
- International Crisis Group. "Mali: Enabling dialogue with the jihadist coalition JNIM," *Africa Report* no 306 (2021). <https://www.crisisgroup.org/africa/sahel/mali/306-mali-enabling-dialogue-jihadist-coalition-jnim> (accessed May 16, 2022).
- Koné, Hassane and Moderan, Ornella. "Dialoguer avec les djihadistes : enseignements mauritaniens pour le Sahel," *Institute for Security Studies*, March 28, 2022. <https://issafrica.org/fr/iss-today/dialoguer-avec-les-djihadistes-enseignements-mauritaniens-pour-le-sahel> (accessed May 4, 2022).
- Lia, Brynjar. "Understanding jihadi proto-states." *Perspectives on Terrorism* 9, no. 4 (2015), 31-41.
- Loyle, Cyanne E., Gallagher Cunningham, Kathleen, Huang, Reyko and Jung, Danielle F. "New directions in rebel governance research." *Cambridge University Press*, September 8, 2021. <https://www.cambridge.org/core/journals/perspectives-on-politics/article/new-directions-in-rebel-governance-research/8096447B63AA59CD27C6382D22B888A7> (accessed August 14, 2022).
- Lyammouri, Rida. "Literature paper: Jihadist armed governance in Mali," *Policy Center for the New South*, November 2021. <https://www.policycenter.ma/publications/literature-paper-jihadist-armed-governance-mali> (accessed December 6, 2022).
- Kasfir, Nelson. "Rebel governance – Constructing a field of inquiry: Definitions, scope, patterns, order, causes," in *Rebel governance in civil war*, edited by Ana Arjona, Nelson Kasfir and Zachariah Mampilly, 21-46. New York: Cambridge University Press, 2015.
- Kleinfield, Philip and Tapily, Mamadou. "We accept to save our lives: How local dialogues with jihadists took root in Mali," *The New Humanitarian*, May 4, 2022, <https://www.thenewhumanitarian.org/2022/05/04/we-accept-save-our-lives-how-local-dialogues-jihadists-took-root-mali> (accessed June 2, 2022).
- Mampilly, Zachariah C. *Rebel rulers: Insurgent governance and civilian life during civil war*. Ithaca: Cornell University Press, 2011.
- Mampilly, Zachariah C. "Performing the nation-state: Rebel governance and

- symbolic processes," in *Rebel governance in civil war*, edited by Ana Arjona, Nelson Kasfir and Zachariah Mampilly, 74-97. New York: Cambridge University Press, 2015.
- Menkhaus, Ken. "The rise of a mediated state in northern Kenya: The Wajir story and its implications for state-building," *Afrika Focus* 21, no. 2 (2008): 23-38.
 - MINUSMA. *La MINUSMA enquête après le massacre de Diallassagou*, June 27, 2022, <https://minusma.unmissions.org/la-minusma-enqu%C3%AAtte-apr%C3%A8s-le-massacre-de-diallassagou> (accessed July 2, 2022).
 - Narayan, Deepa. "Conceptual framework and methodological challenges," in *Measuring empowerment. Cross-disciplinary perspectives*, edited by Deepa Narayan, Washington DC: The World Bank, 2005: 3-38.
 - Nsaibia, Héli. "10 conflicts to worry about in 2022. The Sahel. Persistent, expanding, and escalating instability", *Armed Conflict Location & Event Data (ACLED)*, 2022. <https://acleddata.com/10-conflicts-to-worry-about-in-2022/sahel/> (accessed December 28, 2022).
 - OCHA. *Mali : Rapport de situation*, June 13, 2022.
 - <https://reports.unocha.org/fr/country/mali/> (accessed July 4, 2022).
 - Paoli, Letizia. "What makes mafias different?" *Crime and Justice* 49, no. 9 (2020): 141-222.
 - Raineri, Luca. "La crisi che non c'era: analisi dei fattori di radicalizzazione e mobilitazione jihadista in Sahel," in *Jihad in Africa. Terrorismo e controterrorismo nel Sahel*, edited by Edoardo Baldaro and Luca Raineri, 45-60. Bologna: Il Mulino, 2022.
 - Raleigh, Clionadh, Nsaibia, Héli and Dowd, Caitriona. "The Sahel crisis since 2012," *African Affairs* 120, no. 478 (2021): 123-143.
 - Renders, Marleen. *Consider Somaliland. State-building with traditional leaders and institutions*. Leiden: Brill, 2012.
 - RFI. "Mali: démonstration de force en vidéo de l'État islamique au Grand Sahara," *RFI*, December 14, 2022. <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20221214-mali-d%C3%A9monstration-de-force-vid%C3%A9o-de-l-etat-islamique-au-grand-sahel> (accessed December 20, 2022).
 - Rupesinghe, Natasja and Boas, Morten. "Local drivers of violent extremism in Central Mali," *Norwegian Institute of International Affairs*, September 30, 2019. <https://www.nupi.no/en/publications/cristin-pub/local-drivers-of-violent-extremism-in-central-mali> (accessed April 7, 2022).
 - Rupesinghe, Natasja, Naghizadeh, Hiber Mikael and Cohen, Corentin. "Reviewing jihadist governance in the Sahel," *Norwegian Institute of International Affairs*, May 12, 2021, <https://www.nupi.no/en/publications/cristin-pub/reviewing-jihadist-governance-in-the-sahel> (accessed December 2, 2022)
 - Svensson, Isak and Finnbogason, Daniel. "Confronting the caliphate? Explaining civil resistance in jihadist proto-states," *European Journal of International Relations* 27, no. 2 (2021): 572-595.
 - The Defence Post. "Senegal uncovers jihadist cell in East of country", *The Defence Post*, February 09, 2021, <https://www.thedefensepost.com/2021/02/09/>

[senegal-uncovers-jihadist-cell/](#) (accessed November 19, 2022).

- Tobie, Aurélien and Chauzal, Grégory. "State services in an insecure environment: Perceptions among civil society in Mali," *SIPRI*, December 2018, 9, <https://www.sipri.org/publications/2018/sipri-insights-peace-and-security/state-services-insecure-environment-perceptions-among-civil-society-mali> (accessed April 28, 2022).
- Tounkara, Ali and Gaye, Bassirou. *Le Djihad à Ké-Macina dans le centre du Mali. Prosélytisme religieux ou enjeux socio-économiques ?* Paris: L'Harmattan, 2019.
- Tronc, Emmanuel, Grace, Rob and Nahikian, Anaïde. "Realities and myths of the 'Triple nexus.' Local perspectives on peacebuilding, development, and humanitarian action in Mali," *Harvard Humanitarian Initiative*, Jun 2019,
- https://hhi.harvard.edu/sites/hwpi.harvard.edu/files/humanitarianinitiative/files/haf_-_mali.pdf?m=1606247448 (accessed July 22, 2022).
- Wing, Susanna D. "Mali's enduring crisis," *Current History* 116, No. 790 (2017): 189-193.
- Winters, Matthew S. and Conroy-Krutz, Jeffrey. "Preferences for traditional and formal sector justice institutions to address land disputes in rural Mali," *World Development* 142 (2021): 1-11.
- Zanoletti, Giovanni. "Violenza politica e (ri)strutturazione sociale: il 'jihad bovino' in Mali," in *Jihad in Africa. Terrorismo e controterrorismo nel Sahel*, edited by Edoardo Baldaro and Luca Raineri, 77-92. Bologna: Il Mulino, 2022.

À LA DROITE DE LA DROITE :

Longévité et hybridité du mouvement Nation

Article écrit en avril 2023

Le développement de l'extrême droite est pour le moins contrasté en Belgique. Si elle constitue une force politique majeure en Flandre, elle demeure aux marges du système partisan ailleurs dans le pays. Pourtant, des formations d'extrême droite essaient de s'y implanter aussi depuis de nombreuses années. Incapables de s'y développer, elles ont généralement une espérance de vie plutôt limitée. Fondé en 1999, le mouvement Nation fait figure d'exception. Sur la base d'un important corpus d'archives, cette recherche questionne la capacité de survie de Nation dans ce paysage en perpétuelle recomposition et suggère que c'est la nature hybride de Nation qui lui garantit cette longévité. En effet, il ancre à la fois son action dans le champ électoral et l'activisme politique traditionnel, d'une part, et dans l'extrémisme de droite, d'autre part. En démontrant à quel point une organisation politique se situant à la droite de la droite peut revêtir un caractère hybride, cet article propose de décloisonner la compréhension de phénomènes liés à l'extrême droite et de mieux saisir les interpénétrations entre eux.

Mots clés :

Nation ;
Nationalisme révolutionnaire ;
Extrême droite ;
Extrémisme de droite ;
Solidarisme.

.....

Benjamin Biard (Dr.) est chargé de recherches au Centre de recherche et d'information socio-politiques (CRISP) et chargé de cours invité à l'UCLouvain. Ses principaux intérêts de recherche couvrent la vie politique belge, les partis politiques, la démocratie et l'extrême droite.

Yves Rogister est historien et politologue. Actuellement détaché auprès du SPF Intérieur, il est également maître de conférences à l'Université de Liège. Ses domaines de compétences sont les extrémismes de droite et de gauche, l'extrémisme « antisystème » et l'activisme animalier/environnemental.

1. Introduction

L'extrême droite belge connaît un destin paradoxal.¹ Force politique majeure en Flandre, particulièrement depuis des élections locales de 2018 puis du scrutin multiple de 2019, elle demeure marginale du côté francophone du pays. Pourtant, des formations d'extrême droite tentent de s'y implanter depuis de nombreuses années : le Parti des forces nouvelles (PFN), le Front national (FN), le Front nouveau de Belgique (FNB), Agir, Nation, le Parti populaire (PP), etc. Incapables de s'y développer, la plupart ont une espérance de vie plutôt limitée. Le mouvement Nation fait figure d'exception à cet égard. Fondé en 1999, il présente régulièrement des listes à l'occasion de scrutins – du niveau local au niveau national – et parvient à se maintenir dans le paysage politique francophone, et ce malgré des résultats systématiquement décevants.

La présente recherche propose de questionner la capacité de survie de Nation dans ce paysage en perpétuelle recomposition. Sur la base de l'analyse d'un large corpus d'archives – à la fois électorales, journalistiques mais aussi issues directement de l'organisation étudiée, notamment à travers les réseaux sociaux –, elle étudie la nature hybride de Nation et suggère que c'est elle qui lui garantit sa longévité. Plus

.....

¹ Benjamin Biard et Jean Faniel, « L'extrême droite aux élections du 26 mai 2019 : toujours ce paradoxe belge... », *Les@nalyses du CRISP en ligne*, 1er juillet 2019, www.crisp.be.

spécifiquement, cette organisation ancre à la fois son action dans le champ électoral et l'activisme politique traditionnel, d'une part, et dans l'extrémisme de droite, d'autre part. Ce dernier est notamment caractérisé par son rapport désinhibé à la violence – appelée, commise ou justifiée.

L'article revient d'abord sur les notions d'extrême droite et d'extrémisme de droite. S'il s'agit de notions couramment mobilisées en science politique et, plus globalement, au sein de la société, elles demeurent en effet difficiles à saisir. Il revient ensuite, en deux temps, sur l'historique du parti et les évolutions électorales qu'il connaît depuis sa fondation en 1999. Il propose en outre des clés de compréhension quant à la faiblesse électorale de Nation. Après, une analyse du mouvement Nation sous l'angle de l'extrémisme politique est proposée, et ce afin de mieux cerner sa nature et sa capacité à se maintenir. De manière générale, cette étude permet de mieux saisir la nature hybride de certaines formations politiques et ouvre la voie à de futures recherches permettant d'appréhender plus en profondeur la frontière – parfois pas si étanche – entre extrême droite et extrémisme de droite.

La situation étudiée dans cette étude est celle arrêtée au 1er janvier 2023.

2. Extrême droite et extrémisme de droite : deux concepts distincts

Les notions d'extrême droite et d'extrémisme de droite sont pour le moins complexes. Pour cause, les concepts sont déjà anciens et les définitions nombreuses. Par ailleurs, ils sont tantôt utilisés dans un but de délégitimation politique, tantôt dans un objectif d'analyse scientifique ou journalistique, tantôt dans une perspective d'encadrement légal. D'ailleurs, les labels eux-mêmes ne font pas l'objet d'un consensus et nombreuses sont les notions à entrer en concurrence les unes avec les autres : extrême droite, extrémisme de droite, populisme de droite radicale, néo-nazisme, néo-fascisme,... Cependant, la plupart des auteurs s'accordent pour décrire le phénomène sous étude comme étant une idéologie.²

Plusieurs tentatives de stabilisation de ces concepts ont été proposées ces dernières années. Celle d'Andrea Pirro, dans la foulée des travaux de Cas Mudde,³ est particulièrement éclairante. Dans un récent article, il considère que la notion de *far right* est un concept parapluie qui englobe « à la fois le populisme de droite radicale et l'extrémisme de droite ».⁴ Selon cet auteur, la différence principale entre ces deux dernières notions tient dans leur rapport à la démocratie : alors que le populisme de droite radicale met sous tension le pilier libéral des démocraties occidentales contemporaines, l'extrémisme de droite rejette plus fondamentalement la démocratie et entretient un rapport désinhibé à la violence – appelée, commise ou justifiée.

En droit belge, la distinction entre ces notions a été consacrée à travers plusieurs lois. Une des premières d'entre elles est la loi organique des services de renseignement et de sécurité du 30 novembre 1998.⁵ En son article 8, alinéa 1, cette loi définit l'extrémisme comme suit : « Les conceptions ou les visées racistes, xénophobes, anarchistes, nationalistes, autoritaires ou totalitaires, qu'elles soient à caractère politique, idéologique, confessionnel ou philosophique, contraires, en théorie ou en pratique, aux principes de la démocratie ou des droits de l'homme, au bon fonctionnement des institutions démocratiques ou aux autres fondements de l'État de droit ». La loi du 10 juillet 2006 relative à l'analyse de la menace⁶ considère quant à elle la menace extrémiste sur la base de cette définition.

2 Cas Mudde, *The ideology of the extreme right* (Manchester: Manchester University Press, 2002), 10.

3 Cas Mudde, *The far right today* (Cambridge: Polity Press, 2019).

4 Andrea Pirro, « Far right : the significance of an umbrella concept. » *Nations & Nationalism*, (2022): 7.

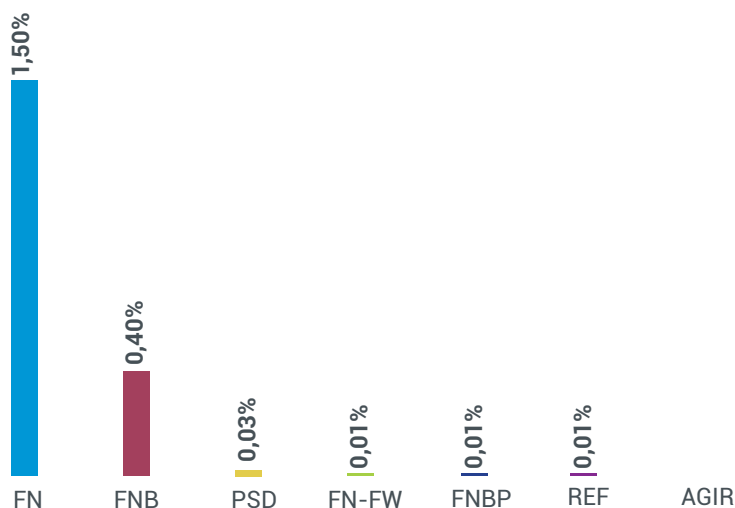
5 *Moniteur belge*, 18 décembre 1998.

6 *Moniteur belge*, 20 juillet 2006.

Si les concepts de populisme de droite radicale et d'extrémisme de droite sont donc bien distincts, trop peu nombreuses sont les recherches qui portent sur l'intersection entre elles. Ainsi, lorsque A. Pirro schématise les différentes notions susmentionnées, il le fait à travers deux cercles concentriques qui se rapprochent mais ne se chevauchent pas. Le présent article pose l'hypothèse selon laquelle certaines organisations peuvent au contraire ancrer à la fois leur action dans le champ électoral et l'activisme politique traditionnel (populisme de droite radicale), d'une part, et dans l'extrémisme de droite, d'autre part.

3. Historique du parti et évolutions électorales : de 1999 à 2010

Nation est un parti fondé le 11 septembre 1999, à l'occasion des « États généraux du nationalisme », à Bruxelles, par des militants issus de l'ex-groupuscule d'extrême droite L'Assaut (1988-1993) et du Front nouveau de Belgique (FNB). Alors que la création de cette organisation est préparée depuis un an, c'est véritablement suite au scrutin multiple du 13 juin 1999 que celle-ci voit le jour, à l'initiative d'Hervé Van Laethem et de plusieurs de ses proches. En effet, lors des élections législatives de 1999, l'extrême droite francophone est particulièrement divisée et en paye le prix (cf. graphique 1). Outre le Front national (FN), qui enregistre un ressac électoral avec 1,5 % des suffrages obtenus à l'échelle nationale (soit – 0,8 %), des listes sont déposées par le FNB (0,4 %), le Parti social-démocrate (PSD, 0,03 %), le Front national-fédération wallonne (FN-FW, 0,01 %), le Front de la nation belge-Parti (FNBP, 0,01 %) et Référendum (REF, 0,01 %).⁷ Agir, qui était la principale formation rivale du FN lors du scrutin législatif de 1995, ne présente quant à lui aucun candidat. D'emblée, Nation entend « [se] différencier de la vieille 'extrême droite', en particulier sur les thèmes utilisés, mais aussi en descendant dans la rue ».⁸



Graphique 1 : L'extrême droite lors des élections législatives (Chambre des représentants) du 13 juin 1999

⁷ Pierre Blaise, « Les résultats des élections législatives du 13 juin 1999, I. La Chambre et le Sénat. » *Courrier hebdomadaire*, CRISP, n° 1653-1654, (1999).

⁸ Nation, www.nation.be.

Le parti est encore jeune lors des élections communales du 8 octobre 2000 et décide de ne pas présenter de listes afin d'assurer sa propre survie politique. Toutefois, Nation dépose ses premières listes électorales dans les circonscriptions de Hainaut et de Bruxelles-Hal-Vilvorde à l'occasion des élections législatives du 18 mai 2003. Il obtient 0,06 % des suffrages valablement exprimés à l'échelle nationale. Parmi les partis d'extrême droite, il obtient un résultat inférieur à celui du Vlaams Blok (VB, 11,6 %), du FN (2,0 %) ou encore du FNB (0,1 %).

Si Nation ne dépose pas de listes lors des élections régionales du 13 juin 2004, il présente des candidats en vue des élections communales de 2006. Se présentant en cartel avec le FNB, le parti obtient un élu à Verviers, en la personne de Madeleine Wayaffe (élue avec 462 voix).⁹

Nation ne dépose pas de listes lors des élections législatives du 10 juin 2007. À l'occasion des élections régionales du 7 juin 2009, une seule liste est déposée, en Région de Bruxelles-capitale. Celle-ci est menée par Pascal Cornet et ne compte que 7 candidats effectifs, dont 6 sont repris parmi les 7 suppléants.¹⁰ Avec 0,1 % des suffrages (soit 471 voix), le résultat est considéré par le parti lui-même comme étant « très décevant ».¹¹

Suite aux mauvais résultats enregistrés par le parti lors des élections de 2009, un congrès est organisé par Nation. Il procède à un changement au sein de la direction du parti. Ne rassemblant qu'une quinzaine de militants, ce congrès questionne notamment la survie politique de Nation. H. Van Laethem lui-même se montre pessimiste à cette occasion. Non découragés par la marginalité électorale dans laquelle le parti est plongé, plusieurs militants du parti entendent poursuivre le combat politique, notamment sur le plan de l'activisme de terrain et en mobilisant les nouveaux outils numériques à leur disposition.

Le scrutin fédéral anticipé du 13 juin 2010 n'est guère plus concluant que le précédent pour Nation. Alors que, à l'initiative du député européen et vice-président du Front national français, Bruno Gollnisch, une alliance est nouée entre Nation, deux courants du FN belge, la Fédération des nationalistes wallons (FNW) et le Front démocratique bruxellois (FDB) derrière l'appellation FN, l'extrême droite ne parvient pas à conserver le siège obtenu par le FN lors des élections législatives précédentes.

4. Historique du parti et évolutions électorales : de 2010 à nos jours

Nation dépose quatre listes lors des élections communales et provinciales du 14 octobre 2012. Les résultats engrangés à cette occasion sont jugés « significatifs » par le parti.¹² Ainsi, au niveau communal, il obtient 1,2 % à Charleroi, 4,5 % à Evere et 1,2 % à Forest. Dans le district de Charleroi pour le scrutin provincial, Nation obtient en outre 1,5 % des suffrages valablement exprimés. Pour autant, il ne remporte aucun siège, que ce soit au niveau communal ou provincial.

Alors que la direction du parti est assurée par un trio rassemblant un secrétaire général, un secrétaire politique et un porte-parole pendant de nombreuses années, Nation connaît une réorganisation interne en 2014 et prévoit désormais l'élection d'un président dont le mandat – renouvelable une seule fois – est fixé à deux ans.

9 Décédée en 2009, Guy Amen lui succède alors. Ce dernier perd le droit de siéger au conseil communal après que l'administration communale s'est rendu compte de son déménagement à Dison.

10 Pierre Blaise, Vincent de Coorebyter, Jean Faniel et Caroline Sägesser, « La préparation des élections régionales, communautaires et européennes du 7 juin 2009. » *Courrier hebdomadaire*, CRISP, n° 2022-2023, (2009).

11 *Nation*, www.nation.be.

12 *Nation*, www.nation.be.

Jean-Pierre Demol – déjà actif au sein du trio sortant et seul candidat en lice – est élu président de Nation lors d'un congrès. En réalité, cette évolution est dictée par le faible nombre de personnes souhaitant s'investir dans la direction du parti.

Nation participe au scrutin fédéral du 25 mai 2014, cette fois en son propre nom. Le parti dépose des listes dans quatre circonscriptions wallonnes (toutes à l'exception de celle du Luxembourg) et dans celle de Bruxelles-Capitale. Au total, il obtient 0,2 % des votes valablement exprimés à l'échelle nationale (soit 10 216 voix). Au niveau régional, Nation dépose des listes dans 7 circonscriptions. Il obtient 0,5 % pour l'élection du Parlement wallon (10 839 voix) et 0,3 % (soit + 0,2 % par rapport à 2009) pour l'élection du Parlement bruxellois (1360 voix, contre 471 en 2009).

L'année 2014 n'en demeure pas moins importante pour le parti. En effet, lors du scrutin européen de mai 2014, le « parti-frère » de Nation en Allemagne, le Parti national-démocrate (NPD), parvient à obtenir un siège de député européen pour la première fois de son histoire. C'est Udo Voigt, ancien président du NPD (1996-2011), fils d'un ancien membre de la SA (organisation paramilitaire du parti nazi) et plusieurs fois condamné par la justice pour incitation à la violence ou à la haine raciale, qui est élu à ce poste.¹³ Dans la foulée, U. Voigt contacte plusieurs présidents de parti d'extrême droite européens – dont Nation – et leur propose de former un parti politique paneuropéen. L'objectif est alors de constituer une forme « d'internationale d'extrême droite » mais aussi de bénéficier d'un important soutien financier du Parlement européen. C'est ainsi que, quelques mois plus tard, l'Alliance pour la paix et la liberté (APL) est créée. Dès sa fondation, elle rassemble notamment Aube dorée (Grèce), Forza Nuova (Italie), Nation (Belgique) et le NPD (Allemagne). Grâce à un subside de 600 000 euros obtenu en 2016, l'APL se dote d'un local dès le 19 avril 2016, au 22 square de Meeûs à Ixelles. Rapidement, l'APL fait face à un intense activisme antifasciste.¹⁴ Le mouvement Bruxelles – Zone Antifasciste (BZA), qui voit le jour pour l'occasion, indique notamment : « Ce local est un danger pour tous ceux qui ne correspondent [pas] à leur ordre de fer blanc et chrétien et nous sommes nombreuses et nombreux à ne pas rentrer dans ce projet : immigré-e-s, sans-papiers, musulman-e-s, juif-ve-s, progressistes, LGBT, syndicalistes, ... Nous n'attendrons pas qu'un drame se produise dans notre ville. Nous ne les laisserons pas s'implanter dans nos quartiers. Nous ne leur laisserons plus jamais l'occasion de mettre en application leur idéologie ».¹⁵ Ne bénéficiant plus d'un subside du Parlement européen, l'APL quitte son local à la fin de l'année 2017. Le parti d'extrême droite paneuropéen se maintient toutefois en vie.

Quelques mois plus tard, en septembre, H. Van Laethem succède à J.-P. Demol à la présidence du parti. Il s'y maintient jusqu'en 2020.

En 2017, en Belgique, le parti Nation, le Parti des Pensionnés et le groupe Agir ensemble forment une « coordination patriotique ». Si celle-ci n'a pas vocation à se substituer aux différents partis y prenant part, elle vise à les fédérer afin de déposer le plus grand nombre de listes « d'extrême droite » lors des élections communales à venir. En janvier 2018, cette coordination rassemble en outre les partis Nouvelle Wallonie Alternative (NWA) et Nieuw Solidaristisch Alternatief (N-SA). Néanmoins, cette tentative de rassemblement avorte à la veille du dépôt des listes électorales.¹⁶ Des listes Nation sont finalement déposées dans treize communes, soit à Anderlecht, Ans, Beloeil, Couvin, Evere Fernelmont, Momignies, Namur, Péruwelz, Saint-Hubert, Tournai, Verviers et Viroinval. Nation dépose en outre une liste com-

13 Benjamin Biard, « L'extrême droite en Europe occidentale (2004-2019), » dans *Courrier hebdomadaire*, CRISP, n° 2420-2421, (2019) : 8.

14 Benjamin Biard, « La lutte contre l'extrême droite en Belgique II. Cordon sanitaire médiatique, société civile et services de renseignement. » *Courrier hebdomadaire*, CRISP, n° 2524-2525, (2021) : 27.

15 Bruxelles – Zone Antifasciste, <https://bxlzoneantifasciste.wordpress.com>.

16 Pierre Blaise, Vaïa Demertzis, Jean Faniel, Cédric Istasse et John Pitseys, « La préparation des élections communales et provinciales du 14 octobre 2018, » *Courrier hebdomadaire*, CRISP, n° 2381-2382, (2018).

mune avec la NWA à Charleroi. Avec des scores compris entre 0,7 % (à Verviers) et 3,3 % (à Couvin), Nation ne décroche aucun mandat. Au niveau provincial, le parti d'extrême droite dépose sept listes, réparties dans les provinces de Hainaut, de Liège et de Namur, ainsi qu'une liste NWA-Nation, dans le district de Charleroi. Avec des scores inférieurs à 1,0 %, il ne remporte aucun siège à ce niveau non plus.

En janvier 2019, alors que Nation est particulièrement actif au sein du mouvement des gilets jaunes, H. Van Laethem annonce avoir déposé la marque « gilets jaunes » auprès de l'Office du Benelux pour la propriété intellectuelle (OBPI) afin d'avoir le monopole de celle-ci au sein des trois pays concernés et d'éviter toute récupération politique par des concurrents dans la perspective des élections à venir.

Lors des élections législatives de 2019, Nation dépose des listes dans quatre circonscriptions wallonnes (toutes sauf le Brabant wallon) ainsi que dans la circonscription de Bruxelles-Capitale. Il obtient 0,2 % des suffrages valablement exprimés à l'échelle nationale. Il conserve donc son score obtenu cinq ans plus tôt. Pour le scrutin régional, il dépose des listes dans cinq circonscriptions wallonnes ainsi qu'à Bruxelles. Il décroche respectivement 0,5 % et 0,3 % des voix en Wallonie et à Bruxelles. Les résultats sont alors jugés « clairement décevants » par le parti.¹⁷

Nation connaît des turbulences internes durant l'année 2019. Ainsi, le 13 décembre, une scission est opérée et donne lieu à la fondation du Parti national européen (PNE). Les anciens militants de Nation qui créent ou rejoignent cette nouvelle formation estiment notamment qu'il est nécessaire de renouveler l'image de l'extrême droite en Belgique francophone et de la « dédramatiser ». Se présentant d'emblée comme étant solidariste, le PNE entend notamment défendre une identité européenne homogène « de Dublin à Vladivostok »,¹⁸ militer pour une « immigration zéro » et s'opposer à la mondialisation. Son programme rejoint largement celui de Nation. Alors que le congrès fondateur du PNE doit se tenir à Gilly le 25 janvier 2020, celui-ci est perturbé par une action initiée par la FGTB Charleroi-Sud Hainaut et dont l'objectif est de bloquer l'entrée du local où doit alors se tenir la réunion. Si le congrès peut finalement avoir lieu après l'intervention des forces de l'ordre, le PNE rencontre néanmoins d'importantes difficultés à se structurer. D'août à octobre 2020, le parti est inactif, y compris sur les réseaux sociaux. En décembre 2021, il décide de rejoindre le nouveau parti Chez Nous, fondé quelques mois plus tôt par Jérôme Munier et Grégory Vanden Bruel.

Le 26 septembre 2020, Nation tient un congrès lors duquel une élection visant à renouveler la présidence est organisée. À cette occasion, H. Van Laethem et Nancy Van Den Eede sont élus à la co-présidence du parti. Un an plus tard, le 12 septembre 2021, le quatorzième congrès du parti rassemble une soixantaine de délégués et membres. Il est alors considéré comme étant un « incontestable succès ». ¹⁹ A nouveau, il est l'occasion de renouveler la présidence de la formation. N. Van Den Eede est élue à l'unanimité. J.-P. Demol, quant à lui, reçoit le titre de président d'honneur.

En février 2021, un autre cadre de Nation quitte le parti, à savoir Myriam Gravis, alors directrice de la communication au sein de l'organisation. Celle-ci entend relancer une autre organisation d'extrême droite : La Meute.

Durant la crise sanitaire de Covid-19, Nation voit le nombre de ses membres actifs décroître et la motivation de ces derniers s'affaiblir. Lors de son congrès du 8 octobre 2022 – à l'occasion duquel il est décidé de poursuivre le combat politique et militant et lors duquel Ann Franquet succède à N. Van Den Eede à la présidence du parti – seule une petite trentaine de participants est par exemple dénombrée.

17 Nation, www.nation.be.

18 A travers cette expression tirée de l'ouvrage « L'Empire euro-soviétique de Vladivostok à Dublin », l'influence de Jean Thiriart est bien présente dans le programme du PNE.

19 Nation, www.nation.be.

5. Les causes d'une marginalité électorale

La marginalité électorale dans laquelle est plongé le parti Nation depuis sa fondation trouve plusieurs explications. La première d'entre elles porte sur la concurrence qui caractérise le paysage partisan d'extrême droite en Belgique francophone. Ainsi, l'extrême droite se retrouve systématiquement fragmentée lors des rendez-vous électoraux. Malgré certaines opérations visant à l'unifier – par exemple à travers la « coordination patriotique » initiée en 2017-2018 (cf. *supra*) –, celles-ci s'avèrent le plus souvent vaines et sans effets. Par conséquent, les voix de l'extrême droite sont le plus souvent éparpillées. Lors du scrutin fédéral du 26 mai 2019, trois partis francophones issus de l'extrême droite traditionnelle se présentent ainsi au suffrage des électeurs wallons : Agir, Les Belges d'abord et Nation. En outre, le Vlaams Belang (VB) dépose des listes dans l'ensemble des circonscriptions francophones à cette occasion. Lors des élections du 25 mai 2014, la tendance est encore plus nette. Pas moins de cinq partis d'extrême droite francophone peuvent en effet être dénombrés : Faire place nette, Wallonie d'abord, Nation, le Front wallon et la Nouvelle Wallonie alternative. Au-delà des concurrences à proprement parler, la scission que connaît Nation en 2019 contribue à affaiblir le parti, voyant une part non négligeable de ses cadres et membres rejoindre le PNE (puis, ultérieurement et pour certains d'entre eux, le parti Chez Nous).

À l'instar du Parti des forces nouvelles (PFN) qui se voit concurrencé par le Front national dès 1985, l'action de Nation s'inscrit en outre entre activisme et électoralisme. La voie électorale n'est ainsi pas la seule à être défendue par le parti. Et pour cause, celui-ci se reconnaît comme étant révolutionnaire. Cela génère des frustrations, voire des tensions, menant à un découragement, une démobilisation, voire à un départ vers d'autres formations politiques.

Relevons également la faiblesse des moyens financiers et humains qui caractérise Nation et qui contribue à réduire sa visibilité.

Ensuite, le cordon sanitaire médiatique en vigueur en Belgique francophone depuis le début des années 1990²⁰ prive les partis d'extrême droite – dont Nation – d'une possibilité de se faire connaître et de répandre largement leurs idées. Par ailleurs, il participe à contrer les tentatives de banalisation de l'extrême droite. En ce sens, il impacte considérablement le destin électoral de ces formations.²¹

L'importante mobilisation de la société civile face à l'extrême droite doit aussi être appréhendée pour comprendre les causes de son insuccès électoral. Par son activisme – notamment, mais pas seulement, antifasciste²² –, elle contribue non seulement à démasquer les idées d'extrême droite mais aussi à empêcher les organisations qui portent de telles idées de se structurer. Les mobilisations qui se déploient suite à la location d'un local à Ixelles par l'APL ou lors du premier congrès du PNE (cf. *supra*) en sont deux illustrations.

Enfin, plusieurs activistes au sein du mouvement admettent qu'il n'est pas aisé de s'investir publiquement au sein de Nation, de crainte des répercussions sur le plan privé, scolaire ou professionnel.

20 Il s'agit d'une pratique auto-régulatoire appliquée par la RTBF dès décembre 1991. Petit à petit, le cordon sanitaire médiatique est appliqué par d'autres médias, gagne en légitimité (notamment auprès d'acteurs judiciaires) et acquiert un statut légal en Belgique francophone.

21 Léonie De Jonge, « The curious case of Belgium: why is there no right-wing populism in Wallonia ? » *Government and Opposition* 56, no. 4, (2020): 598-614.

22 À propos de l'impact de l'activisme antifasciste sur l'extrême droite, cf. Jonathan Arlow, « Antifa without fascism: the reasons behind the anti-fascist movement in Ireland. » *Irish Political Studies* 35, no. 1 (2020): 115-137 ; Nick Copsey. *Anti-fascism in Britain*. 2e ed. (Londres: Routledge, 2017).

6. Nation : un mouvement extrémiste

Au moins cinq marqueurs peuvent être distingués afin de cerner la nature extrémiste de Nation : ses origines, sa communication, les références qu'il mobilise, ses liens en Belgique et à l'étranger ou encore sa pratique politique. Les paragraphes suivants visent à confronter le parti étudié à chacun de ces marqueurs.

6.1. Les racines historiques et idéologiques de Nation

a) Aux origines : H. Van Laethem et L'Assaut

Dans les années 1980 et 1990, H. Van Laethem est un sous-officier de carrière au sein des Forces armées belges qui poursuit en parallèle un engagement politique débuté assez jeune, notamment au sein du Vlaamse Militanten Orde (VMO). Ce groupe flamingant violent, proche des anciens milieux collaborationnistes flamands, participe à des rassemblements néo-nazis internationaux. Après plusieurs condamnations,²³ la Cour d'Appel de Gand le sanctionne en 1983 pour infraction à la loi du 29 juillet 1934 interdisant les milices privées²⁴, provoquant sa dissolution.²⁵

Fondé en 1988 notamment par H. Van Laethem au départ de la branche bruxelloise (francophone) du VMO, L'Assaut est un groupe néo-nazi, antisémite et négationniste qui emprunte son nom au journal de l'organisation de jeunesse du parti collaborationniste belge francophone Rex²⁶. Depuis l'Espagne où il vit en exil, l'ex-leader de Rex, Léon Degrelle, apporte en outre son parrainage à L'Assaut²⁷.

Jusqu'en 1993, L'Assaut commet plusieurs actions violentes contre des militants d'extrême gauche et anti-racistes et contre des migrants, entraînant plusieurs condamnations judiciaires. Soulignons surtout un violent incident qui oppose trois membres du groupe – dont H. Van Laethem – à des militants du Parti du Travail de Belgique (PTB) et des migrants à la gare des Guillemins, à Liège, le 22 mars 1992²⁸. Devant la perspective de condamnations judiciaires multiples – notamment sur la base de la loi interdisant les milices privées – L'Assaut s'auto-dissout en 1993.

b) Le « nationalisme révolutionnaire »

Dès sa fondation, Nation proclame son orientation idéologique : le « nationalisme révolutionnaire » (NR). Dans le contexte français avec lequel H. Van Laethem et Nation interagissent, le nationalisme révolutionnaire est un courant du néofascisme né de l'échec français de la Guerre d'Algérie et des autres indépendances conquises sur la colonisation française.²⁹ Les nationalistes révolutionnaires tentent dès les années 1960 des rapprochements avec les régimes nationalistes autoritaires nés

.....
23 Pour des attaques contre des migrants, des militants de gauche (radicale) et des francophones.

24 *Moniteur belge*, 7 août 1934.

25 Dans les faits, le VMO poursuit néanmoins certaines de ses activités jusqu'à la fin des années 1980.

26 La Jeunesse Légionnaire fournira un vivier de recrutement à la Légion (puis Division SS) Wallonie qui combattra sous l'uniforme allemand sur le Front de l'Est durant la Seconde Guerre Mondiale. Cf. Bruno De Wever, « Mouvements de Jeunesse », *Belgium WWII*, www.belgiumwwii.be.

27 H. Van Laethem a d'ailleurs rendu visite à L. Degrelle en Espagne.

28 Des coups ont été portés aux militants du PTB et aux migrants qui s'apprêtaient les uns et les autres à prendre le train pour se rendre à une manifestation à Bruxelles. Du spray au poivre et des armes par procuration ont été utilisés contre eux. Alors que les militants de L'Assaut étaient eux-mêmes suivis depuis Bruxelles par des policiers en civil, ils ont été poursuivis et appréhendés par ceux-ci, avec l'aide de la police locale. Face à la résistance violente opposée par les membres de L'Assaut, l'un des policiers a même fait usage de son arme et un des extrémistes de droite a été blessé à la suite de cet incident, H. Van Laethem a passé 45 jours en détention.

29 Nicolas Lebourg, « Qu'est-ce que le nationalisme révolutionnaire ? » *Fragments sur les Temps Présents*, 7 juin 2013, www.tempsresents.com.

des indépendances (en particulier arabes) partageant avec eux des valeurs communes : rejet des Etats-Unis, de l'OTAN, d'Israël et du sionisme, du modèle démocratique occidental et du capitalisme. Ils défendent des positions économiques et sociales classées à la gauche de l'échiquier politique mais aussi un culte du chef et/ou du parti unique. Ils promeuvent une communauté ethnique et culturelle spécifique incarnée dans une définition fermée de la « Nation » et rejettent l'immigration dite « de masse ». Ils défendent un racisme renouvelé sur un plan théorique, où la revendication d'une supériorité biologique est abandonnée au profit de la revendication d'un « ethno-différentialisme » basé sur une stricte séparation des ethnies et la haine absolue de la mixité ethnique et culturelle imposée par la « mondialisation ». Après 1989 et l'effondrement de l'URSS, la recherche d'une « troisième voie » demeure, la mouvance cherchant à se distinguer pareillement du communisme et du modèle démocratique/capitaliste.

Si le nationalisme révolutionnaire emprunte certaines conceptions, certaines stratégies³⁰ et, plus encore, une certaine terminologie à l'extrême gauche, il s'agit bien d'un néofascisme.

En Belgique et chez Nation en particulier, le nationalisme révolutionnaire doit beaucoup à l'œuvre du Belge Jean Thiriart, fondateur en 1960 de Jeune Europe, qui sera la matrice de nombreux mouvements nationalistes révolutionnaires en Europe et en Belgique.³¹ Comme J. Thiriart et les autres nationalismes révolutionnaires, Nation défend l'idée d'une communauté de destin géopolitique de l'Atlantique à Vladivostok, incluant la Russie aux côtés d'une confédération politique européenne débarrassée de l'Union européenne, de l'OTAN et de l'influence des Etats-Unis. À la suite de J. Thiriart et des nationalistes révolutionnaires, Nation et H. Van Laethem cherchent à multiplier les contacts avec des régimes arabes dits « révolutionnaires »³² et prendre fait et cause pour la Palestine contre Israël.

c) Identitarisme, islamophobie et belgicisme

Inspiré par des considérations électorales, Nation adopte un discours islamophobe et « identitaire », mettant en avant la défense des traditions européennes, païennes et judéo-chrétiennes face à la menace que représenterait la complaisance des décideurs politiques vis-à-vis des revendications « communautaristes ». Également dans le but de « ratisser plus large », Nation se présente comme étant « belge », défendant l'unité du pays face aux velléités régionalistes/indépendantistes et rendant régulièrement hommage aux patriotes morts pour la Belgique.³³

6.2. De la communication du mouvement

Les principaux outils de communication de Nation et les propos officiels tenus par ses dirigeants successifs développent un discours globalement lisse et policé, en phase avec la démarche électorale et avec l'activisme politique traditionnel. Cependant, de certains propos tenus et de certains événements organisés, émergent des références idéologiques et historiques qui différencient Nation d'une « simple » formation populiste de droite radicale et relie le mouvement à une tradition davantage extrémiste.

³⁰ Le « léninisme de droite ».

³¹ J. Thiriart tenta, avec sa doctrine de « nationalisme communautaire » d'élaborer une synthèse entre le nationalisme révolutionnaire et l'idée d'un nationalisme européen qui était en gestation chez certains mouvements collaborationnistes durant la Seconde Guerre mondiale et qui connaîtra un nouvel élan avec la Conférence de Malmö de 1951 lors de laquelle est fondé par le *Mouvement Social Européen* d'obédience néo-fasciste. cf. Jean-Yves Camus et Nicolas Lebourg, *Les Droites Extrêmes en Europe* (Paris : Le Seuil, 2015), 96-110.

³² Tels que la Syrie des Al-Assad, l'Irak de S. Hussein, la Libye de M. Khadafi.

³³ L'association féminine (qui est, à notre connaissance, une « coquille vide ») de Nation s'intitule d'ailleurs Cercle Gabrielle Petit, du nom de cette jeune résistante fusillée par l'occupant allemand en 1916 et devenue l'objet d'un culte national.

a) Le terme « révolutionnaire » dans le narratif de Nation

Nation s'inscrivant dans le courant idéologique du nationalisme révolutionnaire, le terme « révolution » apparaît régulièrement dans sa communication officielle. Il est d'ailleurs l'une des étiquettes (« tags ») qui permettent d'orienter la recherche d'articles sur son site web.

Au sens politique, la définition de « révolution » renvoie à une participation politique non conventionnelle,³⁴ à une rupture brutale et non négociée avec un ordre établi en vue du renversement d'un régime politique et d'un mode de gouvernement et leur remplacement. La violence n'est pas nécessairement liée aux épisodes révolutionnaires mais, sur un plan historique, elle leur est fréquemment associée. La révolution se distingue des réformes par la rapidité des changements imposés et les moyens utilisés pour y parvenir (non-négociés).

Le recours fréquent par Nation à des termes aussi connotés que « révolution » ou « révolutionnaire », associé à des diatribes récurrentes contre les « élites » et le « système », entre en résonance avec la définition de l'« extrémisme » telle que définie dans la loi du 30 novembre 1998 (cf. *supra*).

b) La célébration d'une tradition de violence insurrectionnelle

Le 7 février 2017, Nation coorganise, avec le NPD, une manifestation devant le siège bruxellois de la banque Rothschild, dénonçant le « Nouvel Ordre Mondial », la « finance internationale » et le candidat à l'élection présidentielle française Emmanuel Macron, ancien collaborateur de cette banque. La famille Rothschild est aux yeux des antisémites l'incarnation du « complot juif international ». Par ailleurs, même si cet élément n'apparaît pas explicitement dans l'annonce de la manifestation par Nation, le 7 février n'est pas une date anodine. En effet, les 6 et 7 février 1934, les « Ligues » extrémistes de droite marchèrent sur le Palais Bourbon, siège de l'Assemblée nationale, à Paris, dans le but de renverser la III^{ème} République.³⁵

Cette référence à une dynamique insurrectionnelle s'interprète comme une justification – voire une célébration – de la violation du cadre légal et démocratique.³⁶

c) Les hommages rendus à des personnalités extrémistes

En 2018, H. Van Laethem célèbre François Duprat (1940-1978), figure majeure de l'« ultra-droite » française des années 60 et 70, passée e.a. par le groupe terroriste OAS, les mouvements violents Occident et Ordre Nouveau. Auteur antisémite et négationniste, F. Duprat a aussi été le théoricien français du « nationalisme révolutionnaire ».³⁷ Il a en outre fondé et dirigé la Revue d'Histoire du Fascisme parue entre 1972 et 1978.³⁸ Plusieurs fois emprisonné, François Duprat était aussi un adepte de la violence de rue de type insurrectionnel. F. Duprat est mort assassiné en 1978.³⁹

Le 2 septembre 2022, Nation rend hommage à Jack Marchal, ancien membre d'Occident, membre fondateur du GUD en 1968 et de la direction politique d'Ordre

34 Nathalie Schifano, Olivier Paye, Vincent Legrand, Jérôme Jamin, Thierry Balzacq et Pierre Baudewyns, *Fondements de science politique*, 2e ed. (Louvain-la-Neuve : De Boeck, 2022), 500.

35 La police ouvrit le feu, tuant plusieurs manifestants et arrêtant net l'insurrection.

36 Jeune Nation, l'organisation de jeunesse de Nation, créée en février 2000, a également appelé à participer à un défilé organisé le 4 février 2023 à Paris par Les Nationalistes, le groupement d'Yvan Benedetti, dont l'intitulé est « Marche aux flambeaux du Six-Février. A bas les voleurs ! »

37 Valérie Igounet, *Le Front national. De 1972 à nos jours. Le parti, les hommes, les idées*. (Paris: Seuil, 2014), 469.

38 Revue qui entendait réhabiliter le fascisme.

39 François Duprat était encore mis à l'honneur lors des « 16^{èmes} journées de la dissidence » organisées à Madrid les 4-5-6 novembre 2022 à l'initiative de la maison d'édition espagnole Fides et lors desquelles H. Van Laethem a pris la parole sur son dernier livre, traduit en espagnol.

Nouveau. Il est surtout connu comme l'auteur des « Rats noirs », série de BD nationalistes mettant en scène des rats engagés dans des actions violentes contre des militants de gauche ou des migrants.⁴⁰

d) Une symbolique partagée au sein de l'extrémisme de droite

La croix celtique – une croix affichée dans un cercle et dont les branches dépassent de celui-ci – est souvent mobilisée par Nation lors de ses actions. Il s'agit là d'un symbole traditionnellement mobilisé par les organisations extrémistes de droite. Le Mouvement d'Action civique (MAC) puis Jeune Europe (JE) contribuent à le populariser en Belgique francophone dès les années 1960. Ordre nouveau Belgique, le Front de la Jeunesse ou le Parti des forces nouvelles ont aussi largement recouru à ce symbole dans les années 1970 et 1980. Aujourd'hui encore, il est très présent au sein de l'extrémisme de droite au niveau international.

6.3. Les « dérapages »

Même si, de manière globale, la communication de Nation semble maîtrisée, il arrive que des militants voire des cadres du mouvement « dérapent » sur les réseaux sociaux.

Ainsi, dans un message posté sur sa page Facebook personnelle le 20 avril 2020, le secrétaire général de Nation, lui-même cofondateur du mouvement et ancien de L'Assaut, célèbre le 131^{ème} anniversaire de la naissance d'Adolf Hitler. En l'espace de 24 heures, son post est « liké » par 15 personnes, essentiellement des membres ou d'anciens membres de Nation.⁴¹ L'auteur ne sera pas sanctionné, à notre connaissance.

Parfois, c'est la communication de Nation elle-même qui « dérape », entraînant des poursuites judiciaires. Ainsi, le 7 juin 2006, le tribunal correctionnel de Bruxelles a-t-il condamné cinq dirigeants de Nation à des peines privatives de liberté assorties de sursis complets pour incitation à la haine et à la discrimination raciale. En cause : un tract distribué en 2001 dans plusieurs communes bruxelloises et wallonnes qui jetait la suspicion sur les candidats-réfugiés en les assimilant à des clandestins. Dessin à l'appui, le tract affirmait que les seuls papiers que ces personnes méritaient était du papier toilette.⁴²

Nation accueille aussi en son sein des personnes condamnées ou faisant l'objet de procédures judiciaires. Ainsi, en octobre 2020, les deux administrateurs de la page Facebook Identitaires Ardenne, Olivier Buys et Dimitri François, sont condamnés par le tribunal correctionnel de Neufchâteau, à une peine de prison ferme et à une amende pour avoir incité à la violence, à la haine et à la discrimination raciales.⁴³ O. Buys rejoint Nation dont il présidera un temps la section luxembourgeoise avant d'en démissionner suite à sa condamnation. O. Buys restera cependant membre de Nation qui, au nom de la « liberté d'expression », appellera à la solidarité financière avec ce dernier pour qu'il puisse être défendu en justice.⁴⁴

40 Nation, « Hommage à un bon et ancien camarade! », 2 septembre 2022 – www.nation.be.

41 Simon Harys, « Un dirigeant de Nation célèbre la naissance, il y a 131 ans, d'Adolf Hitler », *Le Journal de RésistanceS*, 21 avril 2020, www.resistances-infos.blogspot.com.

42 UNIA, www.unia.be.

43 Condamnations et peines confirmées en juin 2021 par la Cour d'Appel de Liège.

44 Nation, « Police de la pensée ? Nation solidaire avec Olivier Buys! », 24 février 2020 – www.nation.be.

6.4. Les liens avec des formations extrémistes en Belgique et à l'étranger

Certains liens sont officiels et avérés, d'autres existent via des relations suivies entre des membres de Nation et ces groupes ou via une double appartenance. Ces liens sont à tout le moins tolérés par la direction de Nation.

a) En Belgique

Au moins trois organisations entretiennent ou ont entretenu des liens particulièrement étroits avec Nation en Belgique : le Nationale Beweging, Les Éburons et Honneur & Nation/Alliance – Wallonie.

Issu du groupuscule Nieuw-Solidaristisch Alternatief (NSA), le Nationale Beweging est dirigé par Edouard Hermy, vétéran de la scène extrémiste de droite flamande et e.a. ancien du VMO. L'empreinte « nationaliste révolutionnaire » initiale et « solidariste » du mouvement est évidente. Le Nationale Beweging affirme ainsi se situer « à gauche » pour le travail et « à droite » pour les valeurs morales. Nombreux sont les indices d'extrémisme de ce mouvement. Par exemple, fin 2020, il a reçu le renfort de Carrera Neefs, une jeune élue exclue du VB après avoir déposé des fleurs sur la tombe du SS hollandais Willem Heubel. Autre exemple : le 13 septembre 2022, E. Hermy postait sur le site la reproduction d'une affiche des années 1930 avec le slogan « L'Union des fascismes fera la paix dans le monde ».

En 2019, *Nationale Beweging* et *Nation* ont proclamé leur « fusion » en vue de créer un mouvement « national ». En réalité, cette fusion demeure largement théorique même si tous les deux participent parfois à des actions communes (notamment contre la « dictature sanitaire » durant la crise de Covid-19) et entretiennent des relations cordiales. C. Neefs était ainsi présente lors du XIVème Congrès de Nation, le 11 septembre 2021, qui a vu le passage de flambeau par H. Van Laethem.⁴⁵

Via son organisation de jeunesse, Nation entretient des relations avec le groupe de musique National Socialist Hardcore, appelé Les Éburons. Le chanteur du groupe, qui a pour pseudonyme « Glenn Boréen », est membre du parti et était au début des années 2010 un des responsables de Jeune Nation. « Glenn Boréen » a également fait partie du service d'ordre de Nation. Le batteur des Éburons se cache quant à lui sous le pseudonyme de « Joholocaust ». ⁴⁶ Leurs CDs *Hiver Nucléaire* et *Nous voulons, nous sommes* sont accompagnés de citations de L. Degrelle.⁴⁷ Avec d'autres groupes, Les Éburons participent à des concerts « RAC » (*Rock Against Communism*) dont l'origine remonte aux années 1980 au Royaume-Uni, sous l'impulsion de la mouvance *Blood & Honor*. En février 2022, Les Éburons ont annoncé qu'ils verseraient la totalité des gains issus des ventes de leurs CDs « aux résistants ukrainiens du Bataillon Azov », une unité militaire ukrainienne très controversée, notamment accusée dans un passé relativement récent d'exécutions sommaires, de tortures et d'autres crimes de guerre, de références à la symbolique nazie et de recrutement dans les milieux néo-nazis, etc.⁴⁸

Fondé en 2019, le groupuscule français *Honneur&Nation/Alliance* a été démantelé en mai 2021 par les services de sécurité français à la suite d'un projet d'attentat déjoué contre une loge maçonnique en Moselle et contre le ministre de la Santé de l'époque, Olivier Véran. Entre-temps, en juillet 2020, Honneur&Nation/Alliance avait essaimé en Belgique, dans le Hainaut. Depuis sa fondation, le spin-off wallon de ce groupe compte quelques 10-15 personnes avec un noyau de membres ac-

45 Rapport du 14e congrès de Nation.

46 *Ibidem*.

47 *Ibidem*.

48 En 2022, si l'affiliation néo-nazie de ses chefs semble demeurer, il semble aussi que la composition de l'unité soit plus hétéroclite. Néanmoins, il y a peu de doutes que la présentation qui a été faite d'Azov dans les médias a guidé la décision des Éburons.

tifs de 5 personnes. Toutes appartiennent à la mouvance « Naziskin », font usage du langage codé néo-nazi (« 14 », « 88 », « Honneur et Fidélité », « Kameraden »,...) et échangent sur les réseaux sociaux des propos racistes, islamophobes, décomplexés et violents. La plupart sont liés au mouvement Nation. Certains sont passés par ses rangs et gardent des relations étroites ; d'autres en sont toujours membres, à commencer par le leader d'H&N/Alliance - Wallonie, surnommé « Duss ».⁴⁹

b) À l'étranger

Des liens avec des organisations extrémistes de droite ont aussi été tissés à l'étranger, principalement à l'initiative d'H. Van Laethem. On citera, e.a., sa participation, en mars 2018, à Genève, à un colloque intitulé « L'Europe nationaliste ». Organisé par le mouvement Résistance helvétique, cet événement voit aussi la participation des Italiens de Casa Pound et des Français de Bastion Social.

Le caractère extrémiste de Résistance helvétique, né en 2014, est illustré par ses références idéologiques, parmi lesquelles la reprise des fameux « fourteen words » du suprémaciste et néo-nazi américain David Lane,⁵⁰ l'admiration proclamée pour José Antonio Primo de Rivera (1903-1936)⁵¹ ou encore la reprise des thèses négationnistes de la Shoah.⁵² Résistance helvétique avait défrayé la chronique en 2018 pour avoir organisé des « rondes citoyennes » dans les quartiers des villes de Suisse romande à forte densité de personnes d'origines allochtones. En 2019, plusieurs membres de Résistance helvétique figuraient sur la liste des 350 extrémistes violents dressée par le Service de Renseignement de la Confédération (SRC).⁵³

Casa Pound est une organisation néo-fasciste italienne née en 2003. Comme pour Nation, son credo est *ni droite ni gauche* et la promotion d'une « troisième voie ». Ses responsables n'hésitent cependant pas à évoquer l'avènement d'un « fascisme du III^e millénaire ». Le mouvement a prospéré en partie grâce à un réseau de centres sociaux dans des villes italiennes. Connue pour ses occupations par la force d'immeubles affectés par les autorités aux migrants, Casa Pound mène également des actions violentes contre les groupes d'extrême gauche et antifascistes. C'est vraisemblablement Casa Pound qui a inspiré à Nation l'idée d'organiser des camps de jeunesse appelés « Camps Hobbit ».⁵⁴

Le Bastion Social est quant à lui un mouvement français issu du Groupe Union Défense (GUD). Tout comme le GUD, le Bastion Social s'est illustré par sa violence contre les personnes d'origine allochtone et des militants d'extrême gauche. Plusieurs procédures judiciaires ont été lancées contre des militants et plusieurs condamnations à des peines de prison ferme ont été prononcées par la Justice française en 2017 et 2018. Les discours de haine racistes et antisémites étaient récurrents chez les militants comme chez les dirigeants. Le Bastion Social a été dissous par décret le 24 avril 2019.⁵⁵

49 Simon Harys, « Des « terroristes » français néonazis liés à la Belgique ? » *Journal de RésistanceS*, 20 mai 2021, www.resistances-infos.blogspot.com.

50 « We must secure the existence of our people and a future for white children » (« Nous devons préserver l'existence de notre peuple et l'avenir des enfants blancs »). Cette citation est devenue le mantra de la mouvance suprémaciste blanche, d'abord en Amérique du Nord avant de se diffuser dans l'ensemble du monde occidental.

51 Le fondateur du parti fasciste de la *Phalange* qui jouera un rôle politique et militaire dans le coup d'Etat du Général Franco en mars 1936 et durant la guerre civile espagnole puis constituera une force politique indéniable sous la dictature franquiste.

52 A travers la promotion des œuvres de Maurice Bardèche ou de celles, plus contemporaines, d'Hervé Ryssen.

53 Antoine Harari, « Plongée dans la fachosphère romande », *Illustré*, 7 avril 2019, www.illustre.ch.

54 John Last, « How "Hobbits camps" Rebirthed Italian Fascism. » *Atlas Obscura*, 3 octobre 2017, www.atlasobscura.com.

55 Le groupe réapparaîtra assez rapidement sous une forme décentralisée, avec e.a. le groupuscule des Zouaves.

Les contacts extrémistes internationaux de Nation et de H. Van Laethem se déroulaient aussi à travers le parti paneuropéen APL, auquel Nation est immédiatement rattaché (cf. supra). Lors de son premier congrès, tenu à Bruxelles le 16 juin 2015, l'APL adopte un manifeste qui, à côté des proclamations d' « antisémitisme » et d' « anti-globalisme », de la volonté de créer une alliance de nations européennes souveraines organisées sur une base confédérale, du rejet de l'Union européenne, de l'OTAN, des États-Unis, affirme rechercher « la promotion de la riche diversité ethnique en Europe et dans le monde » et « refuser l'homogénéisation créée par le globalisme ». Parmi les responsables des formations membres de l'APL, plusieurs ont commis des actes de violence qui les ont amenés devant la justice, comme Pedro Chaparro, leader de Democracia Nacional, Ioannis Lagos, leader d'Aube Dorée, Roberto Fiore, leader de Forza Nuova. Dans un article publié sur son site web en 2021, l'APL se félicite de ce que ces dirigeants aient été condamnés à des peines de prison car ils se distingueraient ainsi des « partis populistes inféodés au système ». Cet article trouve un écho direct dans une publication parue peu après sur le site web de Nation, sous le titre « Les vrais résistants en Europe ». Ce texte est explicite sur ce qui sépare Nation et ses partis-frères de l'APL des formations populistes de droite radicale et apporte un élément supplémentaire sur l'ancrage extrémiste de Nation : « En Europe, il existe nombre de soi-disant organisations populistes dont le seul rôle est de servir de défouloir électoral pour les patriotes mécontents, mais sans être un véritable danger pour le système politique, qui les tolère en contrepartie. Et puis, il existe les véritables résistants au système politico-financier (...). Contre ces résistants, véritables mouvements nationalistes, le système n'hésite pas à utiliser une répression judiciaire injuste mais particulièrement ciblée ». ⁵⁶

Enfin, mentionnons les messages d'amitié et les salutations adressées par des responsables de groupes extrémistes étrangers à H. Van Laethem lors du XIV^{ème} Congrès de Nation (août 2021) qui voit ce dernier officiellement « passer le flambeau ». On trouve e.a. Yvan Benedetti, lequel a présidé la très antisémite Œuvre Française, dissoute en 2013, et a été le porte-parole du Parti Nationaliste français. ⁵⁷ Négationniste, il a été condamné plusieurs fois par la justice française. ⁵⁸ Après avoir annoncé sa candidature en vue de l'élection présidentielle française le 23 octobre 2021, Y. Benedetti bénéficie du soutien officiel de Nation. Le 19 octobre 2022, Y. Benedetti et H. Van Laethem ont échangé à nouveau sur leurs idées respectives lors d'un forum en ligne enregistré sur la chaîne YouTube de Nation.

6.5. Des actes de violence à caractère idéologique ou raciste

Plusieurs actes de violence à caractère idéologique ou raciste peuvent être repérés dans le chef de militants de Nation. Citons notamment l'agression commise à la Place du Luxembourg, à Ixelles, le 1^{er} juin 2015. Venus contre-manifester lors d'une manifestation de sans-papiers, six membres de Nation ont roué de coups et ont laissé pour mort une personne sans domicile fixe d'origine polonaise qui les avait interpellés. Le 17 février 2016, le tribunal correctionnel de Bruxelles a condamné les six auteurs à des peines de prison avec sursis et des amendes (cf. supra). ⁵⁹ Ce jugement était notamment motivé par le mobile de haine ayant inspiré l'attaque. ⁶⁰

⁵⁶ Nation, « Les vrais résistants en Europe », 22 juin 2022 – www.nation.be.

⁵⁷ Devenu Les Nationalistes.

⁵⁸ Il est le personnage central du livre « Mon cousin le fasciste », récit du journaliste Philippe Pujol (2017).

⁵⁹ Alors qu'un des prévenus fait appel de la décision du tribunal de première instance, la cour d'appel de Bruxelles confirme la décision dans un arrêt rendu le 27 janvier 2021.

⁶⁰ UNIA, qui s'était constituée partie civile dans ce dossier, explique sur son site web : « Le tribunal correctionnel de Bruxelles a estimé que les coups et blessures ont été motivés notamment par la haine et le mépris parce que les auteurs se sont trouvés face à une personne qui cristallisait des caractéristiques contre lesquelles ils militaient au sein du groupe Nation, à savoir l'origine, l'état de fortune/l'origine sociale et des supposées convictions politiques puisqu'ils étaient convaincus qu'ils se trouvaient face à un « gauchiste » selon leurs propres mots ».

6.6. La scission de 2019, un marqueur *a contrario* de l'extrémisme de Nation

Suite au désastre électoral subi par Nation lors du scrutin multiple du 26 mai 2019, le mouvement connaît sa plus grande scission avec la création du PNE (cf. *supra*). Ces dissidents ont en commun de vouloir « dédramatiser » l'image de l'extrême droite francophone et d'en faire une force politique « respectable », suivant ainsi le modèle de la transformation du Front national par Marine Le Pen en France. Ils partagent également la volonté d'ancrer la nouvelle formation dans le jeu électoral et accusent H. Van Laethem de ne jamais avoir sérieusement engagé Nation dans la recherche de mandats électifs.

Miné par les dissensions internes, le PNE finit par s'inféoder au dernier venu de l'extrême droite en Belgique francophone, le parti Chez Nous, aux ambitions électorales clairement affirmées, confirmant ainsi la recherche de « dédramatisation » poursuivie par une partie des anciens cadres et militants de Nation.

La création du PNE et son allégeance ultime à Chez Nous, articulées sur l'enjeu de la rupture avec le côté « militant de rue » de Nation ainsi que l'adoption d'une démarche davantage électoraliste constituent bien un marqueur *a contrario* de la dimension extrémiste de Nation.

7. Conclusion

Alors que l'extrême droite belge francophone est exsangue depuis plusieurs décennies, le parti Nation parvient à se maintenir dans le paysage politique depuis plus de vingt ans. Cet article a analysé la capacité de survie de Nation en interrogeant la nature hybride qui le caractérise, à cheval entre participation électorale et activisme traditionnel, d'une part, et extrémisme de droite, d'autre part.

Si l'analyse du développement électoral de Nation ne laisse aucun doute quant à la marginalité qu'il connaît sur ce plan, cette recherche a démontré l'extrémisme de Nation à travers une série de marqueurs : son idéologie, sa communication, les « dérapages » de ses cadres et de ses membres, ses liens avec l'extrémisme politique en Belgique et à l'étranger, son rapport désinhibé à la violence et les querelles intestines qu'il connaît. Concrètement, cette étude a mis en évidence la profonde inspiration anti-démocratique et l'hostilité de Nation à l'égard de l'ordre légal et constitutionnel actuel. Malgré les tentatives de modération de ses discours à travers le temps (et bien que celles-ci soient nettement moins poussées que dans d'autres partis, comme le VB⁶¹), l'activisme de Nation relève bien de l'extrémisme politique selon la conception d'A. Pirro mais aussi au sens de la loi organique des services de renseignement et de sécurité du 30 novembre 1998.

En démontrant à quel point une organisation politique se situant à la droite de la droite peut revêtir un caractère hybride, cet article propose de décroiser la compréhension de phénomènes liés à l'extrême droite – au sens générique du terme – et de mieux saisir les interpénétrations entre eux. A priori, bon nombre d'organisations revêtent ainsi une nature hybride et cette dernière peut expliquer la survie dans le temps d'un parti dont les performances électorales sont pourtant marginales.

Cet article ouvre enfin un agenda de recherche en proposant d'élargir l'étude à d'autres cas, notamment au-delà des frontières belges, et en suggérant d'analyser empiriquement les liens de causalité entre la nature hybride d'une organisation et la capacité de survie de celle-ci. ●

61 À ce propos, cf. Benjamin Biard, « Le Vlaams Belang », in *Les partis politiques en Belgique*, ed. Pascal Delwit et Émilie Van Haute (Bruxelles : Éditions de l'Université de Bruxelles, 2021) 397-398.

BIBLIOGRAPHIE

- Arlow, Jonathan. « Antifa without fascism: the reasons behind the anti-fascist movement in Ireland. » *Irish Political Studies* 35, no. 1 (2020): 115-137.
- Biard, Benjamin. « L'extrême droite en Europe occidentale (2004-2019). » *Courrier hebdomadaire*, CRISP, n° 2420-2421, (2019).
- Biard, Benjamin. « La lutte contre l'extrême droite en Belgique II. Cordon sanitaire médiatique, société civile et services de renseignement. » *Courrier hebdomadaire*, CRISP, n° 2524-2525, (2021).
- Biard, Benjamin. « Le Vlaams Belang », in *Les partis politiques en Belgique*, ed. Pascal Delwit et Émilie Van Haute. Bruxelles : Éditions de l'Université de Bruxelles, 2021, 397-419.
- Biard, Benjamin et Jean Faniel. « L'extrême droite aux élections du 26 mai 2019 : toujours ce paradoxe belge... », *Les@nalyses du CRISP en ligne*, 1er juillet 2019, www.crisp.be.
- Blaise, Pierre. « Les résultats des élections législatives du 13 juin 1999. I. La Chambre et le Sénat. » *Courrier hebdomadaire*, CRISP, n° 1653-1654, (1999).
- Blaise, Pierre, Vincent de Coorebyter, Jean Faniel et Caroline Sägesser. « La préparation des élections régionales, communautaires et européennes du 7 juin 2009. » *Courrier hebdomadaire*, CRISP, n° 2022-2023, (2009).
- Blaise, Pierre, Vaïa Demertzis, Jean Faniel, Cédric Istasse et John Pitseys. « La préparation des élections communales et provinciales du 14 octobre 2018. » *Courrier hebdomadaire*, CRISP, n° 2381-2382, (2018).
- Bruxelles - Zone Antifasciste, <https://bxlzoneantifasciste.wordpress.com>.
- Camus, Jean-Yves et Nicolas Lebourg. *Les Droites Extrêmes en Europe*. Paris : Le Seuil, 2015.
- Copsey, Nick. *Anti-fascism in Britain*. 2^e ed. Londres : Routledge, 2017.
- De Jonge, Léonie. « The curious case of Belgium: why is there no right-wing populism in Wallonia ? » *Government and Opposition* 56, no. 4, (2020): 598-614.
- De Wever, Bruno. « Mouvements de Jeunesse. » *Belgium WWII*, www.belgiumwwii.be.
- Harari, Antoine. « Plongée dans la fachosphère romande. » *Illustré*, 7 avril 2019, www.illustre.ch.
- Harys, Simon. « Un dirigeant de Nation célèbre la naissance, il y a 131 ans, d'Adolf Hitler. » *Le Journal de RésistanceS*, 21 avril 2020, www.resistances-infos.blogspot.com.
- Harys, Simon. « Des « terroristes » français néonazis liés à la Belgique ? » *Journal de RésistanceS*, 20 mai 2021, www.resistances-infos.blogspot.com.
- Harys, Simon. « Nouveau concert néonazi en Flandre le 10 septembre. » *Journal de RésistanceS*, 31 août 2022, www.resistances-infos.blogspot.com.
- Igounet, Valérie. *Le Front national. De 1972 à nos jours. Le parti, les hommes, les idées*. Paris: Seuil, 2014.

- Last, John. « How “Hobbits camps” Rebirthed Italian Fascism. » *Atlas Obscura*, 3 octobre 2017, www.atlasobscura.com.
- Lebourg, Nicolas. « Qu'est-ce que le nationalisme révolutionnaire ? » *Fragments sur les Temps Présents*, 7 juin 2013, www.tempsresents.com.
- Mudde, Cas. *The ideology of the extreme right*. Manchester: Manchester University Press, 2002.
- Mudde, Cas. *The far right today*. Cambridge: Polity Press, 2019.
- Nation, www.nation.be.
- Pirro, Andrea. « Far right : the significance of an umbrella concept. » *Nations & Nationalism*, (2022).
- Schiffino Nathalie, Olivier Paye, Vincent Legrand, Jérôme Jamin, Thierry Balzacq et Pierre Baudewyns, *Fondements de science politique*, 2e ed. Louvain-la-Neuve : De Boeck, 2022.
- UNIA, www.unia.be.

ENTRE RADICALISME ET EXTRÉMISME :

Le Vlaams Belang et Le Rassemblement national en période de crise sanitaire

Article écrit en février 2023

Les partis populistes de droite radicale, qui connaissent un succès majeur en Europe, posent question quant aux menaces qu'ils pourraient faire peser sur les démocraties libérales. En effet, ces forces politiques tendent à promouvoir des idées radicalement opposées à leurs fondements. Dans un climat de désaffection politique ambiante, qui va de pair avec la crise de confiance que connaissent les démocraties occidentales, le radicalisme promu par ces partis pourrait s'exacerber dans les discours qu'ils tiennent, menaçant d'autant plus les principes des démocraties libérales. Les événements insurrectionnels du 6 janvier 2022 aux États-Unis et du 8 janvier 2023 au Brésil illustrent les issues auxquelles ces menaces peuvent donner lieu. Cet article cherche à étudier la manière dont le radicalisme des partis populistes de droite se matérialise dans leurs propos durant une période singulière compte tenu de ses implications démocratiques : la pandémie de covid-19. Pour ce faire, une analyse thématique des discours sur la démocratie du Vlaams Belang et du Rassemblement national lors de cette période a été conduite. La recherche montre que les partis populistes de droite radicale promeuvent une forme de démocratie illibérale qui menace les fondements des démocraties représentatives comme l'égalité de droits, le pluralisme politique et la liberté de religion. Ce faisant, la frontière entre radicalisme et extrémisme, telle qu'elle est parfois posée en science politique et dans le langage courant, est éprouvée.

.....

Anthony Ricotta est politologue et actuellement chercheur-doctorant en sciences politiques et sociales au sein de l'Institut de sciences politiques Louvain-Europe (ISPOLE) à l'UCLouvain. Sa recherche doctorale porte sur la place et l'influence des probationnaires sur le déroulement et les issues des interactions administratives avec leur agent de probation. Il a également un intérêt pour les questions de radicalisme duquel découle cette recherche.

Introduction

Les partis populistes de droite radicale connaissent un succès majeur en Europe.¹ Les récentes élections italiennes l'ont à nouveau démontré, ces forces politiques voient leur poids électoral s'accroître dans de nombreux États européens.² En parallèle, les démocraties libérales d'Europe connaissent, depuis plusieurs décennies, une crise de confiance non négligeable. La complexification des systèmes politiques, l'évolution des attentes des populations et les performances des gouverne-

¹ Biard, Benjamin, « L'extrême droite en Europe occidentale (2004-2019) », dans *Courrier hebdomadaire du CRISP* 15, n°2420-2421 (2019) : 5-106.

² Garzia, Diego, « The Italian Parliamentary Election of 2022: The Populist Radical Right Takes Charge », *West European Politics*, 2022: 1-11.

Mots clés :

Droite,
Violence,
Populisme,
Discours,
Démocratie,
Sécurité,
Establishment,
Minorités,
Covid-19.

ments figurent parmi les éléments qui expliquent ce déficit de confiance des démocraties représentatives contemporaines.³

Dans un tel contexte, le succès électoral de forces politiques populistes de droite radicale suscite des interrogations. En effet, ces partis, à l'idéologie antisystème⁴, pourraient instrumentaliser ces situations de crise au service de leurs objectifs électoraux. Leur posture habituellement critique vis-à-vis des démocraties libérales et des autorités politiques pourrait, dans une conjoncture de crise, s'exacerber et, conjointement avec leur prétention à incarner la volonté du peuple, participer à leur succès électoral.⁵

La récente pandémie de covid-19 n'échappe pas à la tendance. Celle-ci a posé question quant au respect des caractéristiques fondamentales des démocraties libérales. Des couvre-feux au passe-sanitaire en passant par les confinements, les mesures sanitaires ont suscité de vives réactions citoyennes auxquelles certains partis populistes de droite radicale, comme *l'Alternative für Deutschland* (AfD), ont participé.⁶ Ces mouvements de protestation sont parfois allés jusqu'à dénoncer des dérives autoritaires de la part des autorités politiques européennes.⁷ Dans un tel climat, des partis au rapport singulièrement critique à la démocratie libérale⁸ pourraient avoir eu des discours exacerbés par les implications conjoncturelles de la pandémie. Par ailleurs, ces forces politiques habituellement radicalement opposées aux démocraties libérales⁹ pourraient avoir tenu, durant cette période, des propos menaçant les fondements de ces démocraties. Les mouvances qui s'inscrivent dans une idéologie de droite radicale et qui perpètrent parfois des actes violents à l'encontre des minorités démontrent les menaces que font peser ces idées politiques sur les démocraties libérales.¹⁰ Ce faisant, cette recherche se penche sur cette question : « Durant la pandémie de covid-19, comment le radicalisme des partis populistes de droite radicale se matérialise-t-il dans leurs propos sur la démocratie ? ».

Pour ce faire, les propos de deux partis populistes de droite radicale – le *Vlaams Belang* (VB) et le Rassemblement national (RN) – ont été analysés sur une période de treize mois. De l'analyse thématique réalisée ressortent cinq thèmes qui mettent en exergue l'importante critique de la démocratie contemporaine à laquelle s'adonnent ces deux partis durant la pandémie. L'idéologie de droite radicale et le style populiste de ces partis sont au cœur de leurs discours lors de cette période. Une remise en question des caractéristiques fondamentales des régimes politiques libéraux, qui laisse entrevoir la menace que ces partis font peser sur les démocraties représentatives, en ressort. Ce faisant, le caractère démocratique de ces partis est éprouvé, tout comme les éléments qui justifient de les distinguer de l'extrémisme de droite.

Dans la section qui suit, nous présentons le cadre théorique dans lequel s'inscrit cette recherche. La méthodologie employée dans la conduite de cette étude est par

3 Schiffino, Nathalie et al, « Les gouvernants face aux transformations de la démocratie. Le point de vue des ministres et des présidents de parti », dans *Gouvernement et action publique* 8, no 2 (2019) : 57-80.

4 Mudde, Cas., *Populist Radical Right Parties in Europe* (New York: Cambridge University Press), 2007.

5 See for instance (Voir entre autres) Halikiopoulou, Daphneand Sofia Vasilopoulou, "Breaching the Social Contract: Crises of Democratic Representation and Patterns of Extreme Right Party Support", dans *Government and Opposition* 53, n°1 (2018): 26-50.

6 Betz, Hans-Georg, "Beware! Populism Might be Bad for Your Health", dans *Fair Observer*, January 27, 2021. <https://www.faiobserver.com/region/europe/hans-georg-betz-germany-far-right-afd-covid-19-conspiracy-infection-rates-link-news-15261>/<https://www.faiobserver.com/region/europe/hans-georg-betz-germany-far-right-afd-covid-19-conspiracy-infection-rates-link-news-15261/>.

7 Pavy, Julien, « «Non à la dictature sanitaire» : des manifestations en France contre l'incitation à la vaccination », *Euronews*, 19 juillet 2021. <https://fr.euronews.com/2021/07/17/non-a-la-dictature-sanitaire-des-manifestations-en-france-contre-l-incitation-a-la-vaccina>.

8 Mudde, *Populist Radical Right Parties in Europe*, 2007.

9 *Ibid.*

10 Mudde, Cas, *The Far Right Today* (Cambridge: Polity Press), 2019.

la suite exposée. Par après, nous nous attelons à faire état des résultats de l'analyse réalisée. Pour conclure, nous discutons ces résultats à la lumière de ce qu'ils disent sur le rapport de ces partis à la démocratie libérale et sur les menaces qu'ils font peser sur ces régimes politiques.

Le Populisme de droite radicale : définition et caractérisation

Loin d'être homogènes dans leurs idées, les partis que nous étudions dans cet article présentent tout de même des caractéristiques communes.¹¹ Parmi celles-ci, l'on retrouve la mobilisation du populisme en complément d'une idéologie de droite radicale. Le populisme correspond davantage à un style politique, c'est-à-dire à une stratégie discursive plutôt qu'à une idéologie au sens strict.¹² En effet, la rhétorique populiste est mobilisée par des partis aux idées singulièrement différentes qui appartiennent à des idéologies de droite comme de gauche.¹³

Le populisme induit le développement de discours qui en appellent au peuple et critiquent *l'establishment*,¹⁴ conduisant ainsi à des déformations de la complexité de la réalité des problèmes sociétaux.¹⁵ Ce faisant, il est un style communicationnel qui se veut direct et simplificateur.¹⁶ Par ailleurs, il induit une mise en opposition des élites sociétales et du peuple. Ces dernières doivent être comprises au sens large, c'est-à-dire qu'elles regroupent les acteurs dominants de secteurs variés de la société : du monde politique au monde économique en passant par le monde académique. Les populistes conçoivent le peuple comme le détenteur légitime de la souveraineté injustement accaparée par les élites.¹⁷ Dans leurs discours, ils en appellent au ressentiment de la population envers celles-ci et alimentent ainsi le sentiment d'injustice ressenti.¹⁸ Les populismes sont menés par des leaders charismatiques qui prétendent émaner du peuple, parler en son nom et œuvrer à son bien-être, contrairement aux élites sociétales corrompues et intéressées. Par ailleurs, le style politique populiste implique la défense de l'identité nationale, c'est-à-dire que les individus étrangers à la nation sont considérés comme des menaces à combattre. Enfin, au cœur de ce style se trouve une critique de la démocratie libérale contemporaine et la promotion d'une forme de démocratie authentique qui placerait le pouvoir dans les mains du peuple.¹⁹ Ils en appellent ainsi à l'instauration de référendums contraignants sur une multitude de questions.²⁰

11 Biard, Benjamin, *L'influence des partis populistes de droite radicale sur la fabrique des politiques publiques en démocratie : étude comparée des cas suisse, français et belge*, Thèse de doctorat : UCLouvain, 2019.

12 Jamin, Jérôme, « Idéologies et populismes », dans *L'extrême droite en Europe*, édité par Jamin Jérôme, 17-37(Bruxelles : Bruylant), 2016.

Akkerman, Tjitske, "Populism and Democracy: Challenge or Pathology?" dans *Acta Politica* 38, n°2 (2003) : 147-159.

13 Biard, Benjamin et Dandoy, Régis, « Les préférences démocratiques au sein des partis populistes en Belgique », dans *L'État face à ses transformations*, éditée par Biard Benjamin, 231-257(Louvain-la-Neuve : Academia L'Harmattan), 2018.

14 Jagers, Jan and Walgrave Stefaan. "Populism as Political Communication Style: An Empirical Study of Political Parties' Discourse in Belgium". *European Journal of Political Research* 46, no 3 (2007): 319-345.

15 Schiffino, Nathalie et Jamin, Jérôme, « Démocratie et légitimité », dans *Les transformations de la légitimité démocratique : Idéaux, revendications et perceptions*, éditée par Damay Ludivine, et Jacquet Vincent, 353-374 (Louvain-la-Neuve : Académie L'Harmattan), 2021.

16 Taguieff, Pierre-André, « Le populisme et la science politique. Du mirage conceptuel aux vrais problèmes », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire* 56, 1997 : 4-33.

17 Godin, Christian, « Qu'est-ce que le populisme ? », *Cités* 49, no 1 (2012) : 11-25.

18 Betz, Hans-Georg and Johnson, Carol., "Against the Current—Stemming the Tide: The Nostalgic Ideology of the Contemporary Radical Populist Right", dans *Journal of Political Ideologies* 9, no 3 (2004): 311-327.

19 Godin, « Qu'est-ce que le populisme ? », 2012, 11-25.

20 Debras, François, « L'extrême droite et la démocratie : entre opposition et récupération », dans *L'extrême droite en Europe*, éditée par Jamin Jérôme, 543-567 (Bruxelles : Bruylant), 2016.

Les partis populistes radicaux de droite que nous étudions présentent un discours fondamentalement agressif en ce qu'il implique une menace aux valeurs et procédures centrales à la démocratie libérale. Leur radicalisme est à trouver dans la promotion de transformations radicales des régimes politiques,²¹ c'est-à-dire de changements à leur racine.²² Néanmoins, ces partis ont eu tendance à lisser leur radicalisme dans leur discours.²³ Par exemple, le RN a adopté une stratégie de dédiabolisation visant à paraître apte à gouverner.²⁴ D'autres partis, comme le VB, ont nié les accusations de racisme proférées à leur encontre et ont défendu l'égalité de tous les êtres humains.²⁵ Malgré cela, dans les faits, il semble que leurs positionnements n'aient guère évolué et soient restés radicaux.²⁶ En ce sens, il apparaît que ces forces politiques manipulent la réalité au service de leur critique de *l'establishment*.²⁷ Ils tendent ainsi vers la démagogie²⁸ entendue comme la séduction du peuple dans l'optique d'atteindre des objectifs spécifiques.²⁹

Les forces politiques sur lesquelles nous nous penchons ont eu tendance à être qualifiées de partis populistes de droite radicale dans la littérature qui s'y intéresse et à être distinguées de l'extrême droite traditionnelle.³⁰ Les partis populistes de droite radicale se caractériseraient avant tout par la combinaison d'une rhétorique populiste et d'une idéologie de droite radicale.³¹ Pour sa part, l'extrême droite serait une sous-catégorie de droite radicale.³² Contrairement à l'extrême droite, le populisme de droite radicale se voudrait respectueux du jeu institutionnel et de « l'ordre constitutionnel ».³³ En effet, ces partis joueraient le jeu démocratique et tenteraient d'accéder au pouvoir par la voie conventionnelle, à savoir la voie des élections.³⁴ L'extrémisme de droite est quant à lui souvent lié au nazisme, au fascisme et à l'usage de tout type de moyens pour accéder au pouvoir. Les partis d'extrême droite assumeraient explicitement leur désir de renverser le régime démocratique et d'y substituer un régime autoritaire.³⁵ Nous revenons sur cette distinction dans cette section.

Les travaux qui privilégient le qualificatif de populistes de droite radicale, pour désigner les forces politiques sur lesquelles nous nous penchons, soulignent les traits communs qui unissent ces partis. Ceux-ci sont nativistes, c'est-à-dire qu'ils considèrent le peuple qu'ils disent représenter comme étant composé des natifs du territoire sur lequel ils évoluent. L'identité est un sujet central dans l'idéologie de ces partis qui considèrent les étrangers comme des menaces à l'État.³⁶ L'appartenance légitime au peuple dépend donc des origines que présentent les citoyens. En résulte une volonté d'exclusion des personnes non natives qui, dans une dé-

21 Betz and Johnson, "Against the Current—Stemming the Tide", 2004, 312.

22 Biard, *L'influence des partis populistes de droite radicale sur la fabrique des politiques publiques en démocratie*, 2019, 45.

23 Voir par exemple Betz, Hans-Georg, *Radical right-wing populism in Western Europe* (New York: St. Martin Press), 1994.

24 Ivaldi, Gilles, « Permanences et évolutions de l'idéologie frontiste », dans *Le Front national : Mutations de l'extrême droite française*, édité par Delwit Pascal, 95-112 (Bruxelles : Éditions de l'Université de Bruxelles), 2012.

25 Betz and Johnson, "Against the Current—Stemming the Tide", 2004, 315-316.

26 Voir Surel, Yves, "How to stay populist? The Front National and the changing French party system" dans *West European Politics* 42, n°6 (2019): 1230-1257.

27 Schiffino et Jamin, « *Démocratie et légitimité* », 2021, 353-374.

28 Taguieff, Pierre-André, « La rhétorique du national-populisme », dans *Mots* 9, 1984 : 113-139.

29 Fœssel, Michaël, « Les langages du peuple. Exercices du pouvoir et usages du discours », dans *Revue d'éthique et de théologie morale* 4, n°4 (2013) : 9-23.

30 Voir par exemple Betz and Johnson, "Against the Current—Stemming the Tide", 2004, 312.

31 Mudde, *Populist Radical Right Parties in Europe*, 2007.

32 Biard, *L'influence des partis populistes de droite radicale sur la fabrique des politiques publiques en démocratie*, 2019.

33 *Ibid.*, 45.

34 *Ibid.*

35 Betz and Johnson, "Against the Current—Stemming the Tide", 2004, 312.

36 Mudde, Cas, *The Populist Radical Right: A Reader* (London & New York: Routledge), 2017.

mocratie authentique, devraient être dépourvues de toute forme de souveraineté.³⁷ L'islamophobie promue par ces partis découle de leur caractère nativiste.³⁸ Ils promeuvent une assimilation totale des citoyens musulmans.³⁹ Dans la même optique, ils défendent l'autoritarisme, c'est-à-dire la mise en place d'une société ordonnée qui sanctionnerait durement tout écart aux normes.⁴⁰ Ceci implique, par exemple, l'instauration de peines de prison plus longues et le renforcement de la police. Le nativisme et l'autoritarisme vont parfois de pair : cela les mène à promouvoir le renvoi des individus étrangers dans leur pays d'origine en cas d'infraction aux normes. Enfin, ils sont relativement opposés à la mondialisation et, en Europe, à l'Union européenne (UE). Ils considèrent la mondialisation comme responsable de l'immigration et des problèmes économiques.⁴¹

Outre ces spécificités, les partis populistes de droite radicale partagent une vision de la démocratie qui, dans une certaine mesure, converge et contraste avec les fondements des démocraties libérales.⁴² Parmi ces fondements, l'on retrouve une combinaison de principes démocratiques procéduraux et substantiels.⁴³ En plus de l'importance accordée aux procédures, parmi lesquelles les élections libres, la démocratie libérale insiste sur les aspects démocratiques substantiels : les libertés et droits fondamentaux reconnus à l'ensemble de la population ; la transparence et la responsabilité des dirigeants ; la liberté d'expression et des médias ; la séparation des pouvoirs et l'État de droit ; le pluralisme ; le droit à la participation et à la manifestation.⁴⁴ Les partis populistes de droite radicale défendent une forme d'extrême majoritarisme qui implique de concevoir la volonté du plus grand nombre comme la volonté de tous.⁴⁵ Cela est *de facto* contraire aux principes de la démocratie libérale qui promeut le pluralisme et le respect des droits des minorités.⁴⁶ Une mise en danger du droit de manifestation, de la liberté d'expression et de la compétition politique en découle. Par ailleurs, ils défendent une ethnocratie, c'est-à-dire que la souveraineté doit appartenir aux natifs du territoire.⁴⁷ En ce sens, ils promeuvent le plébiscitarisme :⁴⁸ le gouvernement par le peuple considéré comme souverain.⁴⁹ Paradoxalement, ils ne s'opposent pas à toute forme de représentation. Ils procèdent à une personnalisation du pouvoir, à savoir qu'ils considèrent que les porte-parole du peuple – dont ils sont – peuvent légitimement le représenter.⁵⁰ En définitive, ces forces politiques défendent une forme de démocratie illibérale qui s'oppose aux institutions défendant les droits individuels au détriment de la majorité.⁵¹ Ainsi, bien que dans leurs discours la promotion de va-

37 Mudde, *Populist Radical Right Parties in Europe*, 2007.

38 Mudde, *The Populist Radical Right: A Reader*, 2017.

39 Betz and Johnson, "Against the Current—Stemming the Tide", 2004, 319.

40 Mudde, *The Populist Radical Right: A Reader*, 2017.

Biard, Benjamin et al. Do they make a difference?: *The policy influence of radical right populist parties in western Europe* (London: Rowman & Littlefield International Ltd), 2019.

41 Biard, *L'influence des partis populistes de droite radicale sur la fabrique des politiques publiques en démocratie*, 2019, 47.

Heinisch, Reinhard et al, "Equivocal Euroscepticism: How Populist Radical Right Parties Can Have Their EU Cake and Eat It", dans *Journal of Common Market Studies* 59, n°2 (2021): 189-205.

42 Mudde, *Populist Radical Right Parties in Europe*, 2007.

Albertazzi, Daniele and Mueller, Sean, "Populism and Liberal Democracy: Populists in Government in Austria, Italy, Poland and Switzerland", in *Government and Opposition* 48, n°3 (2013): 343-371.

43 Schiffino, Nathalie, *Crises politiques et démocratie en Belgique* (Paris : L'Harmattan), 2003.

44 Coppedge, Michael et al, "Conceptualizing and Measuring Democracy: A New Approach", dans *Perspectives on Politics* 9, n°2 (2011): 247-267.

Albertazzi, and Mueller, "Populism and Liberal Democracy", 2013, 343-371.

45 Mudde, Cas, and Kaltwasser, Cristobal Rovira, *Populism: A Very Short Introduction*, (New York: Oxford University Press), 2017. 95.

Akkerman, "Populism and Democracy: Challenge or Pathology?", 2003, 147-159.

46 Coppedge et al., "Conceptualizing and Measuring Democracy: A New Approach", 2011, 247-267.

Albertazzi and Mueller, "Populism and Liberal Democracy", 2013, 343-371.

47 Mudde, *Populist Radical Right Parties in Europe*, 2007.

48 Camus, Jean-Yves, « Les droites populistes radicales en Europe occidentale » dans *Le retour des populismes : L'état du monde*, édité par Badie Bertrand, 175-181 (Paris : La Découverte), 2018.

49 Debras, « L'extrême droite et la démocratie : entre opposition et récupération », 2016, 543-567.

50 Mudde, *Populist Radical Right Parties in Europe*, 2007.

51 Mudde and Kaltwasser, *Populism: A Very Short Introduction*, 2017.

Albertazzi and Mueller, "Populism and Liberal Democracy", 2013, 343-371.

leurs telles que la liberté ou l'égalité puisse dominer, celles-ci doivent être garanties pour les natifs du territoire, parfois au détriment des non-natifs.⁵² En outre, ils questionnent les procédures lentes et complexes par l'intermédiaire desquelles les démocraties libérales fonctionnent. La séparation des pouvoirs est aussi sujette à question dans certains pays dans lesquels ces partis dominent (Italie, Pologne, Suisse, etc.).⁵³

La distinction entre populisme de droite radicale et extrême droite, principalement fondée sur le respect du jeu institutionnel et de « l'ordre constitutionnel »⁵⁴ des partis qualifiés de populistes de droite radicale, pose question. En effet, bien qu'ils jouent le jeu démocratique en participant aux élections, au pouvoir ils ne respectent pas systématiquement les principes promus dans les Constitutions des démocraties libérales. Les libertés et droits des minorités, la liberté d'expression et la séparation des pouvoirs garantis dans ces démocraties ne sont que quelques éléments auxquels ces forces politiques contreviennent dans leurs discours et dans les faits.⁵⁵ Par conséquent, il apparaît qu'il faille relativiser le respect que ces partis ont de l'ordre constitutionnel des démocraties libérales. En effet, ils constituent des menaces à la démocratie libérale contemporaine car ils remettent *de facto* en question ses fondements.⁵⁶ Par ailleurs, de récents événements ont montré qu'ils pouvaient alimenter des mouvements insurrectionnels contrevenant ainsi aux moyens d'accéder au pouvoir légitimement reconnus dans les démocraties libérales. Les actions insurrectionnelles perpétrées par des soutiens de l'ancien président de droite radicale brésilien Jair Bolsonaro⁵⁷, après qu'il aînt ouvertement contesté la légitimité des résultats électoraux de l'élection présidentielle⁵⁸ – qui n'est pas sans rappeler les événements similaires du 6 janvier 2022 aux États-Unis⁵⁹ –, illustrent la remise en question, par des leaders populistes de droite radicale, du jeu institutionnel et de l'ordre constitutionnel. En ce sens, la pertinence de la distinction généralement faite entre extrême droite et populisme de droite radicale doit être éprouvée à la lumière de ces événements qui tendent à démontrer l'étroite frontière qui les distingue.

Face à ce constat, nous privilégions tout de même à ce stade l'appellation de populistes de droite radicale pour qualifier les partis que nous étudions. Nous revenons sur la distinction entre extrême droite et populisme de droite radicale au moment de discuter les résultats de cette recherche qui apportent des éléments permettant de la questionner.

Démarche méthodologique

L'ancrage historique et le poids électoral du VB et du RN⁶⁰ ont été parmi les éléments qui ont motivé leur sélection pour cette étude. Par ailleurs, ils se distinguent par le système institutionnel dans lequel ils évoluent – d'une part, un système fé-

52 Camus, Jean-Yves, « Le processus de normalisation des droites radicales en Europe », dans *Cités* 1, n°1 (2011) : 153-156.

Debras, « *L'extrême droite et la démocratie : entre opposition et récupération* », 2016, 543-567.

53 Albertazzi and Mueller, "Populism and Liberal Democracy", 2013, 343-371.

54 Biard, *L'influence des partis populistes de droite radicale sur la fabrique des politiques publiques en démocratie*, 2019.

55 Albertazzi and Mueller, "Populism and Liberal Democracy", 2013, 343-371.

56 Ibid.

57 Leloup, Damien, « Émeutes au Brésil : sur les réseaux sociaux, une tentative d'insurrection organisée à ciel ouvert », *Le Monde*, 9 janvier 2023. https://www.lemonde.fr/pixels/article/2023/01/09/emeutes-au-bresil-sur-les-reseaux-sociaux-une-tentative-d-insurrection-organisee-a-ciel-ouvert_6157164_4408996.html.

58 Romero Ruiz, Sonia, « Le recours de Jair Bolsonaro contre le résultat de l'élection présidentielle est rejeté » dans *L'Écho*, 24 novembre 2022. <https://www.lecho.be/economie-politique/international/amerique-latine/le-recours-de-jair-bolsonaro-contre-le-resultat-de-l-election-presidentielle-est-rejete/10430027.html>.

59 Voir Piazza, James and Van Doren, Natalia, "It's About Hate: Approval of Donald Trump, Racism, Xenophobia and Support for Political Violence", dans *American Politics Research*, 2022: 1-16.

60 Biard, *L'influence des partis populistes de droite radicale sur la fabrique des politiques publiques en démocratie*, 2019.

déral *a priori* complexe,⁶¹ d'autre part, un système unitaire décentralisé⁶² – ainsi que par l'ethnorégionalisme défendu par le VB.⁶³ Dans le cadre de cette recherche, nous supposons que ces traits ont pu jouer un rôle dans les discours tenus par ces partis durant la pandémie.

Nous avons étudié les propos de ces partis sur Twitter et au sein du Parlement central,⁶⁴ et ce compte tenu des singularités de ces arènes. Tandis que Twitter est un outil de communication politique qui vise – au moins *a minima* – le grand public,⁶⁵ les déclarations orales de ces partis au sein du Parlement central, que nous avons étudiées, s'inscrivent dans un cadre professionnel et formel. Celles-ci permettent l'exposition longue d'idées et d'opinions et présentent *a priori* une dimension de « *show* » politique qui pourrait se révéler intéressante au regard de la problématique étudiée.

Les discours de ces partis dans ces deux arènes qui traitent – directement ou indirectement – de questions entourant la démocratie ont été retenus.⁶⁶ Sur Twitter, une série de mots clés⁶⁷ a été utilisée pour accéder à ces tweets et procéder, dans un deuxième temps, à une sélection manuelle sur base de leur contenu. À l'inverse, les déclarations orales ont dû être consultées individuellement pour ne retenir que celles qui abordent la problématique étudiée. *In fine*, tandis que trente-neuf tweets du RN et trente-deux du VB ont pu être collectés, cinquante-trois questions orales du VB et cinquante et une interventions orales du RN ont pu être récoltées.

Une analyse thématique de ces données a, par la suite, été réalisée. Cette méthode permet de déceler les idées contenues dans un ensemble de données et d'en rendre compte par la constitution de thèmes qui en sont représentatifs.⁶⁸ Cette analyse a donné lieu à cinq thèmes qui mettent en évidence une forte critique de la démocratie contemporaine par ces partis durant la pandémie. Dans cet article, ces thèmes sont mobilisés pour rendre compte de la manière dont le radicalisme promu par ces forces politiques habite leurs discours durant cette période.

Résultats : **Le radicalisme et la démocratie libérale en temps de crise**

Cinq thèmes ressortent de l'analyse thématique des propos du VB et du RN sur la démocratie durant la pandémie de covid-19. Le premier dénonce les menaces à la démocratie, aux libertés fondamentales et à l'État de droit. Les deux suivants accusent les autorités politiques d'agir de manière arbitraire et d'être illégitimes. Le quatrième est en phase avec le style politique populiste de ces partis, puisqu'il souligne le manque de confiance de la population dans le système politique et partisan. Enfin, ils pointent du doigt le risque de basculer dans un régime autoritaire lors de cette période.

Deux questions afférentes au radicalisme que défendent ces partis sont au cœur de ces thèmes : d'une part, ils s'opposent au système et aux autorités politiques

61 Dandoy, Régis et al., "The Future of Belgian Federalism: An Analysis of Party Preferences", dans *Regional & Federal Studies* 23, n°3 (2013): 331-351.

62 Mény, Yves., *Le système politique français* (Paris : Montchrestien), 2008.

63 De Winter, Lieven. "Ethnoregionalist parties". In *Handbook of Territorial Politics*, edited by Detterbeck, Klaus, and Hepburn, Eve, 139-157. (Northampton: Elgar), 2018.

64 Nous avons étudié les interventions orales – qui reprennent également les questions orales – des élus du RN à l'Assemblée nationale et uniquement les questions orales du VB au Parlement fédéral.

65 Roginsky, Sandrine et De Cock, Barbara, « Faire campagne sur Twitter. Modalités d'énonciation et mises en récit des candidats à l'élection européenne » dans *Les Cahiers du Numérique* 11, n°4 (2015) : 119-144.

66 Seuls les propos tenus entre mars 2020 et septembre 2021 ont été étudiés.

67 Les mots clés utilisés étaient : démocrate*, représentat*, participat*, citoyen*, État de droit, libertés, droits. Pour les tweets du Vlaams Belang, ces mots clés ont été traduits en néerlandais en amont de la recherche.

68 Nowell, Lorelli et al., "Thematic Analysis: Striving to meet the trustworthiness criteria". *International Journal of Qualitative Methods* 16, n°1 (2017): 1-13.

et prétendent incarner la volonté du peuple ; d'autre part, ils adoptent des positionnements antiminoritaires. Cette recherche s'inscrivant plus dans une volonté de questionner leur radicalisme que d'exposer en profondeur le contenu de leurs propos sur la démocratie durant la pandémie, cette section est organisée autour de ces deux questions qui illustrent la manière dont ce radicalisme se matérialise dans les thèmes constitués. Nous revenons sur les menaces que ces partis font peser sur les fondements des démocraties libérales (représentatives) dans une section ultérieure.

Entre anti-establishment et plébiscitarisme

Durant la pandémie, les partis populistes de droite radicale étudiés procèdent à une critique vigoureuse de l'*establishment* qui se traduit par une opposition ferme aux actions entreprises par les autorités politiques. Concomitamment, ils prétendent incarner la voix du peuple et s'exprimer en son nom. Ces éléments se retrouvent dans l'ensemble des thèmes susmentionnés, et ce dans des formes différentes. Concernant leur critique de l'*establishment*, ces partis remettent *de facto* en question la légitimité du système et des autorités politiques. Celles-ci sont systématiquement pointées du doigt pour leur responsabilité dans les menaces à la démocratie, aux libertés fondamentales et à l'État de droit dont ils font le constat. Ces menaces seraient perpétrées à la fois par les autorités politiques nationales, par les puissances étrangères, ou encore par l'UE.

Le style politique populiste de ces partis est ainsi au cœur de leur rhétorique durant la pandémie de covid-19. Les élites politiques mettraient en place des mesures liberticides et, dans certains cas, anticonstitutionnelles. Conformément à ce style populiste, ils se positionnent comme les forces politiques capables de rendre au peuple la souveraineté qui lui revient de droit.

« @sebchenu : « Marine Le Pen est la plus solide, la plus cohérente et la plus combative pour concourir à cette élection présidentielle, pour diriger notre pays et rendre aux Français les libertés qu'Emmanuel Macron leur enlève chaque jour » @CNEWS ».

@RNational_off, 19 juillet 2021

Leurs propos accusent les autorités d'instrumentaliser la crise sanitaire pour accroître leur pouvoir. Ainsi le VB reproche aux partis traditionnels d'avoir profité de la crise sanitaire pour contourner la volonté du peuple. Par ailleurs, le RN et le VB dénoncent aussi l'exploitation de la pandémie pour restreindre les droits et libertés des citoyens et, *in fine*, instaurer un régime dans lequel ils seraient systématiquement contrôlés.

« Les partis traditionnels exploitent la crise Corona pour porter au pouvoir une coalition de perdants sous couvert d'un gouvernement d'urgence. Bien qu'ils aient été sanctionnés par les citoyens, l'accaparement des postes reste une priorité pour ces partis. À bas la politique libérale d'accaparement ! ». ⁶⁹

@vlbelang, 20 mars 2020, traduction personnelle

« (...) Nous assistons à une inquiétante dérive vers une société de contrôle dans laquelle des citoyens devront en surveiller d'autres sous peine d'être sanctionnés (...) ».

Compte-rendu n°100 (3), Nicolas Meizonnet, 22 juillet 2021

69 "De traditionele partijen maken misbruik van de Coronacrisis om onder het mom van een noodregering een verliezerscoalitie aan de macht te brengen. Hoewel ze werden afgestraft door de burger, blijft postjespakken prioriteit voor deze partijen. Weg met de liberale graaipolitiek!" (Texte original).

Cette accusation se traduit également dans leur dénonciation de la légifération par voie réglementaire qui constituerait une entrave fondamentale à la souveraineté populaire incarnée par les représentants politiques siégeant au Parlement. La personnalisation du pouvoir à laquelle s'adonnent ces partis apparaît ici : ils se positionnent comme les porte-paroles du peuple. Ainsi, ils insistent sur les préjudices causés par les autorités politiques à la population. Celles-ci se montreraient fondamentalement méprisantes et élitistes dans leurs actions. Les élites sociétales s'en trouveraient privilégiées notamment dans le contrôle du respect des mesures sanitaires. Par ailleurs, les autorités diviseraient le peuple en alimentant les clivages qui règnent autour du bien-fondé des mesures sanitaires.

« @JulienOdoul : "Cette société de surveillance va générer de la violence et des tensions, qu'Emmanuel Macron alimente avec des messages brutaux et méprisants à l'égard de Français qui manifestent simplement leur inquiétude de voir leurs libertés reculer". @CNEWS ».

@RNational_off, 5 août 2021

Enfin, ils défendent une vision absolue des libertés et droits fondamentaux. La liberté d'expression ne devrait ainsi pas être restreinte sous couvert du contenu des propos tenus. Ils s'opposent donc radicalement aux limitations de la liberté de parole visant à protéger les droits de personnes tierces.

« Dérives liberticides de #Facebook qui censure @J_Bardella : il est temps de se lever pour la liberté d'expression face à la censure et au politiquement correct ! Exigez que la liberté d'expression soit garantie sur les réseaux sociaux ».

@RNational_off, 22 février 2021

Conjointement à leur critique du système et de ses autorités, ils dénoncent la non-prise en compte des signaux envoyés par la population. Le VB fait de la critique du cordon sanitaire, un élément important de sa rhétorique sur la démocratie. Il le considère comme une « monstruosité antidémocratique »⁷⁰ sur laquelle aucun citoyen n'a jamais pu s'exprimer et qui viserait à museler les électeurs. Ceci l'amène à promouvoir une forme d'extrême majoritarisme et à dénoncer l'illégitimité des autorités politiques.

« Assez, c'est assez. Arrêtez ces jeux et ces diversions. Les citoyens en ont assez et ne veulent pas d'un gouvernement de gauche et antiflamand. C'est l'heure de la vraie démocratie, c'est l'heure de nouvelles élections ! #Pas mon gouvernement ».⁷¹

@vlbelang, 21 septembre 2020, traduction personnelle

En outre, ignorer les signaux du peuple est perçu comme une dérive autoritaire par le RN. Cette non-écoute des citoyens les pousse dans certains cas à promouvoir des modes de démocratie directs en défendant, par exemple, l'instauration de référendums sur des questions saillantes.

« (...) Vous cherchez à maquiller une certaine pratique autoritaire du pouvoir jusqu'alors peu soucieuse de la vie de nos compatriotes. À un an et demi de l'élection présidentielle, vous redécouvrez enfin le référendum. (...) L'écologie est un sujet sérieux, et c'est pourquoi Marine Le Pen a proposé ce matin un véritable référendum avec des questions concrètes ».

Compte-rendu n°30 (2), Nicolas Meizonnet, 9 mars 2021

70 @vlbelang, 18 septembre 2021, traduction personnelle.

"Het cordon is een antidemocratisch gedrocht" (Texte original).

71 *"Genoeg is genoeg. Stop met die spelletjes en afleidingsmanoeuvres. De burger is het beu en wil geen linkse en anti-Vlaamse regering. Tijd voor échte democratie, tijd voor nieuwe verkiezingen!* (Texte original).

Les minorités comme cibles

Conformément au nativisme qu'ils promeuvent,⁷² le VB et le RN pointent les minorités du doigt dans leurs propos sur la démocratie lors de la pandémie. De l'application des mesures sanitaires à la migration en passant par la criminalité et le terrorisme, les non-natifs tendent à être perçus comme des menaces. Au cœur de ces propos se trouve une critique de l'Islam.

À l'instar des élites, les populations de migrants ou, plus largement, de personnes supposées ne pas être natives, se verraient privilégier dans l'application des mesures sanitaires selon les partis étudiés. Ainsi, ceux-ci dénoncent le caractère arbitraire de l'action publique durant la pandémie de covid-19.

*« D'un côté, en Flandre, les citoyens vont être espionnés par des drones. En revanche, à Bruxelles, les funérailles islamiques auxquelles participent des centaines de personnes sont autorisées à se dérouler en toute tranquillité (...) ».*⁷³

Question orale n°55001194P, Tom Van Grieken, 10 décembre 2020, traduction personnelle

Outre les mesures sanitaires *stricto sensu*, les non-natifs seraient constamment privilégiés par les autorités publiques au détriment des natifs qui, à l'inverse, verraient leurs libertés et droits drastiquement restreints durant cette période et, dans certains cas, au-delà. Par exemple, l'autorisation de manifestations dites « islamiques » est vivement critiquée par le VB qui souligne que de tels événements ne sont pas autorisés pour les natifs, qui se voient fortement réprimés par les forces de l'ordre. En outre, la migration est particulièrement pointée du doigt quand il s'agit de l'arbitraire des actions des autorités.

« @sebchenu : "Si vous êtes un migrant qui veut entrer en France clandestinement, pas de problème, mais le gouvernement va envoyer la police contrôler les Français qui veulent boire un café en terrasse ? Dans quel monde nous emmène Emmanuel Macron ?!" @CNEWS ».

@RNational_off, 19 juillet 2021

*« Vous ne laissez même pas vos policiers entrer dans les maisons des immigrants illégaux qui ont reçu l'ordre de quitter le territoire. Vous êtes autorisé à faire une descente chez les Flamands qui ont organisé un barbecue. Nous devons protéger les droits des immigrants illégaux qui ont épuisé tous les recours légaux et qui auraient dû rentrer chez eux depuis longtemps. On n'a pas le droit d'y contrevenir ».*⁷⁴

Question orale n°55001724P, Dries Van Langenhove, 3 juin 2021, traduction personnelle

Au-delà de la dénonciation de l'arbitraire supposé être inhérent aux décisions des autorités politiques, ces partis se montrent fondamentalement critiques envers l'Islam et certains de ses principes, qu'ils considèrent comme des menaces aux libertés et droits fondamentaux promus dans les démocraties libérales. Ainsi, la nomination de Ihsane Haouach au poste de Commissaire du gouvernement auprès de l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes⁷⁵ est dénoncée par le VB,

⁷² Mudde, *The Populist Radical Right: A Reader*, 2017.

⁷³ "Enerzijds gaat men in Vlaanderen de burgers bespioneren met drones. Anderzijds mogen in Brussel islamitische begrafeningen met honderden aanwezigen gerust plaatsvinden" (Texte original).

⁷⁴ "U laat uw politiemensen niet eens het huis betreden van illegalen die een bevel hebben gekregen om het grondgebied te verlaten. Bij Vlamingen die een barbecue hebben georganiseerd, mag men wel binnenvallen. De rechten van een uitgeprocedeerde illegaal die al lang had moeten terugkeren moeten we beschermen. Daar mag men niet binnenvallen" (Texte original).

⁷⁵ Belga, « Signes convictionnels : Ihsane Haouach désignée commissaire du gouvernement, le MR monte au créneau ». *Le Soir*, 1 juin 2021. <https://www.lesoir.be/375453/article/2021-06-01/signes-convictionnels-ihsane-haouach-designee-commissaire-du-gouvernement-le-mr>.

qui considère que la désignation d'une femme voilée à un tel poste constituerait un recul pour les libertés des femmes. De la même façon, le RN lie les questions d'Islam et de mise en danger des libertés fondamentales.

« (...) il faut interdire le voile islamique dans l'espace public et l'enseignement supérieur, car c'est un symbole de régression, d'oppression, de conquête ; il faut mettre fin à la submersion migratoire, en finir avec le modèle d'intégration et revenir à un modèle d'assimilation (...) ».

Compte-rendu n°88⁽²⁾, Nicolas Meizonnet, 28 juin 2021

Enfin, la criminalité est souvent étroitement liée à la migration et à l'islam dans leurs propos. Le VB fait l'amalgame entre les criminels et les immigrés dans le tweet suivant : il y appelle à un nettoyage du pays et à faire régner « la loi et l'ordre ».

« Combien d'autres policiers devront-ils subir des blessures mortelles avant que ces immigrés soient sévèrement punis ? Arrêtez avec les travailleurs du coin de la rue, les organisations à but non lucratif subventionnées et la politique des symboles de gauche. Il est temps de faire régner la loi et l'ordre. Il est enfin temps de faire le ménage à Bruxelles ! ».⁷⁶

@vbelang, 15 janvier 2021, traduction personnelle

Discussion et conclusion : Les partis populistes de droite radicale, quels enjeux pour la sécurité des démocraties libérales ?

Lors de la pandémie, le radicalisme de droite promu par le VB et le RN ainsi que leur style politique populiste sont au cœur de leur rhétorique. Nous avons souligné deux éléments principaux : d'une part, ces partis procèdent à une critique vigoureuse de *l'establishment* et défendent le plébiscitarisme ; d'autre part, ils tiennent des propos antiminoritaires.

Les caractéristiques du populisme de droite radicale ressortent des discours du VB et du RN durant la pandémie. Le nativisme et l'ethnocratie qu'ils défendent,⁷⁷ qui sont profondément contraires aux fondements des démocraties libérales dans lesquelles l'égalité de droits doit être garantie,⁷⁸ y occupent une place prépondérante. Entre l'appel au nettoyage de Bruxelles de ses criminels étrangers – qui reflète aussi l'autoritarisme qu'ils promeuvent,⁷⁹ – la promotion de l'interdiction de porter le voile dans l'espace public, en passant par la dénonciation de la favorisation des individus non natifs dans l'application des mesures sanitaires et par l'appel à écouter le peuple considéré comme composé des Français et Flamands natifs, ces partis font du nativisme et de l'ethnocratie des éléments dominants de leurs discours. Leur style politique populiste⁸⁰ se reflète également dans leurs propos : la dénonciation de l'arbitraire, du mépris et de l'élitisme des autorités politiques et les accusations de dérives autoritaires en sont des illustrations.

Nous l'avons mentionné, les partis populistes de droite radicale joueraient le jeu des institutions, tout en étant radicalement opposés aux fondements des démo-

76 "Hoeveel politieagenten moeten nog levensgevaarlijke verwondingen oplopen, alvorens men dit allochtoon tuig keihard aanpakt? Stop met straathoekwerkers, gesubsidieerde vzw's en linkse symboolpolitiek. Het is tijd voor recht én orde. Tijd om Brussel eindelijk op te kuisen!" (Texte original).

77 Mudde, *The Populist Radical Right: A Reader*, 2017.

78 Habermas, Jürgen. « Trois versions de la démocratie libérale », dans *Le Débat* 125, n°3 (2003) : 122-131.

79 Mudde, *The Populist Radical Right: A Reader*, 2017.

Biard et al, *Do they make a difference?*, 2019.

80 Mudde, *Populist Radical Right Parties in Europe*, 2007.

craties libérales.⁸¹ Par ailleurs, malgré des tentatives de lissage de leurs discours radicaux, leurs positionnements illibéraux subsisteraient.⁸² Nos résultats complètent ces éléments en contribuant à mettre en lumière la menace que ces partis posent à la stabilité des démocraties libérales. Leurs tentatives d'assouplissement de leurs propos, substantiellement radicaux, ressortent des résultats présentés. À titre d'illustration, il apparaît qu'ils instrumentalisent la défense de certaines caractéristiques des démocraties libérales (État de droit, libertés et droits fondamentaux, etc.) pour alimenter leur critique de l'*establishment*. La déformation de la réalité à laquelle ils s'adonnent dans leur critique du système⁸³ est en phase avec le radicalisme dans lequel ils s'inscrivent. En effet, ils mettent ces manipulations au service de la promotion de transformations des régimes politiques. Ainsi, ils dénoncent la non-prise en compte des votes des électeurs, ou encore les pratiques autoritaires du pouvoir, au service – pour le RN – de la défense d'une forme de démocratie plus directe ou – pour le VB – d'un lien plébiscitaire entre les représentants incarnant la volonté populaire et les citoyens. Ce faisant, la personnalisation du pouvoir défendue par ces partis⁸⁴ ressort de nos résultats.

Plusieurs des fondements des démocraties libérales sont menacés dans leurs propos. Par exemple, l'égalité de droits y est *de facto* remise en question. Garantir une forme de liberté d'expression absolue contreviendrait à ce principe en ce que les droits des minorités – souvent ciblées par ces partis – pourraient s'en trouver bafoués. Ils contreviennent aussi à la liberté de pensée, de conscience et de religion⁸⁵ en promouvant l'assimilation, ou encore en critiquant « (...) la société super-diversifiée dont parlent tant les politiciens de gauche (...) ».⁸⁶ Leurs propos se rapprochent d'une forme d'islamophobie : cela corrobore le nativisme que cette famille de partis promeut.⁸⁷ En outre, l'extrême majoritarisme, qu'ils défendent parfois, contrevient au pluralisme politique des démocraties libérales. En dénonçant l'illégitimité des autres partis flamands à occuper des postes gouvernementaux, le VB se positionne comme l'une des seules formations politiques pouvant légitimement prétendre à une place au gouvernement fédéral, et ce compte tenu de ses résultats électoraux. Il considère ainsi que la volonté de la majorité des Flamands devrait être la volonté de tous. À l'inverse, la démocratie libérale veut que la majorité ne soit pas toute puissante et que sa volonté ne coïncide pas avec celle de tous les citoyens.⁸⁸

Les résultats mettent en exergue que les partis populistes de droite radicale pourraient constituer des menaces aux démocraties libérales contemporaines. La croissance électorale conséquente que connaît cette famille de partis politiques exacerbe l'impératif de prendre ces menaces au sérieux.⁸⁹ En effet, ils influencent *de facto* les politiques publiques.⁹⁰ Cette influence peut être indirecte et être « (...) un reflet de l'évolution des préférences politiques des partis traditionnels en raison de la pression électorale (...) des partis populistes de droite radicale ».⁹¹ Ainsi, ils peuvent parvenir à radicaliser les positionnements des autres forces politiques sur

81 Betz and Johnson, "Against the Current—Stemming the Tide", 2004, 312.

82 Voir Surel, "How to stay populist?", 2019, 1230-1257.

83 Schiffino et Jamin, « Démocratie et légitimité », 2021, 353-374.

84 Mudde, *Populist Radical Right Parties in Europe*, 2007.

85 Convention européenne des droits de l'homme (CEDH), art. 9, sec. 1.

86 @vlbelang, 13 janvier 2021, traduction personnelle.

"(...) superdiverse samenleving waar de links-liberale politici hun mond van vol hebben?" (Texte original).

87 Mudde, *The Populist Radical Right: A Reader*, 2017.

88 Albertazzi and Mueller, "Populism and Liberal Democracy", 2003, 343-371.

89 Rooduijn, Matthijs, "The rise of the populist radical right in Western Europe", in *European View* 14, n°1 (2015): 3-11.

90 Biard, *L'influence des partis populistes de droite radicale sur la fabrique des politiques publiques en démocratie*, 2019, 365-367.

91 Mudde, Cas, "Three Decades of Populist Radical Right Parties in Western Europe: So What?", in *European Journal of Political Research* 52, no 1 (2013): 10.

"(...) a reflection of shifts in the policy preferences of mainstream parties because of perceived electoral pressure from PRRPs" (Texte original).

des questions telles que le multiculturalisme.⁹² Au pouvoir, ces forces politiques voient leur influence croître significativement. De récents travaux ont montré que la présence de l'un de ces partis au sein de gouvernements de coalition participe à une diminution des libertés et droits fondamentaux : les menaces à la liberté d'expression, de religion, et à l'égalité sociale sont particulièrement pointées du doigt.⁹³ À titre d'illustration, en Italie, les gouvernements incluant l'un de ces partis ont pris des initiatives restreignant les droits des minorités, la liberté d'expression, ou encore l'indépendance du pouvoir judiciaire. En Autriche, la liberté académique a été menacée par le *Freiheitliche Partei Österreichs* (FPÖ). En Pologne, la *Liga Polskich Rodzin* (LPR), qui considère les homosexuels comme des menaces à la culture polonaise, a été à l'origine de propos et de politiques homophobes. Des politiques éducatives bannissant toute référence à l'homosexualité ont ainsi été implémentées. En outre, les manifestations LGBTQIA+ avaient été interdites, ce qui a valu à la Pologne d'être reconnue coupable de violations par la Cour européenne des Droits de l'Homme.⁹⁴ Par conséquent, la rhétorique des partis étudiés dans cette recherche est à considérer à la lumière de la menace qu'elle pourrait représenter pour les démocraties libérales.

Dans un climat de désaffection politique⁹⁵ croissante et de saillance des enjeux migratoires, le succès de ces partis populistes radicaux pourrait se trouver consolidé :⁹⁶ en découle une menace d'autant plus importante aux principes des démocraties libérales. En effet, la désaffection politique ambiante tend à bénéficier à ces partis qui l'entretiennent par l'alimentation d'un clivage entre l'*establishment* et le peuple.⁹⁷ Ainsi, elle est à la fois une cause et une conséquence du soutien à ces forces politiques.⁹⁸ *In fine*, la désaffection politique à laquelle contribuent les partis populistes de droite radicale peut se traduire par des actions violentes mettant encore davantage en danger les fondements des démocraties libérales.⁹⁹ Par exemple, des groupuscules d'extrême droite, parfois indirectement liés à ces forces politiques, perpètrent des actions violentes : en témoignent les actes des partisans de Donald Trump lors de l'assaut du Capitole en janvier 2022¹⁰⁰ et les événements brésiliens similaires de janvier 2023.¹⁰¹ Bien qu'il ne faille pas faire d'inférence simpliste, les partis populistes de droite radicale, par leur rhétorique *antiestablishment* et xénophobe, tendent à « prépar[er] le terrain à ces groupuscules dont ils se démarquent avec soin ».¹⁰²

Tout en mettant en avant les caractéristiques des partis populistes de droite radicale, les résultats de cette recherche consolident la nécessité de questionner la distinction entre populisme de droite radicale et extrême droite, qui en est une sous-catégorie. Pour rappel, le populisme de droite radicale s'en distinguerait principalement par le respect du jeu institutionnel et de l'ordre constitutionnel.¹⁰³ Nos

92 Voir Han, Kyung Joon, "The Impact of Radical Right-Wing Parties on the Positions of Mainstream Parties Regarding Multiculturalism", in *West European Politics* 38, n° 3 (2015): 571-572.

93 Bichay, Nicolas, "Populist radical-right junior coalition partners and liberal democracy in Europe", *Party Politics*, 2022: 1-11.

94 Albertazzi and Mueller, "Populism and Liberal Democracy", 2003, 343-371.

95 La désaffection politique renvoie aux perceptions et représentations négatives que présente la population à propos du système et des acteurs politiques. Hay, Colin. *Why We Hate Politics?* (Cambridge: Polity Press), 2007.

96 Voir Dennison, James, and Geddes, Andrew. "A Rising Tide? The Salience of Immigration and the Rise of Anti-Immigration Political Parties in Western Europe", in *The Political Quarterly* 90, no 1 (2019): 107-116.

97 Rooduijn, Matthijs, van der Brug, Wouter and de Lange, L. Sarah, "Expressing or fuelling discontent? The relationship between populist voting and political discontent", in *Electoral Studies* 43, 2016: 3240.

Pappas, S. Takis, "Populism Emergent: A Framework for Analyzing Its Contexts, Mechanics, and Outcomes", *European University Institute Working Paper*, 2012: 1-31.

98 Rooduijn, van der Brug and de Lange, "Expressing or fuelling discontent?", 2016, 32-40.

99 Voir Mudde, *The Far Right Today*, 2019.

100 Voir Piazza and Van Doren, "It's About Hate", 2022, 1-16.

101 Romero Ruiz, « Le recours de Jair Bolsonaro contre le résultat de l'élection présidentielle est rejeté », *L'Écho*, 24 novembre 2022.

102 Chebel d'Appollonia, Arianne, « Les partis d'extrême droite et l'Europe », dans *Cultures & conflits* 7, 1992 : 7.

103 Biard, *L'influence des partis populistes de droite radicale sur la fabrique des politiques publiques en démocratie*, 2019.

résultats soulignent que, durant la pandémie, ces partis s'opposent *de facto* à certains principes constitutifs des démocraties représentatives. Ainsi, l'ordre constitutionnel de ces démocraties tend à être ébranlé par ces forces politiques. En outre, leurs discours antiminoritaires et *antiestablishment* pourraient alimenter, comme cela a été le cas au Brésil et aux États-Unis, des actions insurrectionnelles visant à accéder au pouvoir qui, en plus d'être fondamentalement contraires à l'ordre constitutionnel des démocraties libérales, sont opposées au jeu démocratique. Par conséquent, il apparaît légitime de questionner le caractère démocratique des partis étudiés. *In fine*, qualifier ces forces politiques de partis populistes de droite radicale et les distinguer de l'extrême droite semble de plus en plus contestable. En effet, les seuls traits qui les distinguent sont remis en question, d'une part par les résultats de cette recherche, qui mettent en avant la contestation de l'ordre constitutionnel à laquelle s'adonnent ces forces politiques durant la pandémie et, d'autre part, par les récents événements présentés.

Indépendamment de ces considérations conceptuelles, il semble impératif d'être attentif aux propos que peuvent tenir ces partis dans les différentes arènes dans lesquelles leur rhétorique est développée. Par ailleurs, les implications de ces discours sur les attitudes des citoyens envers les systèmes politiques doivent être considérées, et ce dans l'optique de prévenir une polarisation des démocraties libérales conduisant parfois à la prolifération de la violence.¹⁰⁴ Tant le monde académique que les organismes responsables d'identifier et de lutter contre ces menaces y ont un rôle à jouer. ●

.....
104 voir Piazza, James., "Political Polarization and Political Violence", dans *SSRN Electronic Journal*, 2022: 1-41.

BIBLIOGRAPHIE

- Akkerman, Tjitske. "Populism and Democracy: Challenge or Pathology?". *Acta Politica* 38, n° 2 (2003): 147-159.
- Albertazzi, Daniele, and Sean Mueller. "Populism and Liberal Democracy: Populists in Government in Austria, Italy, Poland and Switzerland". *Government and Opposition* 48, n°3 (2013): 343-371.
- Belga. « Signes convictionnels : Ihsane Haouach désignée commissaire du gouvernement, le MR monte au créneau ». *Le Soir*, 1 juin 2021. <https://www.lesoir.be/375453/article/2021-06-01/signes-convictionnels-ihsane-haouach-de-signee-commissaire-du-gouvernement-le-mr>.
- Betz, Hans-Georg. *Radical right-wing populism in Western Europe*. New York: St. Martin Press, 1994.
- Betz, Hans-Georg, and Johnson, Carol. "Against the Current—Stemming the Tide: The Nostalgic Ideology of the Contemporary Radical Populist Right". *Journal of Political Ideologies* 9, n°3 (2004): 311-327.
- Betz, Hans-Georg. "Beware! Populism Might be Bad for Your Health". *Fair Observer*, January 27, 2021. <https://www.fairobserver.com/region/europe/hans-georg-betz-germany-far-right-afd-covid-19-conspiracy-infection-rates-link-news-15261/>.
- Biard, Benjamin et Dandoy, Régis. « Les préférences démocratiques au sein des partis populistes en Belgique ». dans *L'État face à ses transformations*, éditée par Biard Benjamin, 231-257. Louvain-la-Neuve : Academia L'Harmattan, 2018.
- Biard, Benjamin. *L'influence des partis populistes de droite radicale sur la fabrique des politiques publiques en démocratie : étude comparée des cas suisse, français et belge*. Thèse de doctorat : UCLouvain, 2019.
- Biard, Benjamin. « L'extrême droite en Europe occidentale (2004-2019) ». *Courrier hebdomadaire du CRISP* 15, n°2420-2421 (2019) : 5-106.
- Biard, Benjamin, Bernhard, Laurent and Betz, Hans-Georg. *Do they make a difference? The policy influence of radical right populist parties in Western Europe*. ECPR Press, 2019.
- Bichay, Nicolas. "Populist radical-right junior coalition partners and liberal democracy in Europe". *Party Politics*, 2022, 1-11.
- Camus, Jean-Yves. « Le processus de normalisation des droites radicales en Europe ». *Cités* 1, n°1 (2011) : 153-156.
- Camus, Jean-Yves. « Les droites populistes radicales en Europe occidentale ». In *Le retour des populismes : L'état du monde*, édité par Badie Bertrand, 175-181. Paris : La Découverte, 2018.
- Chebel d'Appolonia, Arianne. « Les partis d'extrême droite et l'Europe ». *Cultures & conflits* 7, 1992 : 1-12.
- Coppedge, Michael, Gerring, John, Altman, David, Bernhard, Michael, Fish, Steven, Hicken, Allen, Kroenig, Matthew, Lindberg, I. Staffan, McMann, Kelly and Paxton, Pamela. "Conceptualizing and measuring democracy: A new approach". *Perspectives on Politics* 9, n°2 (2011): 247-267.

- Dandoy, Régis, Matagne Geoffroy, and Van Wynsberghe, Caroline. "The future of Belgian federalism: An analysis of party preferences". *Regional & Federal Studies* 23, n° 3 (2013): 331-351.
- Debras, François. « L'extrême droite et la démocratie : entre opposition et récupération ». In *L'extrême droite en Europe*, édité par Jamin Jérôme, 543-567. Bruxelles : Bruylant, 2016.
- Dennison, James, and Geddes, Andrew. "A Rising Tide? The Salience of Immigration and the Rise of Anti-Immigration Political Parties in Western Europe". *The Political Quarterly* 90, n°1 (2019): 107-116.
- De Winter, Lieven. "Ethnoregionalist parties". In *Handbook of Territorial Politics*, edited by Detterbeck, Klaus, and Hepburn, Eve, 139-157. Northampton: Elgar, 2018.
- Fœssel, Michaël. « Les langages du peuple. Exercices du pouvoir et usages du discours ». *Revue d'éthique et de théologie morale* 4, n°4 (2013) : 9-23.
- Garzia, Diego. "The Italian Parliamentary Election of 2022: The Populist Radical Right Takes Charge". *West European Politics*, 2022: 111.
- Godin, Christian. « Qu'est-ce que le populisme ? ». *Cités* 49, n°1 (2012) : 11-25.
- Habermas, Jürgen. « Trois versions de la démocratie libérale ». *Le Débat* 125, n°3 (2003) : 122-131.
- Halikiopoulou, Daphne and Vasilopoulou, Sofia. "Breaching the Social Contract: Crises of Democratic Representation and Patterns of Extreme Right Party Support". *Government and Opposition* 53, n° 1 (2018): 26-50.
- Han, Kyung Joon. "The Impact of Radical Right-Wing Parties on the Positions of Mainstream Parties Regarding Multiculturalism". *West European Politics* 38, n°3 (2015): 557-576.
- Hay, Colin. *Why We Hate Politics?*. Cambridge: Polity Press, 2007.
- Heinisch, Reinhard, McDonnell, Duncan and Werner, Annika. "Equivocal Euroscepticism: How Populist Radical Right Parties Can Have Their EU Cake and Eat It". *JCMS: Journal of Common Market Studies* 59, n° 2 (2021): 189-205.
- Ivaldi, Gilles. « Permanences et évolutions de l'idéologie frontiste ». Dans *Le Front national : Mutations de l'extrême droite française*, édité par Delwit Pascal, 95-112. Bruxelles : Éditions de l'Université de Bruxelles, 2012.
- Jagers, Jan, and Walgrave Stefaan. "Populism as Political Communication Style: An Empirical Study of Political Parties' Discourse in Belgium". *European Journal of Political Research* 46, n°3 (2007): 319-345.
- Jamin, Jérôme. « Idéologies et populismes ». Dans *L'extrême droite en Europe*, édité par Jamin Jérôme, 17-37. Bruxelles : Bruylant, 2016.
- Leloup, Damien. « Émeutes au Brésil : sur les réseaux sociaux, une tentative d'insurrection organisée à ciel ouvert ». *Le Monde*, 9 janvier 2023. https://www.lemonde.fr/pixels/article/2023/01/09/emeutes-au-bresil-sur-les-reseaux-sociaux-une-tentative-d-insurrection-organisee-a-ciel-ouvert_6157164_4408996.html.
- Mény, Yves. *Le système politique français*. Paris : Montchrestien, 2008.

- Mudde, Cas. *Populist Radical Right Parties in Europe*. New York: Cambridge University Press, 2007.
- Mudde, Cas. "Three Decades of Populist Radical Right Parties in Western Europe: So What?". *European Journal of Political Research* 52, n°1 (2013): 1-19.
- Mudde, Cas. *The Populist Radical Right: A Reader*. London & New York: Routledge, 2017.
- Mudde, Cas, and Kaltwasser, Cristobal Rovira. *Populism: A Very Short Introduction*. New York: Oxford University Press, 2017.
- Mudde, Cas. *The Far Right Today*. Cambridge: Polity Press, 2019.
- Nowell, S. Lorelli, Norris, M. Jill, White, E. Deborah, and Moules, J. Nancy. "Thematic analysis: Striving to meet the trustworthiness criteria". *International journal of qualitative methods* 16, n° 1 (2017): 1-13.
- Pappas, S. Takis. "Populism Emergent: A Framework for Analyzing Its Contexts, Mechanics, and Outcomes". *European University Institute Working Paper*, 2012: 1-31.
- Pavy, Julien. « "Non à la dictature sanitaire" : des manifestations en France contre l'incitation à la vaccination ». *Euronews*, 19 juillet 2021. <https://fr.euronews.com/2021/07/17/non-a-la-dictature-sanitaire-des-manifestations-en-france-contre-l-incitation-a-la-vaccina>.
- Piazza, James and Van Doren, Natalia. "It's About Hate: Approval of Donald Trump, Racism, Xenophobia and Support for Political Violence". *American Politics Research*, 2022: 1-16.
- Piazza, James. "Political Polarization and Political Violence". *SSRN Electronic Journal*, 2022: 1-41.
- Roginsky, Sandrine et De Cock, Barbara. « Faire campagne sur Twitter. Modalités d'énonciation et mises en récit des candidats à l'élection européenne ». *Les Cahiers du Numérique* 11, n°4 (215) : 119-144.
- Romero Ruiz, Sonia. « Le recours de Jair Bolsonaro contre le résultat de l'élection présidentielle est rejeté ». *L'Écho*, 24 novembre 2022. <https://www.lecho.be/economie-politique/international/amerique-latine/le-recours-de-jair-bolsonaro-contre-le-resultat-de-l-election-presidentielle-est-rejete/10430027.html>.
- Rooduijn, Matthijs. "The rise of the populist radical right in Western Europe". *European View* 14, n°1 (2015): 3-11.
- Rooduijn, Matthijs, van der Brug, Wouter, and de Lange, L. Sarah. "Expressing or fueling discontent? The relationship between populist voting and political discontent". *Electoral Studies* 43, 2016: 32-40.
- Schifano, Nathalie. *Crises politiques et démocratie en Belgique*. Paris : L'Harmattan, 2003.
- Schifano, Nathalie, Jacquet, Vincent, Cogels Maximilien et Reuchamps, Min. « Les gouvernants face aux transformations de la démocratie. Le point de vue des ministres et des présidents de parti ». *Gouvernement et action publique* 8, n°2 (2019) : 57-80.
- Schifano, Nathalie et Jamin, Jérôme. « Démocratie et légitimité ». In *Les transformations de la légitimité démocratique : Idéaux, revendications et perceptions*,

édité par Damay Ludivine, et Jacquet Vincent, 353-374. Louvain-la-Neuve : Académia L'Harmattan, 2021.

- Surel, Yves. "How to stay populist? The Front National and the changing French party system". *West European Politics* 42, n°6 (2019): 1230-1257.
- Taguieff, Pierre-André. « La rhétorique du national-populisme ». *Mots* 9, 1984 : 113-139.
- Taguieff, Pierre-André. « Le populisme et la science politique. Du mirage conceptuel aux vrais problèmes ». *Vingtième Siècle. Revue d'histoire* 56, 1997 : 4-33.

GOVERNEMENTALITÉ DE LA GUERRE D'INVASION RUSSE EN UKRAINE :

De la définition de l'état de guerre permanent comme nouvelle « raison d'État » en Russie

Article écrit en juin 2023

En lien indissociable de la question géopolitique et du rapport à « l'Ouest collectif » euro-atlantique, la guerre d'invasion de l'Ukraine par la Russie a une dimension manifeste d'exacerbation de la gouvernementalité poutinienne, dans laquelle se précise la redéfinition en cours de l'état de guerre – permanent ? – comme nouvelle « raison d'État » en Russie. Pendant vingt ans, le pouvoir du gouvernement de Vladimir Poutine a tenu grâce à la démobilisation de la population russe, incitée à ne s'intéresser ni aux guerres ni à la chose publique en général. Mais le régime opère aujourd'hui un basculement total, en demandant à la société de se lever comme un seul homme et de consentir à de grands sacrifices. À n'en point douter, le poutinisme est aujourd'hui à un point de bascule et demandera de plus en plus à sa population. Une forme de « restalinisation partielle » des rapports entre l'État et la société est en marche en Russie. Les effets en sont aussi larges que profonds.

.....

Nicolas GOSSET, Politologue, titulaire d'un diplôme d'études complémentaires en sociologie politique et d'un diplôme d'études approfondies en sciences de la population et du développement (Université libre de Bruxelles), Nicolas Gosset est chercheur Russie/Eurasie au Centre d'études de sécurité et de défense de l'IRSD, spécialiste de la Russie, des anciens mondes soviétiques et des dynamiques géopolitiques eurasiatiques.

Introduction

En lançant sa guerre d'invasion à l'aube du 24 février 2022, Vladimir Poutine voulait, selon des analyses convergentes,¹ « démilitariser » et « dénazifier » l'Ukraine en quelques semaines tout au plus (entendez la « neutraliser », ce qui signifie la destruction de ses forces armées, et la « désoccidentaliser », ce qui implique un changement de régime). Ces deux objectifs – « reddition » et « kremlinisation »² – iraient logiquement de pair avec la prise de contrôle du territoire ukrainien (pour tout ou partie), et notamment de ses grands centres urbains. L'objectif final de cette « opération militaire spéciale » est évidemment politique, même si le Kremlin a annoncé qu'il s'en tiendrait à des cibles « militaires ». Au-delà du camouflage sémantique, il

¹ Olivier Kempf, *Guerre d'Ukraine* (Paris : Éditions Economica, 2022), 22-23.

² Concept développé en France par Hélène Blanc, notamment dans : Hélène Blanc, *Goodbye Poutine : L'Union européenne, la Russie et l'Ukraine* (Paris : Éditions Ginkgo, 2015). Le concept est également utilisé dans la littérature anglo-saxonne, par exemple, Graeme P. Herd, "Russia's 21st century imperialism. Understanding Russia's regional reach in an era of great power competition," per *Concordiam. Journal of European Security and Defense Issues* 11, no. 4 (2021).

Mots clés :

Russie ;

Ukraine ;

guerre permanente ;

gouvernementalité ;

Grande guerre patriotique ;

agent de l'étranger ;

poutinisme.

est frappant de constater que le narratif contextuel du Kremlin reprend systématiquement, à mots couverts, un langage employé, à bon ou parfois à plus mauvais escient, par les pays occidentaux dans les deux dernières décennies, invoquant (contre toute évidence) un « génocide » dans le Donbass (référence au Kosovo, 1999), suggérant aussi que la « junte » de Kiev doit être renversé (référence à la Libye, 2011) et prétendant même (à l'encontre des faits) que l'Ukraine pourrait chercher à produire des armes nucléaires (référence à l'Irak, 2003), comme arguments pour « justifier » son intervention en Ukraine ; une entreprise militaire, non pas de « maintien de la paix » et « d'autodéfense préventive » comme faussement présenté à sa population par la machine de propagande russe, mais bien « d'imposition de la volonté » (de V. Poutine).

Derrière l'ambition russe de « retournement » historiciste, l'obsession de la « frontière épaisse »

En lien indissociable de la question géopolitique et du rapport à « l'Ouest collectif » euro-atlantique, la guerre d'invasion de l'Ukraine par la Russie a une dimension manifeste de territorialisation de la gouvernementalité poutinienne³ qu'il convient de pas négliger. Quelques soient les évidentes difficultés rencontrées sur le terrain par cette « opération militaire spéciale » fondée sur une « vision stratégique et politique déformée de la réalité ukrainienne »,⁴ le Kremlin, à défaut d'y être contraint, ne laissera pas volontairement tomber les objectifs d'imposition de (sa) volonté qu'il s'est fixé à cet égard. L'invasion de l'Ukraine lancée par Vladimir Poutine, « sa » guerre à bien des égards, s'inscrit dans la longue histoire d'un empire qui s'est effondré et reconstitué deux fois en un siècle. Elle est devenue sous sa conduite l'expression paroxystique du « virus impérial ancré dans la société russe ».⁵

Répétons-le : les circonstances, les objectifs et la forme que prend la guerre d'invasion de la Russie contre l'Ukraine doivent être appréciées à l'aune des convictions affichées, publiées et répétées maintes fois par le président russe. Dans le projet de réécriture révisionniste de l'histoire de l'Ukraine et de la nation ukrainienne énoncé en « explication de texte » à sa déclaration de guerre et à l'invasion du pays,⁶ où il a appuyé de manière répétée sa thèse professée et déclinée à de multiples reprises de la prétendue « unité contrariée des Russes et des Ukrainiens » comme ne formant en fait « qu'un seul peuple » « injustement séparé par l'effondrement de l'Union soviétique » réinterprété comme la « désintégration de la Russie historique »,⁷ Vladimir Poutine a fait grand cas de marteler sa conviction selon laquelle l'Ukraine serait un état « artificiel », dont la composition soviétique, « accidentellement » figée par les indépendances au moment de l'effondrement de l'URSS en 1991, serait une « erreur historique » qu'il conviendrait (et lui appartiendrait) de réparer. Depuis qu'il est président, il a endossé la stature sans cesse amplifiée au fil des ans d'un rassembleur des terres russes, russophones et orthodoxes. Pour Vladimir Poutine, déterminé à

3 Pascale Laborier, « La gouvernementalité, » in Michel Foucault. *Un héritage critique*, éd. Jean-François Bert et Jérôme Lamy (Paris : Éditions du CNRS, 2014), 169-181.

4 Isabelle Facon, « L'armée russe, une puissance militaire fantasmée à l'épreuve », *Le Monde*, 17 mars 2022, Tribune, https://www.lemonde.fr/idees/article/2022/03/17/isabelle-facon-l-armee-russe-une-puissance-militaire-fantasmee-a-l-epreuve_6117836_3232.html (consulté le 10 février 2023).

5 Aude Merlin, « Il y a un virus impérial ancré dans la société russe », *L'Écho*, 25 septembre 2022, Carte blanche, <https://www.lecho.be/economie-politique/international/general/aude-merlin-politologue-specialiste-de-la-russie-il-y-a-un-virus-imperial-ancre-dans-la-societe-russe/10415853.html> (consulté le 10 février 2023).

6 « Ukraine : La déclaration de guerre de Vladimir Poutine » (24 février 2022), consultable en français sur la chaîne YouTube Le Figaro Live, <https://www.youtube.com/watch?v=VrNQqWPGgyA> (consulté le 12 février 2023).

7 Article signé par Vladimir Poutine, *De l'unité historique des Russes et des Ukrainiens*, mis en ligne le 12 juillet 2021 (en russe, en anglais et en ukrainien) et disponible pour la version anglaise sur le site du Kremlin, <http://en.kremlin.ru/events/president/news/66181> (consulté le 12 février 2023), 4.

imposer par la force militaire les préceptes dogmatiques de sa « passion nationaliste » de reconstitution de l'empire perdu dans une lecture à la fois néo-eurasiste et orthodoxo-slavo-impériale de l'histoire russe, le fait est entendu : l'Ukraine, comme le voisin biélorusse, ne peut exister que comme « dominion » de la Sainte Russie – ou ne pas être. Les destins de l'Ukraine, de la Biélorussie et de la Russie seraient ainsi intrinsèquement et inaliénablement liés.⁸ Pour lui, l'Ukraine doit « retourner » à la Russie, où « elle appartient ». C'est « l'ordre naturel de l'histoire » (sic). Et quand bien même l'Ukraine (Petite-Russie) ne voudrait pas – de toute évidence – « revenir » à la (Grande) Russie, alors faut-il la y contraindre.⁹ À défaut de pouvoir mener à bien cette ambition de « dressage »¹⁰ ou de « mise au pas » de l'Ukraine, convient-il désormais de la punir, en détruisant ses infrastructures, déportant sa population et en prenant en gage ses territoires au profit d'une logique dix-neuviémiste d'expansionnisme territorial.

Un tel scénario de remodelage des frontières politiques de l'Ukraine peut sembler une fantaisie impériale d'un autre temps, mais il permettrait ce faisant au maître du Kremlin de séparer par la force, tout en limitant l'emprunte et le coût, ce qu'il imagine être la « part russe » – « sa » part donc – de l'Ukraine, de ce qu'il perçoit être – à tort ou à raison – une partie plus nationaliste de l'Ukraine. Une épuraton non pas ethnique, mais bien politique en découle. « *Poutine aimerait que tous les Ukrainiens patriotes, politiquement actifs et indépendants d'esprit quittent 'sa' partie de l'Ukraine* », a écrit dans une magistrale Tribune du New York Times le grand historien russe Aleksander Etkind, titulaire de la chaire Russie-Europe au European University Institute de Florence.¹¹ À n'en pas douter, pousser à l'exode les populations des villes et régions d'Ukraine soumises au blocus et aux bombardements de l'armée russe constitue un moyen certes expéditif mais néanmoins efficace pour y parvenir. L'idée de « redéfinir » l'Ukraine en la divisant était d'ailleurs implicite dans son allocution à la nation russe du 24 février : « *Laissez-moi vous rappeler que personne n'a jamais demandé aux gens vivant dans les territoires de l'Ukraine d'aujourd'hui comment ils voulaient vivre quand l'URSS a été créée ou après la Grande guerre patriotique* ». Et d'ajouter : « *Notre politique est basée sur la liberté. Liberté pour chacun de déterminer pour son avenir et celui de ses enfants. Et nous considérons qu'il est important que toutes les personnes vivant dans l'Ukraine d'aujourd'hui puissent exercer ce droit, le droit de choisir. Tous ceux qui le voudront doivent être en mesure d'exercer ce droit de poser un choix libre* » (sic).¹² De la Liberté sous occupation russe et la « République populaire de la peur » selon V. Poutine.

Reprenant à son compte une vieille *anekdot* soviétique selon laquelle « *les frontières de l'URSS s'arrêtent là où Moscou le décide* » (sic), Vladimir Poutine devait lui-même déclarer en 2016 : « *Les frontières de la Russie ne se terminent nulle part* ». ¹³ L'affirmation n'a jamais pris un sens aussi tangible depuis longtemps à l'Ouest. La vision des frontières de la Russie a sans doute évolué chez le président russe. Ce qui n'a pas changé, en revanche, c'est ce que Sabine Dullin appelle l'impératif d'une « frontière épaisse », ¹⁴ c'est-à-dire avec une zone tampon la plus large

8 Anna Colin Lebedev, *Jamais Frères ? Ukraine et Russie : une tragédie postsoviétique* (Paris : Seuil, 2022), 27.

9 Antoine Brunet et al., *Ce que révèle l'invasion de l'Ukraine* (Paris : L'Harmattan - Questions contemporaines, 2022), 36.

10 Alexandre Devecchio, « Guerre en Ukraine : l'amorce d'une véritable guerre froide politique, militaire et idéologique », interviewé par Bruno Tertrais, Le Figaro, 25 février 2022, <https://www.lefigaro.fr/vox/monde/bruno-tertrais-c-est-l-amorce-d-une-veritable-guerre-froide-politique-militaire-ideologique-20220225> (consulté le 12 février 2023).

11 Aleksander Etkind, "Putin calls Ukrainian statehood a Fiction. History suggests otherwise," *The New York Times*, 21 février 2022, <https://www.nytimes.com/2022/02/21/world/europe/putin-ukraine.html> (consulté le 12 février 2023).

12 « *Ukraine : La déclaration de guerre de Vladimir Poutine* » (24 février 2022), consultable en français sur la chaîne YouTube Le Figaro Live. URL : <https://www.youtube.com/watch?v=VrNQqWPGgyA> (consulté le 12 février 2023).

13 Cité dans « "Les frontières de la Russie n'ont pas de limites" plaisante Poutine », *Agence France Presse*, 24 novembre 2016.

14 Thèse développée par l'historienne Sabine Dullin, dans Sabine Dullin, *La Frontière épaisse. Aux origines des politiques soviétiques* (Paris : Éditions de l'EHESS, 2014). Également dans Sabine Dullin, *L'Ironie du destin. Une histoire des Russes et de leur empire* (Paris : Payot, 2021).

possible pour se préserver des influences occidentales. Pour le leader actuel de la Fédération de Russie, comme auparavant les dirigeants soviétiques et de nombreux tsars avant eux, le principal danger vient de l'Ouest et de son influence présentée comme allogène et néfaste à « l'esprit national russe » (*narodnost'*). Depuis l'Euro-maïdan de l'hiver 2013, et même avant (révolution orange de 2004), l'Ukraine serait tombée sous une influence occidentale qui lui aurait été définitivement imposée par le « *coup d'État fasciste* » (sic) du 22 février 2014. S'identifiant au destin de grande puissance de la Russie, dont le délabrement territorial post-soviétique lui fait honte, Vladimir Poutine ne supporte pas l'indépendance de son voisin du sud. Mais ce qui lui est le plus insupportable dans cette indépendance, c'est le contre-modèle offert aux Russes d'un « peuple frère », de culture mêlée (« russe » pour Poutine),¹⁵ qui choisit la liberté politique en contre-point exact du régime de gouvernementalité auquel les Russes se voient volontairement contraints au nom d'une grandeur nationale/impériale prétendument recouvrée et d'une essentialisation (*plus radicalisation*) croissante de leur identité.

Rhétorique de la « Grande guerre patriotique 2.0 » : Le rapport à l'Occident, au cœur des enjeux de la guerre d'Ukraine

De manière fondamentale et incidente, le pouvoir russe n'imagine pas que les peuples puissent être les moteurs des évolutions qui les portent et que l'attrait exercé par l'état de droit puisse répondre à des aspirations populaires ; à ses yeux, les contestations internes n'émergent que parce qu'elles sont inspirées et soutenues par l'étranger.¹⁶ Aux critiques que suscite le durcissement du régime politique en Russie, il répond que la démocratie est « souveraine » et que la Russie a une spécificité et des intérêts qui ne s'identifient pas à ceux de l'Occident.¹⁷ Il reproche à celui-ci, sous couvert de soutien à la démocratie, d'encourager des forces politiques antirusse. Il accuse les États-Unis et leurs alliés (ou plutôt « vassaux ») européens de se comporter en puissance hégémonique en négligeant intentionnellement les intérêts russes, d'être à l'origine des déséquilibres du système international et de « se-mer le chaos » en intervenant dans les affaires souveraines d'autres États et en soutenant « des néo-fascistes et des islamistes radicaux ».¹⁸ Dans cette lecture du monde que l'on peut qualifier de complotiste, en tout cas très KGBiste, lesdites « révolutions de couleur », y compris – et surtout – l'Euromaïdan ukrainienne, les contestations politiques en Russie même, comme celles de l'hiver 2011-2012 (cf. manifestations de la Bolotnaya), les déboires économiques de la Russie, etc., sont interprétés comme le fruit de manipulations américaines et plus largement occidentales dont le but est d'affaiblir les positions de la Russie.¹⁹ Le regard porté sur les politiques européennes va dans le même sens. Le partenariat oriental (2009) n'est pas, comme le résuma le politiste russe Alexander Pouchkov peu après son lancement (2011), « une politique de coopération avec la Russie dans les pays concernés, mais une politique de rivalité et de concurrence ».²⁰ Dans ce qui est analysé comme un jeu à somme nulle, les accords d'association et de libre-échange furent perçus à Moscou comme une menace pour son influence. Ce regard porté sur les politiques occidentales a amené d'aucuns en Russie, mais également parfois en Europe, et ailleurs, à estimer que l'Occident a « humilié » la Russie en cherchant à la marginaliser, en menant, en particulier dans l'espace post-soviétique, des politiques « perçues comme une menace à ses intérêts vitaux »,²¹ la poussant ce faisant à réagir... jusqu'à la guerre aujourd'hui. Bref, on le voit, le pouvoir russe en

15 Anna Colin Lebedev, *Jamais Frères ?*, 26.

16 Anne de Tinguy, *La Russie dans le monde* (Paris : CNRS Editions, 2019), 27.

17 Bertrand Badie, *Le temps des humiliés* (Paris : Odile Jacob, 2014), 36-37.

18 Voir par exemple le discours de V. Poutine du 25 octobre 2014.

19 Anne de Tinguy, *La Russie dans le monde*, 19.

20 A. K. Pouchkov, *Vnechniaia politika Rossii i èë natsional'nyie interesy v XXI veke* [la politique étrangère de la Russie et ses intérêts nationaux au XXIe siècle] (Moscou : Éditions Mgimo-Ouniversitet, 2011), 69.

21 Sur cette lecture voir d'une part Laurent Chamontin, *L'empire sans limites. Pouvoir et société dans le monde russe*, 2e éd. (La Tour-d'Aigues : Éditions de l'Aube, 2017), 54 et 62; et d'autre part Richard Sakwa, *Russia against the Rest : the Post-cold War crisis of World Order* (Cambridge : Cambridge University Press, 2017).

est venu à se façonner complètement par opposition à l'Occident, mobilisant aujourd'hui la société à travers la guerre en l'appelant à résister à « l'ennemi » à coup de slogans anti-occidentaux, et désormais aussi par les armes.

Le tournant est majeur. Pendant vingt ans, le pouvoir du gouvernement de Vladimir Poutine a tenu grâce à la démobilisation de la population russe, incitée à ne s'intéresser ni aux guerres ni à la chose publique en général.²² Mais le régime opère aujourd'hui un basculement total, en demandant à la société de se lever comme un seul homme et de consentir à de grands sacrifices. À n'en point douter, le poutinisme est aujourd'hui à un point de bascule et demandera de plus en plus à sa population. Une forme de « restalinisation partielle »²³ est en marche. Les effets en sont aussi larges que profonds. Depuis l'annonce de la mobilisation « partielle » faite le 21 septembre 2022, le discours gouvernemental russe et ses relais de propagande se concentrent désormais sur la menace majeure que constituerait un Occident belliqueux, représenté par les forces armées de l'Otan. Cet argument fait écho à la mémoire de la Grande guerre patriotique (cf. désignation russe de la Seconde Guerre mondiale) contre l'Allemagne nazie, et cherche à imposer l'idée d'une « guerre juste ».²⁴ Il comporte deux dimensions. D'une part, l'armée russe viendrait « en aide » aux « *pauvres civils victimes* » d'un « *régime ukrainien néonazi* » (cf. « *ukronazi* (sic) »).²⁵ Dans cet élément de rhétorique, le pouvoir russe se pose ainsi en défenseur des faibles et des opprimés en Ukraine et dans les républiques autoproclamées du Donbass. En endossant l'habit humanitaire, il assure que l'armée russe est là pour sauver les femmes et les enfants prétendument martyrisés par l'armée ukrainienne. De l'autre, elle défendrait son pays face à des forces qui viseraient à sa destruction²⁶. Dans les médias officiels, la révolution de Maïdan en 2014 avait déjà été présentée comme une prise de pouvoir par les nazis pour discréditer les nouvelles autorités ukrainiennes souhaitant se rapprocher des institutions européennes et se distancier de la Russie. Désormais, la mobilisation d'un vocabulaire emprunté à tort et à travers à la Grande guerre patriotique ne se contente plus d'assimiler les Ukrainiens et le gouvernement ukrainien à des nazis, l'instrumentalisation des heures les plus sombres de la Seconde Guerre mondiale le généralise désormais à une lutte civilisationnelle contre un « Occident collectif » lui-même « nazifié ».

Cette rhétorique de la « Grande guerre patriotique 2.0 » contre l'Occident, qui est en train de monter en Russie, est rarement prise au sérieux dans les analyses : discours mobilisateur à usage interne, ou recadrage effectif des objectifs de guerre par le Kremlin? Peut-être est-on seulement dans la rhétorique, peut-être pas. Quelle qu'en soit la perspective, il apparaît clairement de la trajectoire observée de cette guerre que partir de l'idée d'un objectif de la Russie clair et stable (cf. « disposer d'une zone tampon avec l'OTAN ») est réducteur. En effet, les objectifs affichés par le Kremlin, et visibles sur le terrain, ont beaucoup fluctué depuis le début de la guerre. Il est certain qu'ils vont encore bouger, et pas seulement en fonction des évolutions sur le front. Toujours déterminante, leur corrélation contingente aux termes de la politique intérieure russe est à présent devenue existentielle pour le système poutinien. Quand bien même les décisions consolidées sur le recadrage des objectifs de l'opération militaire en cours vis-à-vis des buts de guerre initiaux soient certainement appelées à être postposées jusqu'à ce que (si) la situation militaire des forces russes sur le terrain connaisse un tour plus décisif, il est improbable que l'administration centrale revienne à horizon prévisible sur la définition de l'état de guerre comme nouvelle « raison d'État » en Russie.²⁷ Or, au regard de cette réalité mouvante et contingente, nous avons une difficulté fondamentale à penser une évolution qui toucherait les pays de l'Union européenne sur leur territoire. Sans aucunement préjuger qu'un tel scénario advienne, il faut pourtant bien l'envisager.

22 Tatiana Kastouéva-Jean, *La Russie de Poutine en 100 questions* (Paris : Tallendier - Texto, 2020), 21.

23 Mark Galeotti, *The Weaponization of Everything: A field guide to the new way of war* (London: Barnes & Noble, 2022), 54.

24 Anna Colin Lebedev, *Jamais Frères ?*, 37.

25 Cité dans Jonathan Littell, « De l'agression russe. Écrits polémiques », *Tracts Gallimard* 43 (Paris : Gallimard, 2022), 16.

26 Voir par exemple le discours de V. Poutine du 22 février 2023.

27 Idée formulée pour la première fois dans Ofer Fridman, *Russian Hybrid Warfare. Resurgence and Politicisation* (London : Hurst, 2019).

S'il en est une en effet, cette guerre nous a appris une chose: ne pas exclure les scénarios maximalistes, et ne pas se convaincre que le Kremlin ne prendra pas une décision parce qu'elle est irréaliste ou contraire à ses intérêts... (Don't think "*It's not in the interest of Russia*", don't say "*He wouldn't dare*"). Une seule chose peut être tenue pour certaine: les discours et pratiques gouvernementales du poutinisme ont contribué depuis de nombreuses années à installer la psyché russe dans une logique de confrontation avec l'Occident. Les effets en seront durables.

Restalinisation partielle et « forteresse russe Assiégée »

Si elle est aujourd'hui en voie de consolidation sous les effets de la mobilisation, la réinstallation de cette économie morale de la confrontation et de violence n'est en rien un phénomène nouveau, contingent à la guerre d'Ukraine. En effet, le nouveau régime de gouvernementalité qui a été progressivement mis en place à partir de 1999, quand Vladimir Poutine devint Premier ministre du président Boris Eltsine, fut d'emblée marqué par la violence des attentats de Moscou et de Volgograd, pour lesquels existent de fortes suspicions de l'implication du FSB.²⁸ La capacité du régime à supprimer les libertés des Russes s'est développée dès avec la deuxième guerre de Tchétchénie. La journaliste russe assassinée Anna Politkovskaïa expliquait (cf. "**За Что**") qu'il ne fallait pas penser que la Tchétchénie était un problème limité, mais voir cette guerre comme un cancer : une tumeur qui allait métastaser dans l'ensemble de la société russe parce que tous les appelés qui étaient envoyés dans le Nord-Caucase revenaient avec cette culture de la violence sans limite, et que c'était précisément le sens de la nouvelle gouvernementalité poutinienne d'installer cet état de guerre permanent. Ceux qui à l'époque déjà s'opposèrent à cette guerre, les représentants de la liberté en Russie, furent qualifiés « d'agents de l'étranger » (cf. "**иноагентов**") dans la montée en puissance préliminaire d'un cadre répressif soviétique réactivé, et depuis généralisé.²⁹ Depuis un oukase promulgué le 10 novembre 2022, une simple mise en accusation administrative de « *bénéficiaire d'un soutien étranger* » ou de « *se trouver sous influence* » (et non plus le versement effectif d'un financement) peut valoir à un individu ou une organisation de figurer sur la liste des "**иноагентов**" publiée sur internet par les autorités.³⁰

Issue d'un texte initial voté en 2012, progressivement durcie pour toucher non plus seulement les associations mais aussi les individus à partir de 2020, la loi sur les « agents de l'étranger » soumet ces derniers à de lourdes contraintes administratives – concrètement un compte rendu ultra-détaillé des revenus, dépenses et activités des six mois écoulés.³¹ Déroger à ces règles – ou être accusé de ne pas les respecter – expose à de sévères sanctions, ayant notamment conduit – prélude funeste à ce qui devait suivre – à la dissolution de l'organisation de défense des droits humains *Memorial* sur décision de la Cour suprême de la Fédération de Russie le 28 décembre 2021. Avec la guerre d'Ukraine, ce qui était jusqu'alors surtout une désignation infamante, rappelant celle des « ennemis du peuple » utilisée à l'époque soviétique pour dénoncer et isoler les dissidents, est devenu un outil de répression et d'épuration socio-politique intérieure de plus en plus menaçant contre ceux que le pouvoir considère comme des « traîtres ». Les accusations de participation aux activités d'organisations jugées « indésirables » ou de diffusion de « fausses infor-

28 Anna Politkovskaïa, *La Russie selon Poutine* (Paris : Folio Documents, 2006), 28-30.

29 L'emprise du pouvoir sur l'espace public s'est considérablement renforcée à partir des années 2011 et 2012, suite aux grandes manifestations contre la fraude électorale et le retour de Poutine à la présidence, après le tour de passe-passe avec Medvedev (*respectivement président et Premier ministre, ils avaient permuté de fonction pendant une législature pour contourner la règle constitutionnelle des deux mandats présidentiels successifs maximum, Ndlr*). Un arsenal législatif répressif a été mis en place à l'encontre des forces critiques dans la société (associations, journalistes, militants locaux, activistes politiques). Une fermeture croissante de l'administration russe s'est alors mise en place, au point qu'il est devenu quasiment impossible pour les chercheurs de mener des enquêtes auprès de ses représentants et des services officiels.

30 Le 25 novembre 2022, la liste des personnes et organisations déclarées « agents de l'étranger » ("**иноагентов**") a été élargie par le ministère de la Justice de la Fédération de Russie pour y inclure notamment l'ancien maire d'Iekaterinbourg, Evgueni Roizman, l'avocat Ilya Novikov (Ilya Novikov a défendu devant le tribunal le soldat ukrainien capturé Nadezhda Savchenko et le défenseur tchéchène des droits de l'homme Oyoub Titiev) et la journaliste Alexandra Garmazhapova, fondatrice de l'association Bouriatie libre.

31 De surcroît, les noms des « agents de l'étranger » sont désormais accompagnés de données, considérées théoriquement comme confidentielles : adresse, numéro fiscal et de sécurité sociale...

mations » sur l'armée russe sont aujourd'hui passibles de lourdes peines de prison. En plus des ONG, fondations et institutions gouvernementales et multilatérales occidentales, nord-américaines et européennes, l'Ukraine figure désormais en bonne place sur la liste des sources de financements étrangers déclarés « subversifs » et « antirusse » dans le registre des « agents de l'étranger » du MinJust et du MVD (ministère de l'Intérieur).

On compte aujourd'hui (février 2023) en Russie deux cent douze médias et organisations stigmatisés sous ce label, auxquels s'ajoutent désormais 82 personnes physiques et 16 associations publiques.³² Les médias concernés, soit la totalité de la presse indépendante, exilés hors de Russie pour la plupart, doivent désormais faire précéder chacune de leurs publications d'une mention infamante en lettres majuscules précisant leur « statut ». Cela vaut aussi pour tout *post* sur internet d'une personne désignée comme « agent de l'étranger ». La liste des interdictions, alourdies par le décret du 10 novembre 2022, est impressionnante : interdiction d'être employé dans un service public, de participer à toute commission publique et bien sûr aux élections, d'organiser des événements publics, d'enseigner et même de travailler dans des établissements publics... Des mesures – équivalant peu ou prou à une mise au ban et à une invisibilisation/élimination de l'espace public – pouvant aisément favoriser voire encourager des dérives ou des violences – nombre d'« agents de l'étranger » sont ainsi la cible de harcèlement « anonyme » et de brutalités policières. Dans le contexte de la mobilisation et de l'accroissement de la répression intérieure, l'étau qui se resserre, après avoir fait table rase de toute opposition et média indépendants, vise prioritairement la moindre expression contre l'« opération militaire spéciale » en Ukraine. Presque tout le monde désormais en Russie peut devenir un « agent de l'étranger ».

S'est ainsi qu'a été progressivement reconstruite une psyché de « forteresse russe assiégée » et de confrontation avec l'Occident, de revanche, de refus d'acceptation de l'ordre issu de la guerre froide et de révision de l'architecture de la sécurité européenne.

Au cours de l'année 2022, plusieurs catégorisations sociologiques de la société russe ont été présentées sur la base du positionnement et du soutien populaire à la guerre. Parmi ces nombreuses tentatives souvent aussi fragiles que sur-interprétatives, une typologie communément considérée comme présentant le plus grand degré de pertinence parmi les analystes de la société russe est celle la subdivisant en un « parti de la guerre », un « parti de la paix », et un large groupe intermédiaire de « conformistes ».³³ Le « parti de la guerre » et le « parti de la paix » constituent tous deux une menace potentielle pour le régime de Poutine, car ils représentent une faction susceptible de saper son pouvoir, soit par un coup d'État au sommet, soit par un soulèvement populaire. À court terme, l'effort de guerre peut être maintenu en faisant tourner la machine de propagande à plein régime et en passant par une « stalinisation » accrue à l'intérieur, purges et répression, **étouffant dans l'œuf toute forme de protestation** en s'appuyant sur un appareil sécuritaire de confiance, le FSB ou la *Rosgvardia* (la garde nationale). Au-delà de ce seul appareil sécuritaire, le président Poutine a progressivement construit un pouvoir de plus en plus centralisé et de plus en plus coercitif, mais appuyé sur un réseau décentralisé d'encadrement de la société. La formule peut sembler paradoxale, mais elle signifie que la coercition est distribuée et déléguée à différents acteurs, et cela dans toutes sortes de domaines. Françoise Daucé, directrice du Centre d'études des mondes russe, caucasien et centre-européen (CERCEC) et spécialiste des relations entre l'État et la société en Russie, a particulièrement bien décrit comment Vladimir Poutine a mis en place depuis une décennie des relais de pouvoir auprès de toutes les composantes de la société.³⁴ Il s'appuie sur toute une série de réseaux, de nœuds et

32 Минюст РФ: «Дождь» включили в список «иноагентов» за распространение материалов Настоящего Времени и других СМИ и физлиц-иноагентов» [Ministère de la Justice de la fédération de Russie : Dozhd a été inclus dans la liste des « agents de l'étranger » pour la distribution de documents de *Current Time* et d'autres médias et individus – « agents de l'étranger »], телеканал «Настоящее Время» [« Current Time »], 10 novembre 2022.

33 Lire à ce propos Joris Van Bladel, «Captivated by War. The Russian People in the face of the Ukraine War, Mobilization, and Tactical Defeat», *Egmont Paper*, 118 (February 2023)

34 Françoise Daucé, « Le pouvoir de Vladimir Poutine s'exerce à travers un réseau d'emprises sur la société », *Le journal du CNRS* (octobre 2022).

d'emprises sur la société. La Fédération de Russie est un pays immense, et l'exercice du pouvoir doit forcément passer par des relais locaux, en l'occurrence les gouverneurs de région, les maires des grandes villes et les administrations locales. On observe d'ailleurs que ces acteurs régionaux et locaux font parfois preuve d'un certain zèle à l'égard du pouvoir central, en anticipant les décisions et les volontés de Moscou, en ce compris dans les processus de la mobilisation, que ceux-ci s'inscrivent dans la sphère militaire, civile, économique ou informationnelle.

Poutine n'est évidemment pas seul à gérer son pays, il faut en avoir absolument conscience. À long terme, en tant que commandant en chef, légitimateur ultime (et initiateur) de l'opération militaire spéciale, de son cadre et de ses buts, il doit toutefois remporter des succès militaires sur le champ de bataille en Ukraine pour apaiser le parti de la guerre, limiter les dégâts économiques pour maintenir la passivité des conformistes, et mettre à terme aux combats pour maintenir le parti de la paix isolé. Fondamentalement, il s'agit là d'un ensemble d'injonctions contradictoires qui illustre à la fois l'absurdité de l'entreprise de Poutine et la fragilité du système qu'il incarne. Compte tenu de son état de paroxysme actuel, il semble vain de lutter contre la propagande toxique du Kremlin avec des arguments rationnels. Bien que le plan d'action de Poutine en Ukraine soit un désastre déguisé, il ne reste plus qu'une stratégie basée uniquement sur la logique militaire. Les sondages de l'opinion publique n'ont en outre que peu ou pas de valeur prédictive. Il convient néanmoins de surveiller l'évolution de l'équilibre précaire entre le parti de la guerre et celui de la paix en 2023. Il s'agit d'un indicateur essentiel pour évaluer la manière dont le peuple russe fait face à la guerre et comment il est lié aux dirigeants actuels. Le test décisif pour le pouvoir personnel de Poutine sera l'intensification de l'offensive en cours depuis le début de 2023. À bien des égards, l'attaque ré-intensifiée contre l'Ukraine déterminera l'issue de la guerre et l'avenir du poutinisme. Nous sommes clairement à un tournant, et celui-ci sera décisif. Il peut aller dans le sens d'un durcissement encore plus radical du pouvoir russe et des contraintes encore plus sévères sur sa population. Mais un échec militaire en Ukraine pourrait aussi provoquer la remise en cause des équilibres politiques internes à Moscou, permettant alors d'éventuellement envisager un renouvellement du pouvoir. Les deux scénarios sont possibles. La trajectoire du pouvoir russe demeure plus que jamais incertaine. ●

BIBLIOGRAPHIE

- Andreï K. Pouchkov, *Vnechniaia politika Rossii i eë natsional'nyie interesy v XXI veke* [La politique étrangère de la Russie et ses intérêts nationaux au XXIe siècle] (Moscou : Éditions Mgimo-Ouniversitet, 2011)
- Anna Colin Lebedev, *Jamais Frères ? Ukraine et Russie : une tragédie postsoviétique* (Paris : Seuil, 2022)
- Anna Politkovskaïa, *La Russie selon Poutine* (Paris : Folio Documents, 2006)
- Anne de Tinguay, *La Russie dans le monde* (Paris : CNRS Editions, 2019)
- Antoine Brunet et al., *Ce que révèle l'invasion de l'Ukraine* (Paris : L'Harmattan - Questions contemporaines, 2022)
- Bertrand Badie, *Le temps des humiliés* (Paris : Odile Jacob, 2014)
- Françoise Daucé, « Le pouvoir de Vladimir Poutine s'exerce à travers un réseau d'emprises sur la société », *Le journal du CNRS* (octobre 2022).
- Graeme P. Herd, "Russia's 21st century imperialism. Understanding Russia's regional reach in an era of great power competition," *per Concordiam. Journal of European Security and Defense Issues* 11, no. 4 (2021)
- Hélène Blanc, *Goodbye Poutine : L'Union européenne, la Russie et l'Ukraine* (Paris : Éditions Ginkgo, 2015)
- Jonathan Littell, « De l'agression russe. Écrits polémiques », *Tracts Gallimard* 43 (Paris : Gallimard, 2022)
- Joris Van Bladel, "Captivated by War. The Russian People in the face of the Ukraine War, Mobilization, and Tactical Defeat," *Egmont Paper*, 118 (February 2023)
- Laurent Chamontin, *L'empire sans limites. Pouvoir et société dans le monde russe*, 2^e éd. (La Tour-d'Aigues : Éditions de l'Aube, 2017)
- Mark Galeotti, *The Weaponization of Everything: A field guide to the new way of war* (London: Barnes & Noble, 2022)
- Ofer Fridman, *Russian Hybrid Warfare. Resurgence and Politicisation* (London : Hurst, 2019)
- Olivier Kempf, *Guerre d'Ukraine* (Paris : Éditions Economica, 2022)
- Pascale Laborier, « La gouvernementalité, » dans *Michel Foucault. Un héritage critique*, éd. Jean-François Bert et Jérôme Lamy (Paris : Éditions du CNRS, 2014)
- Richard Sakwa, *Russia against the Rest : the Post-cold War crisis of World Order* (Cambridge : Cambridge University Press, 2017)
- Sabine Dullin, *La Frontière épaisse. Aux origines des politiques soviétiques* (Paris : Éditions de l'EHESS, 2014)
- Sabine Dullin, *L'Ironie du destin. Une histoire des Russes et de leur empire* (Paris : Payot, 2021)
- Tatiana Kastouéva-Jean, *La Russie de Poutine en 100 questions* (Paris : Tallendier - Texto, 2020)

Wim Hardyns

Wim Hardyns is professor aan de Vakgroep Criminologie, Strafrecht en Sociaal Recht van de Universiteit Gent. Als lid van het Institute for International Research on Criminal Policy (IRCP) bestudeert hij criminële fenomenen zoals sport-gerelateerde criminaliteit, gewelddadige jeugdgroepen, radicalisering en terrorisme. Daarnaast heeft Wim Hardyns een ruime expertise in alles wat te maken heeft met criminologische methoden en technieken, big data, nieuwe veiligheidstechnologieën, sociale cohesie en onveiligheidsbeleving.

Maarten Danckaert

Maarten Danckaert studeerde Internationale Politiek en Conflict & Development aan de Universiteit Gent. Vooraleer hij het Studiecentrum voor Veiligheid en Defensie (SCVD) van het Koninklijk Hoger Instituut voor Defensie (KHID) vervoegde als onderdirecteur, werkte hij onder meer aan de Universiteit van Oslo en de KU Leuven.

Christophe Busch

Christophe Busch is Master in de Criminologische Wetenschappen (Universiteit Gent) en Master in de Holocaust- en Genocidestudies (Universiteit van Amsterdam). Na zijn studies criminologie in Gent begon hij in 2001 als criminoloog te werken in de pas opgerichte forensisch psychiatrische instellingen voor de behandeling van medium risk geïnterneerde daders. Later stond hij als coördinator in voor de uitbouw van het forensisch zorgcircuit te Zelzate. Eind 2012 maakte hij de overstap naar Kazerne Dossin: Memoriaal, Museum en Onderzoekscentrum over Holocaust en mensenrechten, waar hij in januari 2013 werd aangesteld als operationeel directeur en in juli 2016 als algemeen directeur. In 2020 werd hij aangesteld als directeur van het Hannah Arendt Instituut voor burgerschap, stedelijkheid en diversiteit. Hij doctoreerde aan de Universiteit van Amsterdam op een proefschrift *Picturing Perpetration: the Holocaust seen 'through the image as message'*, dat handelde over beeldvorming bij processen van dadergedrag. Hij is betrokken als expert radicalisering en polarisering binnen verschillende overheidsdiensten.

Wim Hardyns

Wim Hardyns est professeur au département de criminologie, de droit pénal et de droit social de l'université de Gand. En tant que membre de l'Institut pour la recherche internationale en politique criminelle (IRCP), il étudie les phénomènes criminels tels que la criminalité liée au sport, les groupes de jeunes violents, la radicalisation et le terrorisme. En outre, Wim Hardyns possède une vaste expertise dans tout ce qui a trait aux méthodes et techniques criminologiques, au *big data*, aux nouvelles technologies de sécurité, à la cohésion sociale et au sentiment d'insécurité.

Maarten Danckaert

Maarten Danckaert a étudié la politique internationale et le *Conflict & Development* à l'université de Gand. Avant de rejoindre le Centre d'études de sécurité et défense (CESD) de l'Institut royal supérieur de défense (IRSD) en tant que sous-directeur, il a travaillé à l'Université d'Oslo et à la KU Leuven, entre autres.

Christophe Busch

Christophe Busch est titulaire d'un master en sciences criminologiques (Université de Gand) et d'un master en études sur l'Holocauste et les génocides (Université d'Amsterdam). Après avoir étudié la criminologie à Gand, il a commencé à travailler comme criminologue en 2001 dans les institutions psychiatriques médico-légales nouvellement créées pour le traitement d'auteurs internés à risque moyen. Ensuite, il a été chargé, en tant que coordinateur, du développement du circuit de soins médico-légaux à Zelzate. Fin 2012, il a été engagé à la Kazerne Dossin, mémorial, musée et centre de recherche sur la Shoah et les Droits humains, où il a été nommé directeur opérationnel en janvier 2013 et directeur général en juillet 2016. En 2020, il a été nommé directeur de l'Institut Hannah Arendt pour la citoyenneté, l'urbanité et la diversité. Il a effectué un doctorat à l'université d'Amsterdam, dont la thèse était intitulée « *Picturing Perpetration: the Holocaust seen 'through the image as message'* ». Celle-ci traitait de l'imagerie dans les processus régissant le comportement des auteurs de crimes. Il est impliqué en tant qu'expert sur la radicalisation et la polarisation au sein de différents services publics.

RADICES



Colofon

Radices verzamelt jaarlijks out-of-the-box, interdisciplinair academisch/wetenschappelijk onderzoek rond thematieken inzake terrorisme, extremisme, veiligheid en het radicaliseringsproces. Het OCAD maakt dat onderzoek ook online beschikbaar voor een breed publiek. Artikels verschijnen in het Nederlands, Frans, Duits of Engels en komen uit diverse vakgebieden.

De standpunten, analyses of aanbevelingen gevat in Radices dienen op geen enkele wijze beschouwd te worden als indicatief voor de standpunten, analyses of aanbevelingen van het Coördinatieorgaan voor de dreigingsanalyse (OCAD) of zijn medewerkers. Het OCAD erkent, respecteert en waarborgt de academische en intellectuele vrijheid van de auteurs.

Ingezonden, in verwerking zijnde of gepubliceerde artikelen mogen niet in andere tijdschriften of publicatievormen (digitaal of fysiek) worden verspreid of verveelvoudigd zonder de expliciete toestemming van het OCAD – met uitzondering van de uitdrukkelijk bij wet bepaalde uitzonderingen. Radices mag onder geen beding worden aangewend voor commerciële doeleinden.

Interesse om een artikel in te dienen? Neem contact op via de OCAD-website door te klikken op de link: <https://ocad.belgium.be/outreach/>

Toelichting

Over de titel

'Radices' is het Latijnse meervoud van het begrip 'radix' of wortel. Het is de etymologische stam van het begrip 'radicaal'. Om een doeltreffend en proportioneel veiligheidsbeleid te voeren, is het essentieel om multidisciplinaire samenwerking te baseren op geteste en accurate methodes. Wetenschap is onontbeerlijk voor goed beleid. Goed veiligheidsbeleid is onontbeerlijk voor een veilige en vrije samenleving die weerbaar is tegen alle vormen van extremisme en waar iedereen zonder vrees voor geweld zichzelf kan zijn en zichzelf kan uiten. Radices daagt zijn lezers (en auteurs) uit om over het eigen disciplinaire muurtje te kijken, om inzichten te delen en om samen naar de 'wortels' van terrorisme, extremisme en het radicaliseringsproces te graven.

Thesiswedstrijd & colloquium

Radices biedt onder meer de laureaten van de thesiswedstrijd van het OCAD de kans om hun masteronderzoek te verzilveren in de vorm van een wetenschappelijk artikel. Daarnaast kunnen ook sprekers op het wetenschappelijke colloquium dat het OCAD jaarlijks in samenwerking met de academische wereld organiseert, in het tijdschrift publiceren. Zo kunnen we de vinger aan de pols houden van wat er leeft en beweegt binnen het Belgische wetenschappelijk onderzoeksveld. De winnaar van de thesiswedstrijd krijgt het eerste artikel toegewezen. Voor meer informatie over het OCAD of over het Outreach-project, zie de website van het OCAD.

HOOFDREDACTIE

Outreach - OCAD-OCAM
2023 OCAD-OCAM-CUTA (Brussel)
ISSN: 2736-7770
CC BY-NC 4.0

Colophon

Chaque année, Radices rassemble des recherches universitaires/scientifiques interdisciplinaires et innovantes sur des sujets liés au terrorisme, à l'extrémisme, sécurité et au processus de radicalisation. L'OCAM rend ces recherches accessibles à un large public en ligne. Les articles sont publiés en français, néerlandais, allemand ou anglais et proviennent de différents domaines.

Les points de vue, analyses ou recommandations formulés dans Radices ne sont en aucun cas représentatifs des points de vue, analyses ou recommandations de l'Organe de Coordination pour l'Analyse de la Menace (OCAM) ou de ses collaborateurs. L'OCAM reconnaît, respecte et garantit la liberté académique et intellectuelle des auteurs.

Les articles soumis, en cours de traitement ou publiés ne peuvent être distribués ou reproduits dans d'autres revues ou formes de publication (numériques ou matérielles) sans l'autorisation expresse de l'OCAM – sauf exceptions expressément prévues par la loi. Radices ne peut en aucun cas être utilisées à des fins commerciales.

Vous souhaitez soumettre un article ? Contactez l'OCAM via son site web en cliquant sur le lien : <https://ocam.belgium.be/outreach-pour-academiciens/>

Commentaire

Sur le titre

« Radices » est le pluriel du terme latin « radix », qui signifie « racine ». C'est la racine étymologique du terme « radical ». Pour mener une politique de sécurité efficace et proportionnée, il est essentiel de fonder la coopération multidisciplinaire sur des méthodes éprouvées et précises. La science est indispensable pour élaborer une bonne politique. Une bonne politique de sécurité est à son tour indispensable pour garantir une société sûre et libre, résistante à toute forme d'extrémisme et où chacun peut être soi-même et s'exprimer sans craindre la violence. Radices invite ses lecteurs (et auteurs) à délaissier leurs œillères disciplinaires, à partager leurs connaissances et à creuser ensemble pour trouver les « racines » du terrorisme, de l'extrémisme et du processus de radicalisation.

Concours de mémoires de fin d'étude & colloque

Radices offre notamment aux lauréats du concours de mémoires de fin d'études de l'OCAM la possibilité de convertir leur mémoire de master en un article scientifique. En outre, les orateurs du colloque scientifique que l'OCAM organise annuellement en collaboration avec le monde académique peuvent également publier des articles dans la revue. De cette manière, nous pouvons prendre le pouls des dernières découvertes et évolutions dans le domaine de la recherche scientifique belge. Le premier article est attribué au gagnant du concours de mémoires de fin d'études. Pour plus d'informations sur l'OCAM ou sur le projet Outreach, veuillez consulter le site web de l'OCAM.

EDITEUR EN CHEF

Outreach - OCAM-OCAD
2023 OCAM-OCAD-CUTA (Bruxelles)
ISSN: 2736-7770
CC BY-NC 4.0